

LE PAKAO



Matière

Histoire-Géographie

Sources

Cours de Mamadou Moustapha FALL

Dissertation de Ibou Dieng

Interdiction de commercialisation

numéro alerte : 221 78 370 3151

SUJET DE DISSERTATION

CONTEXTE

« La pandémie à Coronavirus, appelé Covid 19, est une maladie infectieuse émergente. Elle débute en décembre 2019 à Wuhan, dans la province du Hubei en Chine centrale et se propage dans le monde entier. A ce jour, 199 pays et territoires sont touchés par cette crise sanitaire qui laisse apparaître les premiers signes d'une récession de l'économie mondiale. »

CONSIGNE

Après avoir montré les fondements de l'interdépendance dans le système monde à travers la propagation rapide du Coronavirus, identifier deux secteurs de l'économie mondiale, qui pourraient être affectés par la pandémie, puis analyser les bouleversements d'un secteur au choix.

I- INTRODUCTION :

Amener le sujet :

Les différents espaces du monde entretiennent des relations très étroites et fonctionnent en système si bien que toute modification d'une partie, entraîne un bouleversement de l'ensemble. La globalisation, appelée aussi mondialisation, se traduit par une interdépendance dans les différents flux. En effet, cette internationalisation est manifeste à travers la pandémie du Coronavirus, appelé Covid 19 né à Wuhan en Chine centrale en décembre 2019, qui s'est vite répandue sur les cinq continents habités.

Poser la problématique :

Dans ce contexte, deux interrogations majeures peuvent être posées :

- Comment cette épidémie, apparue dans une localité de la province du Hubei, est devenue rapidement une pandémie en l'espace de trois mois ?
- Dans quelle mesure, faudrait-il analyser les bouleversements de l'économie mondiale à travers notamment l'identification des secteurs du transport et du tourisme ?

Annoncer le plan :

Dès lors, deux grandes parties se dégagent de la problématique posée :

- La propagation du Coronavirus grâce aux fondements de l'interdépendance dans le système monde ;
- Les facteurs, les manifestations et les conséquences du bouleversement du secteur des transports comme domaine d'étude choisie.

II- DEVELOPPEMENT

Phrase directrice :

Depuis la fin de la guerre froide, début des années 1990, le monde est dominé par le capitalisme qui est un modèle économique basé sur la recherche effrénée du profit, le libéralisme, la concurrence, l'innovation technologique, la liberté de circulation des biens, services et des personnes, entre autres. En effet, tous les espaces sont de plus en plus interconnectés et interdépendants par des réseaux à travers les flux économiques, financiers et humains. Par ailleurs, depuis la découverte en décembre 2019 du virus SARS-CoV-2, responsable de la maladie COVID-19, plusieurs régions du monde doivent faire face aux conséquences d'une telle pandémie.

Partie 1 :

- Le Coronavirus, baptisé COVID-19 le 11 février dernier, a voyagé depuis la première apparition de symptômes chez un habitant de la province de Hubei, en Chine dans la ville de Wuhan, septième ville la plus importante de la Chine avec 11 millions d'habitants.
- Les premiers individus infectés avaient tous été dans un marché de fruits de mer à Wuhan. Le marché est fermé depuis le 1er janvier 2020. Cependant, le virus est maintenant présent dans près de 199 pays et territoires grâce à quelques fondements de l'interdépendance : des flux de transports et des flux humains.

- Parmi les transports, il s'agit notamment des avions, des bateaux de croisière (Japon et Etats-Unis), des trains et des véhicules communs. En effet, dès l'apparition des cas graves et de décès à Wuhan, les autorités chinoises ont mis en quarantaine les villes touchées et ont autorisé certains pays à rapatrier par voie aérienne leurs ressortissants.
- C'est dans ce sens, que l'Italie, la France, l'Espagne, les Etats-Unis, le Maroc, entre autres, ont affrété des avions au bénéfice de leurs nationaux. Dès lors, plusieurs porteurs ont exporté le virus dans leur pays d'origine. C'est ce qui explique, en grande partie, l'explosion des cas de contamination dans ces pays.
- Le premier cas de COVID-19 en Allemagne a été décelé le 27 janvier. Il s'agissait d'un employé d'une compagnie d'équipements automobiles qui a été en contact avec une collègue venue de la Chine pour une formation. C'était le premier cas de transmission locale en Europe.
- Les bateaux de croisière Diamond Princess au Japon et Grand Princess aux Etats-Unis ont respectivement enregistré 712 (dont 40 Canadiens) et 21 cas de COVID-19 les 4 février et 6 mars.
- Par ailleurs, quelques Sénégalais expatriés ont regagné leur pays par voie aérienne et terrestre pour diverses raisons. Ce sont les cas importés qui ont surtout contaminé leurs proches.

Phrase de transition : Les fondements de la mondialisation, à travers les flux de transports et humains, ont permis la propagation du Covid19 dans le monde. L'internationalisation de l'épidémie, devenue une pandémie, a bouleversé la plupart des flux du système-monde notamment celui des transports.

Partie 2 :

- Les facteurs : Le taux d'importation élevé du Coronavirus, la contamination interhumaine de la maladie, le confinement et les restrictions dans les déplacements sont les principaux facteurs de bouleversement dans le secteur des transports.

- Les manifestations : Cette période de confinement et de restrictions dans plusieurs pays est aussi une opportunité pour se projeter dans un monde nouveau en relation à la fermeture des aéroports. En effet, le Sénégal a momentanément fermé l'AIBD aux vols internationaux et interdit les transports interurbains pour stopper la chaîne de transmission du virus. A l'image du Sénégal, les pays ont fermé leurs frontières terrestres et aériennes à l'exception du transport de marchandises et de médicaments.

- Les conséquences : La crise sanitaire actuelle liée au Covid-19 pèse fortement sur les économies du continent qui ont misé, soit sur le tourisme, soit sur les exportations des matières premières, notamment les hydrocarbures. La pandémie a fait chuter brutalement les prix des hydrocarbures. Une catastrophe pour de nombreux pays africains, dépendants de cette manne. Le prix du baril de pétrole de référence, le Brent, s'est échangé à 28 dollars le mercredi 18 mars sur les marchés. Il était encore à un peu plus de 50 dollars au mois de février 2020. L'impact de la crise sanitaire sur les transports aériens se traduit également par des milliers d'avions cloués au sol, des réservations annulées et des agences de tourisme en faillite. En 2020, des millions de touristes étaient attendus en vain dans les pays causant des milliards de pertes de chiffres d'affaires. A cela s'ajoutent des vagues de chômage techniques voire de licenciements masqués. Par ailleurs, la pandémie va aussi affecter les économies du groupe des vingt pays les plus industrialisés, le G20. Selon l'agence de notation financière Moody's, elles devraient être dans l'ensemble en récession cette année : 0,5% de leur produit intérieur brut et dans la zone euro de -2,2%. La Chine devrait croître de 3,3%, un rythme très faible pour ce pays depuis une vingtaine d'années.

III- CONCLUSION

- Après trois mois de crise sanitaire, la pandémie à Coronavirus s'est répandue à travers le monde entier par le biais de l'internationalisation des échanges. Ainsi, l'économie mondiale est-elle menacée par une récession à cause des secteurs clés affectés notamment les transports.
- Comment le système-monde va-t-il désormais fonctionner aux lendemains de cette pandémie ?

Leçon 1 : LES CONSEQUENCES ET LES REGLEMENTS DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Introduction

L'année **1945** a été un grand tournant dans la Seconde Guerre mondiale. Le **8 mai 1945** à Berlin et le **2 septembre** dans la baie de Tokyo, sont signées les deux capitulations sans conditions de l'Allemagne et du Japon. Les peuples du monde sortent d'une période de crise et tension d'une part ; d'autre part s'ouvre une nouvelle période pleine d'espoir, de paix, de stabilité et de prospérité dans les relations internationales. Mais les vainqueurs comme les vaincus devaient d'abord tirer le **bilan très lourd** du second conflit mondial et ensuite prendre part à toutes les décisions opportunes aux plans politique, économique, social et culturel afin de dégager de **nouvelles perspectives** dans les relations internationales.

I. Le bilan tragique de la Seconde Guerre mondiale

1. Le bilan humain : une hécatombe démographique

Avec **50 à 60 millions** de victimes, la Seconde Guerre mondiale a été plus longue et plus meurtrière que la Première qui avait fait **10 millions** de morts. La deuxième Guerre mondiale apparaît clairement comme le conflit le plus sanglant de toute l'histoire de l'humanité. En outre, les pertes humaines ont été plus étendues à la population civile en raison des bombardements aériens, mais aussi à cause de l'occupation brutale de l'ennemi et des massacres de tous ordres (**33 à 34 millions** de civils tués). L'Europe, le plus important champ de bataille, a été le continent le plus touché, particulièrement dans sa partie orientale. En effet, l'URSS a enregistré **20 millions** de morts, la Pologne **6 millions**, la Yougoslavie près de **2 millions**.

Quant aux Etats-Unis, leurs pertes humaines et matérielles ont été modestes (**295 000** morts). En effet, ils n'ont connu au cours de leur histoire qu'une véritable guerre, la **guerre de Sécession** qui avait fait **300 000** victimes et des pertes matérielles considérables (**1861 - 1865**).

En Asie, la Chine et le Japon ont enregistré un grand nombre de victimes surtout civiles en raison de la longueur exceptionnelle de la guerre qui s'est étendue dans cette région de **juillet 1937 à septembre 1945**.

Sur le plan social, la **communauté juive** a été le groupe social le plus touché car les estimations font état de **6 millions** de Juifs tués sur une population totale de **8 millions** en Europe. Les Juifs échappé de justesse au **génocide des Nazis** qui ont mis en œuvre dès **janvier 1942** la « **solution finale** » du problème juif (à la suite de la Conférence de **Wansee**, près de Berlin, **20 janvier 1942**, préparée par **Reinhardt Heydrich « Le Boucher »**, chef adjoint des **SS** sur la demande de **Goering** en 1941).

A ces pertes directes causées par la guerre, il faut ajouter les pertes indirectes liées à la diminution des naissances (phénomène des classes creuses), à l'augmentation de la mortalité en raison des conditions de vie précaires et de la sous-alimentation généralisée. Par ailleurs, le monde a connu durant la guerre d'importants transferts de populations à travers l'exode des civils, les déportations des Juifs et des prisonniers de guerre, les réquisitions de travailleurs. On estime le nombre de personnes déplacées en Europe durant le conflit à environ **30 millions**.

2. Le bilan financier et matériel

Le bilan matériel et financier de la Seconde Guerre mondiale est amer. On a qualifié le second conflit mondial de **guerre totale** dans la mesure où les ressources et le matériel de production ont été utilisés jusqu'à l'extrême limite de l'usure. Les **dépenses militaires** ont été considérables (plus de **1 000 milliards** de dollars). Par exemple les Etats-Unis ont dépensé **32 milliards** de dollars lors de la Grande Guerre contre **340 milliards** lors de la Seconde Guerre mondiale. Les **destructions matérielles** ont été énormes. En **1945**, l'Europe est un amoncellement de ruines : l'URSS à la suite de la tactique de la « terre brûlée », l'Allemagne, la France et les Pays-Bas sont les plus touchés. En URSS par exemple, **1 700 villes**, **70 000 villages** et **6 millions** de maisons sont endommagés ou détruits. La Pologne et la Yougoslavie ont perdu **38 %** de leur potentiel industriel. Des villes entières sont à reconstruire après les bombardements : Varsovie, Stalingrad, Hambourg, Dresde, Caen, Coventry, Hiroshima, Nagasaki, etc. Les **communications**

sont désorganisées : les **chemins de fer** sont particulièrement atteints ainsi que les **ponts** et les **routes**.

Le **financement de l'effort de guerre** considérable a pris plusieurs formes : privations, généralisation de l'impôt, recours à l'emprunt extérieur... Tout cela eut comme conséquence un **endettement massif** de certains pays belligérants, en particulier ceux de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis. D'ailleurs, les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, l'URSS, le Brésil, l'Argentine, l'Australie ont profité de la guerre pour développer leurs économies. Par contre, pour les pays appauvris et ruinés par le conflit, c'est immense **effort de reconstruction** qui s'impose.

3. Le bilan moral et politique

C'est essentiellement sur le plan moral que la Seconde Guerre mondiale eut des répercussions très lourdes, l'ensemble des valeurs attachées à la civilisation étant remises en question. En effet, méprisant les droits humains, le conflit se caractérisa par la barbarie, l'emploi généralisé de la torture, les régimes politiques de terreur, la hantise de la bombe atomique. Le second conflit mondial restera longtemps comme le **symbole de la dégradation** de la conscience humaine. D'après **André Malraux**, durant la guerre, l'homme a rivalisé avec l'enfer et donné des leçons au diable. Quant à **Albert Camus**, il affirme que « **la civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie... Il va falloir choir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif et l'utilisation intelligente des conquêtes scientifiques.** »

Pour expliquer cette sauvagerie, il suffit de rappeler l'extermination de **6 millions** d'êtres humains révélée par la découverte des charniers et des camps de la mort avec leurs chambres à gaz et leurs fours crématoires. Les principaux **camps de concentration nazis** qualifiés d'« **usines de la mort** » furent ceux de **Dachau, Buchenwald, Auschwitz, Treblinka, Majdanek**, etc. Le choc moral de la guerre aboutit à une **révolte** et à un **engagement** chez de nombreux intellectuels qui représentent l'absurdité du monde, l'angoisse de l'homme devant l'avenir : c'est le cas de **Jean-Paul Sartre**, de **Pablo Picasso**, de **Paul Valéry**, de **Louis Aragon**, etc. **Sartre**

écrit en 1945 : « La guerre, en mourant, laisse l'homme nu, sans illusion, abandonné à ses propres forces, ayant enfin compris qu'il n'a plus à compter que sur lui ».

Au plan politique, la guerre a entraîné l'apparition d'un monde nouveau : l'**Europe** est en déclin et n'est plus le centre du monde ; les **Etats-Unis** ont tous les attributs d'une superpuissance ; l'**URSS** meurtrie jouit néanmoins d'un grand prestige militaire et politique ; un puissant **mouvement de décolonisation** commence à prendre forme en **Asie** et en **Afrique**.

Au total donc, le monde de **1945** était un monde meurtri, troublé, dans lequel la paix n'était maintenue que grâce à un équilibre fragile. Par conséquent, des efforts immenses doivent être consentis pour consolider la paix et permettre à l'humanité d'espérer une stabilité durable.

II. Les règlements du conflit

1. Les grandes conférences à trois

a) La Conférence de Yalta (4-11 février 1945) ou la volonté de coopération

Après la **Conférence de Téhéran (28 novembre-2 décembre 1943)**, les trois grandes puissances alliées (Etats-Unis, URSS et Angleterre) se retrouvent à **Yalta**, une station balnéaire soviétique sur les bords de la mer Noire, en Crimée (dans l'actuelle Ukraine). Cette conférence, s'est déroulée du **4 au 11 février 1945**, a réuni les leaders suivants : **Franklin D. Roosevelt**, **Joseph Staline** et **Winston Churchill**. Ces trois dirigeants traduisaient ainsi leur volonté de continuer leur collaboration pour résoudre ensemble les problèmes de l'après-guerre.

La Conférence de Yalta a adopté **trois résolutions majeures** : l'**occupation et le contrôle de l'Allemagne**, la **déclaration sur l'Europe libérée** et le **principe de la création de l'Organisation des Nations (ONU)**.

En ce qui concerne l'Allemagne, les trois puissances conviennent que ce pays sera démilitarisé et divisé en **quatre zones d'occupation** américaine, britannique, soviétique et française. La ville de **Berlin** sera elle aussi divisée en quatre secteurs d'occupation. Par ailleurs, la Conférence de Yalta a fixé avec précision les frontières de l'Allemagne à l'ouest mais surtout à l'est avec la Pologne avec la **ligne Oder-Neisse**.

La déclaration sur l'Europe libérée a été proposée par **Roosevelt**. Cette déclaration affirmait que des élections libres et démocratiques seraient organisées dans les Etats de l'Europe anciennement occupés par les Nazis. D'ailleurs, ce principe avait été fortement proclamé par la **Charte de l'Atlantique du 14 août 1941** ; il s'agit du « **droit des peuples à disposer d'eux-mêmes** ».

Au sujet de la création de l'ONU, un accord de principe est conclu entre les trois grandes puissances qui se donnent rendez-vous à **San Francisco** aux Etats-Unis le **25 avril 1945**.

b) La Conférence de Potsdam (17 juillet-2août 1945) ou le temps du compromis

La localité de **Potsdam** est située près de Berlin, en Allemagne, dans la zone d'occupation soviétique. Elle a abrité en **1945** une conférence entre les trois grandes puissances représentées par le soviétique **Staline**, l'Américain **Harry Truman** (qui a remplacé **F. Roosevelt** décédé le **12 avril 1945**) et le Britannique **Clement Attlee** (élu Premier ministre le **28 juillet 1945**). Les principales décisions sont la création d'une **Commission des réparations** devant siéger à Moscou, l'instauration d'un **tribunal à Nuremberg** (symbole des manifestations du III^e Reich) pour juger les criminels de guerre nazis, la **dénazification et la démocratisation de l'Allemagne**, la **délimitation des zones d'occupation**.

En ce qui concerne le **procès de Nuremberg**, il s'est déroulé du **20 novembre 1945** au **30 septembre 1946**. **Quatre grands chefs d'accusation** ont été retenus contre les **24 accusés** : **plan concerté ou complot, crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité**. **Douze condamnation à mort** ont été prononcées dont celles de **Ribbentrop** (ministre des Affaires étrangères), de **Rosenberg** (théoricien de la doctrine nazie et ministre du Reich pour les territoires occupés de l'Est), de **Keitel** (chef d'état-major du Haut-Commandement de Wehrmacht), de **Bormann** (secrétaire particulier d'**Adolf Hitler**), de **Goering** (maréchal du Reich, chef de la Luftwaffe, président du Reichstag), etc. A Potsdam, l'atmosphère n'est pas cordiale. A plusieurs reprises, la réunion a failli être interrompue du fait d'une mésentente croissante. On peut même affirmer que la Conférence s'est terminée en queue de poisson et a consacré la **rupture définitive de la Grande Alliance** entre les Anglo-américains et les Soviétiques.

2. La Conférence de San Francisco (25 avril-26 juin 1945) - création de l'ONU

(Voir document annexe)

3. Les grandes conférences économiques

Le souvenir de la **crise économique des années 1930** a persuadé les économistes et les hommes politiques des méfaits des rivalités commerciales, des politiques protectionnistes et autarciques, du désordre monétaire, etc. D'ailleurs, la Charte de l'Atlantique avait affirmé la nécessité d'une collaboration plus étroite entre les nations sur les plans économique et social. Les efforts déployés dans ce sens ont abouti à la mise en place du **nouveau système monétaire international** avec les **accords de Bretton Woods** signés le **22 juillet 1944** (la Conférence de Bretton Woods s'est tenue du **1^{er} au 22 juillet** et a réuni **44 nations**). La Conférence de Bretton Woods s'organise autour de **deux propositions** :

- le **plan Keynes** soutenu par l'Angleterre qui prévoit la création d'un institut international d'émission monétaire chargé de créer une monnaie de réserve gagée sur la richesse des pays membres ;
- le **plan White**, qui a la faveur des Américains et qui sera finalement adopté. Ce plan propose que la valeur des monnaies soit déterminée en référence au cours de l'or, et que le paiement des transactions internationales puisse être assuré en dollars et en livres sterling, monnaies dont la valeur est elle-même fixée par rapport à l'or. Ce système, qui en outre institue un régime de changes fixes entre les monnaies, fonctionne jusqu'en 1976, date à laquelle les accords de la Jamaïque mettent fin à la libre convertibilité des monnaies en or, ouvrant une période de changes dits flottants entre les devises.

Les deux principales institutions de Bretton Woods sont le **Fonds monétaire international (FMI)** et le **groupe Banque mondiale**. Le **FMI** a été conçu pour accorder des prêts à court terme aux pays membres ayant des difficultés financières passagères. La **Banque mondiale** devait par contre aider les pays dévastés par la guerre et accorder des prêts à long terme.

Les **accords du GATT** (Accords généraux sur les tarifs douaniers et le commerce), pour une **libéralisation des échanges**, sont signés à **Genève** en **octobre 1947** par **23 nations non communistes** qui assuraient **80 %** du commerce mondial. Créée le **1^{er} janvier 1995**, l'**Organisation mondiale du Commerce (OMC)** reprend à la fois les dispositions du traité originel du GATT et celles de ses révisions, la synthèse étant appelée « **GATT 1994** ». L'**OMC** étend le mandat originel du GATT à de nouveaux secteurs tels que les **services** et la **propriété intellectuelle**. Elle fournit un cadre légal pour l'application des accords du GATT. Comme elle est chargée d'administrer l'acte final de l'**Uruguay Round**, elle perpétue, dans les faits, l'organisation et les décisions du GATT dans une structure renouvelée et plus efficace.

Conclusion

L'URSS, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont voulu prolonger leur collaboration pour favoriser la constitution d'une nouvelle économie mondiale et jeter des bases de paix et de sécurité dans les relations internationales. Mais, très rapidement, les calculs des uns et les méfiances des autres ont entraîné une **profonde divisions idéologique du monde**, caractérisée par des antagonismes répétés, parfois violents, avec l'ère de avec la **guerre froide**.

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (O.N.U.)

Introduction

La **Conférence de San Francisco** a réuni (dans l'auditorium du théâtre Herbst) **51 Etats** dans le but d'élaborer la **Charte des Nations unies**. La nouvelle organisation internationale mise sur pied a son siège à **New York** et entre officiellement en fonction le **24 octobre 1945**, avec comme premier Secrétaire général le Norvégien **Trygve Lie (1946-1962)**. L'**Organisation des Nations unies (ONU)** est une association internationale d'Etats, fondée dans le but de « **maintenir la paix et la sécurité internationales** », de « **développer entre les nations des relations amicales fondées sur le principe du respect du principe de l'égalité de droit des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes** », de « **réaliser la coopération**

internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordres économique, social, intellectuel ou humanitaire » et d'inciter au « respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». Comme le formulera plus tard **Henry Cabot Lodge**, ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations unies, l'ONU est vouée, non pas « à nous mener au paradis », mais « à nous sauver de l'enfer ». La mise au point de l'ONU a été progressive et laborieuse. Son action a été longtemps entravée par la rivalité opposant les Etats-Unis à l'URSS. Ses résultats sont limités ou décevants.

L'ONU fonctionne grâce à six **organes** principaux : l'**Assemblée générale**, le **Conseil de Sécurité**, le **Conseil économique et social**, le **Conseil de Tutelle**, la **Cour Internationale de Justice de La Haye** et le **Secrétariat général**.

I. Le maintien de la paix et de la sécurité internationales

Ce rôle appartient avant tout au Conseil de Sécurité et plus particulièrement des « Cinq Grands ». Mais l'Assemblée peut voter des « recommandations » et peut être directement saisie des affaires en cas de paralysie du Conseil (résolution Acheson) :

- des **recommandations** concernant le désarmement ou toute autre question touchant la paix (exemple : La question palestinienne). ;
- des **condamnations** : les interventions soviétique en Hongrie et franco-britannique à Suez, par exemple, furent condamnées par l'Assemblée générale ;
- des **interventions armées** : Les troupes de l'ONU se sont dressées contre les « **agresseurs** » nord-coréens et chinois en **1950**. Les « **Casques Bleus** » se sont interposés entre les combattants israéliens et égyptiens dans le Sinaï en **1956** et ont réussi à réduire à néant la sécession katangaise. ;
- l'**arme diplomatique** : le Conseil de Sécurité propose des solutions aux adversaires éventuels (les « **bons offices** » du secrétaire général ou de ses envoyés.

II. Les progrès politiques

a) La décolonisation

L'ONU proclame dans sa Charte « **le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes** ».

L'indépendance est ainsi accordée à des territoires sous mandat de la SDN : la Syrie et le Liban en **1947**, le partage de la Palestine et la création de l'Etat d'Israël en **1948**. L'ONU s'est également attelée à la surveillance des territoires non encore autonome en réclamant surtout des « **renseignements** » aux puissances coloniales et en vérifiant si les progrès vers l'aptitude à l'indépendance sont réalisés. En **1957**, l'ONU s'est penchée sur le problème algérien, malgré les protestations de la France qui fit valoir que les « **départements algériens** » ne relevaient que des « **affaires intérieures** » françaises. Par sa **déclaration anticolonialiste de 1960**, la majorité de l'Assemblée générale réclame l'indépendance immédiate pour les territoires encore sous tutelle coloniale.

b) Les droits de l'homme

Dans ce domaine, l'ONU a adopté la **Déclaration universelle des droits de l'Homme** le **10 décembre 1948** (droits à la vie, à la liberté, interdiction de l'esclavage, des détentions et arrestations arbitraires, condamnation de l'apartheid). Mais les grands principes se heurtent le plus souvent à la mauvaise volonté des Etats soucieux d'éviter l'ingérence de l'ONU dans ce qu'ils appellent leurs « **affaires intérieures** ».

Des droits économiques et sociaux sont reconnus par la Charte, concurremment aux droits politiques, droits à la sécurité sociale, au travail, au repos, à l'éducation, à un niveau de vie suffisant, à la liberté syndicale. L'ONU a souvent montré son impuissance évidente à les faire appliquer mais dispose d'une base juridique qui justifie les efforts de certains organismes comme le BIT, l'UNESCO, etc.

c) Le désarmement

Dans ce domaine, l'échec est encore patent, le **désarmement** ne pouvant se concevoir qu'accompagné de l'établissement de la **sécurité collective** assurée par les Nations unies. La fusion entre les commissions de l'Energie atomique et des Armements classiques - dans l'impasse

depuis leur création en **1946-1947** - donna naissance en **1952** à la Commission du Désarmement composée des membres du Conseil de Sécurité. En **avril 1954**, fut désigné un sous-comité du désarmement siégeant à **Londres** et comprenant des délégués des Etats-Unis, de l'URSS, de la Grande-Bretagne, de la France et du Canada. Les difficultés pour trouver un accord conduisirent à l'élargissement du sous-comité. Ainsi un comité de désarmement siégea à **Genève** depuis **1961** mais dut abandonner ses travaux à partir de **1964**. Les trois « **Grands** » (**États-Unis, Grande-Bretagne et Union soviétique**) entament alors des négociations ayant permis la signature de plusieurs accords :

- interdiction des explosions atomiques (sauf les explosions souterraines) en **1963** ;
- utilisation pacifique de l'espace en **1967** ;
- traité de non prolifération des armes nucléaires (TNP) en **1968** ;
- traité de non nucléarisation des fonds marins en **11 février 1971** ;
- accords **SALT 1** (**26 mai 1972**) et **SALT 2** (**18 juin 1979**).

Depuis **1979**, à l'initiative de la France, un nouveau comité de désarmement a recommencé à fonctionner.

d) Le progrès économique

L'**ECOSOC** est appuyé par divers organismes : **BIRD, BAT** (Bureau d'Assistance Technique), **FAO, PNUD**, etc. Son action concerne :

- **l'assistance technique** : des experts, des bourses d'études, des crédits d'assistance, etc. ;
- **une aide financière** ;
- des **recommandations** pour que les pays riches augmentent leur aide aux pays en développement (objectif : **1 %** de PNB) ;

La **CNUCED**, fondée en **1964** tient des réunions périodiques pour promouvoir un nouvel ordre économique international (**NOEI**).

III. Les insuffisances

L'ONU a été tournée en dérision depuis sa création notamment par les dirigeants des grandes puissances : du « **nid d'agents de l'impérialisme** » de **Staline**, à la « **Maison des morts** » du Président **Reagan**, en passant par le « **machin** » raillé par le général **De Gaulle** (**Claire Tréan**, « Le Renouveau des Nations unies », Le Monde - dossiers et documents, janvier 1989). Pendant la guerre froide, l'action de l'ONU a été souvent paralysée par l'utilisation abusive du **droit de veto** de la part des deux **Grands**. Selon **Daniel Colard**, « **de 1945 à 1985, les Etats-Unis ont recours au veto 42 fois, la Grande-Bretagne 23 fois, la France 15 fois, la Chine 4 fois ; l'URSS détient le record absolu avec 116 veto** » (Les Cinquante ans de l'ONU, un bilan contrasté, Paris, Défense nationale, 1994).

L'ONU a également montré son incapacité à remplir la première de ses missions : la résolution des conflits. C'est que **Claire Tréan** constate : « **L'Assemblée générale n'avait cessé d'adopter des résolutions, de dépêcher des médiateurs, mais ici le sang continuait de couler** ». En effet, depuis **1945** plus de **130 conflits** ont éclaté dans le monde sans que l'ONU ait été capable d'arrêter les va-t-en-guerre.

Même si la fin de la guerre froide a permis de lever le blocage du système, l'ONU est affaiblie par la disparition du contrepoids que constituait l'URSS. Aujourd'hui, l'Amérique, unique superpuissance, agit souvent de manière unilatérale. L'intervention des Etats-Unis en Irak en **mars 2003** sans l'aval du Conseil de Sécurité en est une parfaite illustration. **Richard Perle**, néoconservateur américain, affirme : « **La réticence du Conseil de Sécurité à entériner l'usage de la force (en Irak) pour appliquer ses propres résolutions (...) a sonné le glas du fantasme vieux de plusieurs décennies qui considérait l'ONU comme le fondement de l'ordre international** » (Le Figaro, 11 avril 2003).

L'action de l'ONU continue d'être suspendue à la volonté politique des Etats-Unis. La composition du Conseil de Sécurité ne reflète plus les rapports de forces internationaux actuels. Aussi certains pays réclament-ils avec insistance et à juste titre le statut de membres permanents : c'est le cas du **Japon** (2^e contributeur de l'ONU), l'**Allemagne** (3^e bailleur) ou du **Brésil**.

Entre autres problèmes de l'ONU, **André Lewin** mentionne, dans le journal Jeune Afrique/L'Intelligent (n° 2205, du 13 avril 2003), « **les réunions répétitives et les ordres du jour interminables** » de même que « **la prolifération des tâches et des programmes de sorte qu'il est impossible de se concentrer sur les priorités** ».

Conclusion

Après une soixantaine d'années d'existence, l'ONU présente un bilan mitigé. Certaines critiques sont fondées mais il faut reconnaître que l'Organisation a fait des efforts réels (aides, subventions, soutien aux mouvements de décolonisations, solutions de certains conflits, etc.). Aujourd'hui, une réforme de fond s'impose. Face aux nombreuses difficultés de l'ONU, il est nécessaire de prendre des mesures susceptibles d'insuffler une vigueur aux Nations unies car, comme l'affirme **Samantha Power** (Le Monde diplomatique, septembre 2005), « **même si l'ONU a échoué à bannir la guerre, elle demeure indispensable à la recherche de la paix.** »

Leçon 2 : LES RELATIONS EST/OUEST DE LA GUERRE FROIDE A LA CHUTE DU MUR DE BERLIN

Introduction

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, une situation originale se met en place. Les Etats-Unis et l'URSS apparaissent comme deux superpuissances qui se regardent avec méfiance. Leur opposition prend d'abord la forme d'une **guerre froide**. Sans jamais s'affronter directement, chacun des deux grands se proclame le modèle politique, économique et culturel de référence et pousse les autres Etats à entrer dans cette logique bipolaire. De 1947 à 1953, on assiste à la formation de deux camps hostiles, à de multiples conflits et rivalités. Puis, à partir de 1953, apparaît un nouveau contexte, fruit de la décolonisation, du redressement de l'Europe et des fissures à l'intérieur des blocs qui ne sont plus homogènes. Les deux Grands établissent alors de nouvelles règles : la **coexistence pacifique**. Toutefois, les rivalités continuent avec des conflits

périphériques. La guerre froide ne prend fin qu'avec la chute du Mur de Berlin et l'implosion du bloc soviétique.

I. Les aspects de la guerre froide

1. La formation des blocs

A la Conférence de Potsdam, déjà, les anciens membres de la Grande Alliance étalaient au grand jour leurs divergences. A partir de **1947** commence la guerre froide, conflit d'un type nouveau, qui divise le monde en deux blocs opposés idéologiquement, économiquement et militairement. (Le journaliste américain Walter **Lippmann** popularisa le terme de guerre froide dans un livre portant ce nom).

a) Sur le plan idéologique

On assiste à l'opposition idéologique entre deux systèmes : l'américain et le soviétique. Tous les deux prétendent à l'universel et chacun perçoit l'autre comme le mal absolu.

* **Dans le camp occidental** dirigé par les Etats-Unis, le Président Harry **Truman** (1884-1972, 33^e président des Etats-Unis, 1945-1953) annonce, le **12 mars 1947**, une politique dont le but est de lutter contre l'expansion du communisme et de l'URSS dans le monde. Cette politique a pris le nom de «**containment** » ou «**politique de l'endiguement** » ou encore «**doctrine Truman** ». Cette politique a guidé toute l'action des Etats-Unis jusqu'à la fin de la confrontation Est/Ouest au début des années 1990. De façon immédiate, le containment se traduit par le soutien américain aux gouvernements de Grèce et de Turquie menacés par le communisme. A l'intérieur même des Etats-Unis, le sénateur du Wisconsin, Joseph Raymond **McCarthy** (1908-1957), est l'initiateur, à partir de février 1950, d'une violente campagne anticomuniste : le **maccarthysme**.

* **Dans le bloc socialiste**, l'URSS et les pays d'Europe centrale et orientale fondent, en **septembre 1947**, le **Kominform**, organe de liaison et d'information des partis communistes. Ce cadre permettait à l'URSS de renforcer son contrôle sur les partis communistes des pays de l'Est voire même de France et d'Italie. En réplique à la «**doctrine Truman** », la «**doctrine**

Jdanov » (proposée par Andreï Aleksandrovitch **Jdanov**, 1896-1948) dénonce le camp occidental dirigé par les Etats-unis comme « antidémocratique et impérialiste » et considère que le camp oriental dirigé par l'URSS est « pacifique, démocratique et anti-impérialiste ».

Toutes ces théories traduisaient nettement la violence des idéologies de la guerre froide. Entre ces deux mondes, l'affrontement était donc inéluctable.

b) Sur le plan économique

Dans le cadre de l'endiguement économique, les Etats-Unis, sur proposition du général George Catlett **Marshall** (1880-1959) le **5 juin 1947**, décident d'attribuer une aide financière et matérielle à tous les pays d'Europe qui en feraient la demande. 16 pays européens bénéficient de cette aide de 12,5 milliards de dollars établie sur la période 1948-1952. Deux objectifs justifiaient cette aide américaine qui prit le nom de « **European Recovery Program** » :

- accélérer la reconstruction de l'Europe et remédier au « dollar gap » (manque de capitaux) ;
- endiguer l'expansion du communisme.

La mise en exécution du « **plan Marshall** » a été le point de départ de la **construction européenne** avec la création de l'Organisation européenne de Coopération économique (**O.E.C.E.**, avril 1948), de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (**C.E.C.A.**, 18 avril 1952), puis de la Communauté économique européenne (**C.E.E.**, 25 mars 1957).

Dans le camp oriental, l'URSS et ses alliés refusent l'aide du « plan Marshall ». En réaction, la mobilisation économique des pays de l'Est aboutit à la création du Marché commun des pays de l'Est, le Conseil d'Assistance économique mutuelle (**C.A.E.M.**) ou Council for Mutual Economic Assistance (**COMECON**), pour promouvoir le développement économique de ses membres.

c) Sur le plan militaire

Dans le camp occidental, de nombreux pactes et alliances ont vu le jour sous l'influence de la « **pactomanie** » américaine. Ainsi, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (**O.T.A.N.**) est créée le 4 avril 1949. Elle regroupe les pays de l'Europe de l'Ouest sous le commandement des

Etats-Unis et s'élargit à la Grèce et à la Turquie en 1952 puis à la République fédérale d'Allemagne (R.F.A.) en 1955. D'autres alliances militaires du même genre sont mises sur pied en Asie du Sud-Est avec l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (**O.T.A.S.E.**, 1954), au Moyen-Orient avec le **Pacte de Bagdad** (24 février 1955), dans le Pacifique avec le **Conseil du Pacifique** ou **ANZUS** (1952) et enfin le **traité de paix** avec le Japon en 1952.

Dans le camp communiste, le réseau des alliances n'a pas une ampleur mondiale. L'URSS édifie un bloc continental. L'unique alliance militaire englobant l'URSS et les sept démocraties populaires est le **Pacte de Varsovie** fondé le 14 mai 1955. En plus d'être une alliance militaire, le Pacte de Varsovie était chargé de jouer le rôle de gendarme idéologique si un pays du bloc de l'Est remettait en cause le socialisme ou la suprématie de Moscou.

2. Les principaux points chauds de la guerre froide

Deux Allemagnes, deux Corées, deux Chines, deux Vietnams : de part et d'autre de ces frontières, s'organisent les deux blocs, deux systèmes stratégiques qui s'étendent au monde entier. La guerre froide apparaît comme un conflit entre les deux superpuissances pour l'hégémonie dans le monde. Comment cet affrontement par alliés interposés évolue-t-il ?

a) En Europe, la question allemande

Parmi les points chauds de la Guerre froide en Europe, on peut citer :

- la **guerre civile en Grèce** qui opposait la résistance communiste et la résistance royaliste qui est sortie victorieuse en 1949 grâce au soutien des Américains (250 millions de dollars) ;
- le « **Coup de Prague** » en Tchécoslovaquie qui aboutit à la prise du pouvoir en février 1948 par les communistes et la transformation de ce pays en une démocratie populaire. Les autres Etats de l'Europe de l'Est font de même. Seule la Yougoslavie du maréchal **Tito** (Josip Broz, 1892-1980) s'éloigne d'où son exclusion du Kominform ;

- et, surtout, la **question allemande**.

C'est sans doute la question allemande qui est le plus grand point de désaccord marquant la guerre froide en Europe, avec notamment la **première crise de Berlin** aboutissant au blocus de la ville. Devant l'impossibilité de s'entendre sur un statut définitif de l'Allemagne, les pays occidentaux décident de fusionner leurs zones d'occupation (la « trizone ») en vue de créer un Etat allemand et une nouvelle monnaie, le deutsche mark. L'URSS considère cette décision comme une violation flagrante des accords de Yalta et de Potsdam sur l'Allemagne. Ainsi, le **24 juin 1948**, **Staline** décrète le **blocus de Berlin**, de toutes les voies terrestres permettant d'accéder à Berlin-Ouest. Pendant 322 jours, 2,2 millions de personnes sont isolées et survivent grâce à un vaste pont aérien anglo-américain. En 10 mois, 275 000 vols ont été organisés, transportant 2,5 millions de tonnes de marchandises. Le blocus de Berlin n'a donc pas atteint son objectif. Par conséquent, **Staline** décide de le lever le **12 mai 1949**.

L'intégration de l'Allemagne de l'Ouest dans le camp occidental s'accélère avec la création de la République fédérale d'Allemagne (RFA) le **23 mai 1949** avec Bonn pour capitale et Konrad **Adenauer** (1876-1967) comme premier chancelier (1949-1963). Elle reste désarmée et sans politique étrangère autonome. Le **7 octobre 1949**, la zone d'occupation soviétique devient la République démocratique allemande (RDA), une démocratie populaire ayant pour capitale Berlin-Est et pour premier président Wilhelm **Pieck** (Otto **Grotewohl** Premier ministre et Walter **Ulbricht**, Premier ministre adjoint).

b) En Asie, la guerre de Corée

Les principaux points chauds de la guerre froide en Asie restent :

- la **deuxième guerre civile en Chine (1946-1949)** qui se termine par la victoire des troupes communistes de Mao **Zedong** (Mao Tsé-Toung, **1893-1976**) soutenues par l'URSS sur les nationalistes de Tchao **Kaï-Chek** (Jiang Jieshi, **1887-1975**) soutenus par les Etats-Unis ;
- la **guerre de décolonisation d'Indochine (1946-1949)** qui a opposé ma France, puissance coloniale soutenue par les Etats-Unis, aux indépendantistes du Vietminh, d'obédience communiste, soutenus par l'URSS et la Chine. C'est ce qui conduit les Etats-Unis à user de leur

droit de **veto** contre l'entrée de la Chine au Conseil de Sécurité de l'ONU comme membre permanent. En réaction, l'URSS boycotte le Conseil de Sécurité jusqu'en **1971** (politique de la « chaise vide ») ;

- et, surtout, la **guerre de Corée (1950-1953)**.

En Corée, la capitulation japonaise a entraîné l'occupation de la partie nord par les Soviétiques et de la partie sud par les forces américaines. La limite entre les deux zones était le **38^e parallèle Nord**. Comme en Allemagne, les deux zones sont transformées en Etats : la **Corée du Nord** communiste dirigée par Kim **Il Sung** (1912-1994) et la **Corée du Sud** pro américaine dirigée par Syngman **Rhee** (1875-1965). Pour réaliser l'unification de la péninsule coréenne, les troupes de la Corée du Nord, soutenues par Staline, envahissent la Corée du Sud le **25 juin 1950**. Les Etats-Unis, profitant du boycott du Conseil de sécurité par l'URSS, font condamner cette agression par l'ONU. Le général américain Douglas **MacArthur** (1880-1964) dirige un corps expéditionnaire international de l'ONU à majorité américaine. Les Américains repoussent les Nord-Coréens jusqu'aux frontières de la Chine qui envoie alors 700 000 volontaires à partir du 16 octobre 1950. En 1951, la guerre de Corée atteint des proportions dramatiques. L'armistice de **Pan Mun Jom** du **27 juillet 1953** met fin à une guerre meurtrière (2,5 millions de morts, blessés ou disparus).

Les années **1947-1953** ont donc été marquées par de violentes oppositions idéologiques et des affrontements par alliés interposés orchestrés par les deux Grands. A partir de **1953**, la guerre froide diminuée d'intensité et les relations internationales entrent dans une phase de **dégel**.

II. La détente dans les relations internationales et ses limites

1. La détente dans les relations internationales

Les deux Grands éprouvent le besoin d'apaiser une guerre froide devenue trop dangereuse. Chaque camp devait avoir à l'idée que l'existence de l'autre était une réalité et qu'une guerre pour le détruire était aléatoire et impensable. Cette situation est bien illustrée par la célèbre

boutade du philosophe et sociologue français Raymond **Aron** (1905-1983) : « paix impossible, guerre impensable ». Plusieurs facteurs expliquent l'avènement de la détente :

- **Staline** (décédé le 5 mars 1953) et **Truman** quittent la scène politique. Ils sont remplacés respectivement par Nikita Sergueïevitch **Khrouchtchev** (1894-1971 ; chef de l'URSS de 1953 à 1964) et Dwight David **Eisenhower** (1890-1969, 34^e président des Etats-Unis de 1953 à 1961) qui mènent de politiques extérieures moins conflictuelles (armistice en Corée en 1953, accords de Genève sur l'Indochine en juillet 1954, traité sur l'Autriche en 1955, rencontre Kennedy-Khrouchtchev en 1961).

- **Les crises au sein des blocs** : dans le bloc de l'Ouest, il y a la contestation de la suprématie américaine par la France du général De Gaulle (1890-1970, président français de 1959 à 1969) qui reconnaît la Chine maoïste en 1964, se retire de l'OTAN en 1966 et condamne l'intervention des Etats-Unis dans la guerre du Vietnam. Dans le bloc de l'Est, les fissures étaient plus nombreuses [rupture sino-soviétique en 1960, initiatives réformatrices en Pologne avec Wladyslaw **Gomulka** (1905-1982) et en Hongrie avec Imre **Nagy** (1896-1908), « **Printemps de Prague** » en Tchécoslovaquie en 1968].

- **l'émergence du Tiers Monde** avec notamment les Conférences de Bandung (18-24 avril 1955) et de Belgrade (1^{er}-6 septembre 1961, fondation du mouvement des « non alignés »).

- **le surarmement et la compétition pour la conquête de l'espace** : L'URSS comble vite son retard technologique sur les Etats-Unis en disposant de la bombe atomique en 1949 et de la bombe H en 1953, en mettant au point le premier satellite artificiel, le Spoutnik en 1957 et en envoyant le premier homme dans l'espace le 12 avril 1961 (Youri Alekseïevitch **Gagarine**, 1934-1968) Le président John Fitzgerald **Kennedy** (1917-22 novembre 1963, 35^e président des Etats-Unis de 1961 à 1963) réagit en chargeant la **NASA** (National Aeronautics and Space Administration, créée en octobre 1958) de la mission **Apollo**, dont l'objectif est l'envoi d'un équipage sur la Lune (Neil Alden **Armstrong** - né en 1930 - alunit le 21 juillet 1969).

Les deux Grands se lancent dans une véritable course aux armements avec la construction de missiles intercontinentaux, de sous-marins nucléaires et de bombardiers stratégiques. Ils

peuvent à la fois mener une guerre nucléaire graduée ou s'anéantir dans un délai très court. Cet « **équilibre de la terreur** » pousse les deux Grands à engager au début des années 1960 des négociations pour le désarmement d'autant plus que le contexte international change : la Grande-Bretagne, la France puis la Chine détiennent l'arme nucléaire. La logique bipolaire d'affrontements s'affaiblit alors. Mais la coexistence pacifique repose sur des bases fragiles.

2. La crise des fusées de Cuba de 1962, illustration des limites de la détente

En dépit des bonnes intentions déclarées, les deux Grands continuent leur rivalité, avec notamment la **seconde crise de Berlin** et surtout la **crise des fusées de Cuba**.

En Allemagne, Berlin-Ouest sert de tremplin pour l'émigration vers la RFA. C'est une contre-propagande pour les Soviétiques. Ainsi les autorités de la RDA édifient, dans la nuit du 12 au 13 août 1961, un mur fortifié séparant les deux parties de la ville. Surnommé le « mur de la honte », le Mur coupe Berlin pendant 28 années et symbolise la division du monde en deux blocs séparés par ce que **Churchill** appelait déjà (le 5 mars 1946) le « **rideau de fer** » (« Iron Curtain »). Mais c'est surtout la crise des fusées de Cuba qui étale au grand jour les limites de la détente.

La crise des fusées de Cuba est déclenchée en 1962 par l'installation à Cuba de rampes de lancement de missiles soviétiques révélée par l'avion espion U2. Le déploiement des fusées soviétiques fait suite au débarquement de 1 500 commandos cubains formés et armés par la **CIA** (débarquement de la **Baie des Cochons** du 17 avril 1961) pour renverser le régime de Fidel **Castro** (né en 1927, dirigeant de Cuba depuis 1959, surnommé le « lider maximo »). Face à la situation, le président américain **Kennedy** opte pour une riposte graduée : dans un discours télévisé le 22 octobre 1962, il annonce un blocus autour de l'île de Cuba afin d'empêcher l'arrivée de nouveaux missiles et se déclare prêt à employer l'arme nucléaire tout en ouvrant la porte à des négociations. Le monde est soudain suspendu à la menace d'une possible guerre nucléaire. Les deux grands négocient au-dessus de la tête de **Castro**. Le dirigeant soviétique **Khrouchtchev** accepte, le 28 octobre 1962, de démanteler les missiles en échange de quoi les Etats-Unis n'interviendraient pas dans les affaires de l'île de Cuba. L'accord final entre les deux chefs d'Etat comporte une clause secrète par laquelle les Etats-Unis s'engagent à retirer

les missiles installés en Turquie. Les missiles soviétiques sont démantelés le 12 novembre 1962 et la quarantaine est levée le 20 novembre.

Le bras de fer psychologique auquel cette crise a donné lieu aboutit à un début de détente relative dans la course aux armements.

III. Du rapprochement entre les blocs à la fin de la guerre froide

1. Le rapprochement entre les blocs

A partir de 1962, on assiste à une pause dans la guerre froide due à deux facteurs :

- * l'émergence du Tiers Monde ;
- * la contestation au sein du bloc de l'Est (Chine maoïste, volonté d'autonomie des démocraties populaires) et dans le bloc de l'Ouest (guerre du Vietnam contestée par la jeunesse américaine).

A partir de 1963, une liaison téléphonique directe (le « **Téléphone rouge** ») est mise en service entre Washington et Moscou. Les deux Grands entament alors des négociations ayant permis la signature de plusieurs accords :

- interdiction des explosions atomiques (sauf les explosions souterraines) en 1963 ;
- utilisation pacifique de l'espace en 1967 ;
- traité de non prolifération des armes nucléaires (TNP) en 1968 ;
- traité de non nucléarisation des fonds marins en 11 février 1971 ;
- accords **SALT 1** (26 mai 1972).

Cependant, au milieu des années 1970, une période de tensions commence avec la « guerre fraîche »

2. La reprise de la tension ou « guerre fraîche » (1975-1985)

Cette période est inaugurée par deux événements : le déclenchement de la bataille des **euromissiles** et l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques.

En déployant des missiles **SS 20** à partir de 1976, l'Union soviétique rompt l'équilibre des forces en Europe. Le 12 décembre 1979, les pays de l'OTAN décident de développer des programmes de missiles équivalents, les **Pershing**. Les premiers Pershing sont installés en 1983 malgré un important mouvement pacifiste en Europe de l'Ouest.

Les Soviétiques envahissent l'Afghanistan le 24 décembre 1979. En réponse, les Etats-Unis adoptent une série de mesures de rétorsion : suspension des ventes de céréales à l'URSS, non ratification des accords **SALT 2** du 18 juin 1979 par le Congrès américain, boycott des Jeux Olympiques de Moscou de 1980 par les Américains.

La tension s'accroît après l'élection de Ronald **Reagan** à la présidence des Etats-Unis en novembre 1980. Reagan (1911-2006, 40^e président des Etats-Unis de 1981 à 1989) défend une politique interventionniste (« révolution conservatrice ») concrétisée par le débarquement des forces américaines dans l'île de Grenade (capitale : Saint George's) pour contrer un coup d'Etat pro cubain (23 octobre 1983) et le soutien militaire aux guérillas anticomunistes au Nicaragua (soutien au sandinistes contre les contras), en Afghanistan et en Angola (soutien à l'UNITA contre le MPLA). La course aux armements reprend également. En mars 1983, Reagan lance l'**Initiative de défense stratégique** (IDS) ou « Guerre des étoiles » visant à édifier un bouclier spatial contre les armes nucléaires.

2. La fin de la guerre froide (1985-1991)

En 1985, l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Sergueïevitch **Gorbatchev** (né en 1931) à la tête de l'URSS est le point de départ d'une évolution radicale des relations Est/Ouest. D'abord, la situation intérieure de l'URSS est catastrophique : économie délabrée, système politique corrompu, bureaucratie incompétente, niveau de vie très faible. **Gorbatchev** lance alors un vaste programme de restructuration (« perestroïka ») et de transparence (« glasnost »). Cette volonté de changement n'empêche pas l'effondrement du système soviétique. Ensuite, sur le plan intérieur, la course aux armements absorbe 16 % du PNB soviétique et le soutien aux nombreux pays satellites devient insupportable pour le budget de l'URSS. Les Etats-Unis sont aussi aux prises avec une grave crise budgétaire et sociale. Dès lors, les deux Grands parlent d'un

« monde contradictoire mais interconnecté et interdépendant ». Cette nouvelle détente favorise la reprise du dialogue Est/Ouest avec les accords mettant fin à la bataille des euromissiles la reprise des négociations sur le désarmement et la résolution de plusieurs conflits (Nicaragua, Afghanistan, Namibie, Cambodge).

L'effondrement des démocraties populaires entre 1989 et 1991 (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie), l'implosion de l'URSS à partir de 1990, la dissolution du Pacte de Varsovie et du CAEM en 1991, la chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989 et la réunification de l'Allemagne le 3 octobre 1990 entraînent la disparition du bloc de l'Est et la fin de la bipolarisation du monde.

Conclusion

Les relations Est/Ouest ont été marquées par une guerre froide violente (1947-1953), une pause relative (1953-1975), une reprise de la tension (1975-1985) et une détente (1985-1991). La fin de la confrontation entre les deux blocs ouvre pour les relations internationales une nouvelle ère dans laquelle les Etats-Unis entendent jouer un rôle de superpuissance et gendarme planétaire. Mais l'effacement de la bipolarité Est/Ouest donne aussi une acuité nouvelle à la question des rapports Nord-Sud.

Leçon 3 : LA CHINE DE 1945 AUX ANNEES 1990

Introduction

Le renversement de la dynastie impériale mandchoue des **Qing** au pouvoir en Chine depuis **1644** a été l'aboutissement d'une révolution moderne : la **révolution de 1911**. Avec la proclamation de la République, la page de la Chine impériale est tournée. La nouvelle période qui s'ouvre est marquée par les désillusions de la révolution de 1911, par une série de **guerres civiles (1927-1937 ; 1945-1949)**, par une volonté de **construction du socialisme** dans la nouvelle République populaire de Chine (**1949-1976**). A partir de **1977**, avec **Deng Xiaoping** puis **Jiang Zemin**, la

Chine adopte une nouvelle politique économique axée sur la **modernisation**, la **libéralisation** et une plus grande **ouverture** aux pays industriels capitalistes.

I. La deuxième guerre civile (1945-1949 et la victoire des communistes

Après la capitulation japonaise du 2 septembre 1945, la guerre civile reprend entre les nationalistes de Tchang Kai Chek soutenus par les Etats-Unis et les communistes de Mao Zedong soutenus par l'Union soviétique. Ce conflit dévaste la Chine de 1945 à 1949.

Les troupes communistes victorieuses s'emparent du pouvoir le 1^{er} octobre 1949 et les nationalistes se réfugient dans l'île de Formose pour y créer la République de Chine nationaliste (Chine Taiwan).

II. L'évolution de la Chine de 1949 à 1976

En 1949, la Chine est déjà un pays très peuplé (500 millions d'habitants en 1949), très pauvre et très divisé qu'il faut reconstruire.

1. La reconstruction économique (1949-1952)

Pour mettre le pays en marche, le **Parti communiste chinois (PCC)** adopte trois mesures principales :

- la **réforme agraire** du **28 juin 1950** qui détruit le système de propriété traditionnelle et permet aux paysans pauvres de disposer de terres ;
- la **réforme de l'industrie** par la nationalisation d'entreprises appartenant aux grandes familles capitalistes liées au Kuo Min Tang (Guomindang) et aux capitalistes étrangers ;
- les **mesures politiques, sociales et culturelles** : lois sur le mariage du **30 avril 1950** visant l'émancipation de la femme, effort de scolarisation grâce à la réforme de la langue, campagne pour la conversion des intellectuels au marxisme-léninisme.

Les paysans disposent des lois de terres. L'industrie lourde principalement basée en Mandchourie est contrôlée par l'Etat. Le prestige extérieur de la Chine est au plus haut après l'intervention chinoise dans la guerre de Corée. Les responsables chinois prennent alors des mesures radicales afin de mettre en place le régime socialiste.

2. La mise en place du régime socialiste (1953-1957)

Cette période est marquée par l'adoption de trois grandes mesures :

- le **1^{er} Plan quinquennal (1953-1958)**, qui donne la priorité à l'industrie lourde pour stimuler la production industrielle et désenclaver la Chine intérieure ;
- la **réforme agraire** de 1955 qui met en place une agriculture de type collectiviste sur le modèle soviétique ;
- la **Nouvelle Constitution** adoptée en **1954**, qui présente beaucoup de ressemblances avec celle de l'URSS et garantit les libertés fondamentales (liberté d'opinion, liberté d'expression, liberté d'affichage à travers les dazibaos).

Toutefois des restrictions à ces droits montrent bien les limites imposées aux libertés. Par exemple, la campagne des **"Cent Fleurs"** ("déstalinisation à la chinoise") initiée en **1956** est suspendue l'année suivante. Le pouvoir de Mao est sévèrement critiqué. Ce dernier rompt avec l'URSS et répond par le **"Grand bond en avant"**.

3. Le "Grand bond en avant" (1958-1961)

Les objectifs du **"Grand bond en avant"** sont définis dans le **2^e Plan quinquennal** de **1958**.

Il est question, selon Mao, d'accélérer le rythme de la production par une mobilisation des masses pour atteindre **250 %** de croissance dans la production céréalière et doubler la production d'acier en un an. **26 000 communes populaires** de **5 000 familles** chacune sont créées ainsi que **2 millions** de petits hauts-fourneaux.

La nouvelle stratégie invite la Chine à « **marcher sur ses deux jambes** » mais le **"Grand bond en avant"** connaît un cuisant échec. En conséquence, la tendance de **Liu Shaoqi**, favorable à la recherche du progrès économique, connaît une ascension fulgurante dans la vie politique.

Le régime communiste vacille. Mao est mis en minorité au sein du Parti communiste chinois. Il doit abandonner la présidence du Parti à Liu Shaoqi. Mais il contre-attaque et lance la **"Grande révolution culturelle prolétarienne"**.

4. La "Grande révolution culturelle prolétarienne" de 1966 et ses prolongements

Dernière grande initiative du « **Grand Timonier** », cette révolution a pour objectif officiel de combattre de **révisionnisme**. En réalité, à travers la **"Grande révolution culturelle**

prolétarienne", Mao cherche à éliminer ses principaux adversaires dont Liu Shaoqi et Deng Xiaoping et à récupérer le pouvoir perdu. Elle se traduit par de **violentes attaques** contre les cadres du PCC et les intellectuels, la **répression féroce** effectuée par les "Gardes rouges" contre les dirigeants opposés, la publication du **Petit Livre Rouge** (sorte de « Bible » de la révolution culturelle qui développe le culte de la personnalité) et, enfin, la **création de comités révolutionnaires ouvriers** dans toutes les grandes entreprises. Le bilan économique et humain de la "Grande révolution culturelle prolétarienne" est lourd (2 millions de victimes).

Cependant, à partir de **1969**, la Chine entre dans une période de reconstruction et accède à la scène internationale. Elle devient **membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU** en **1971** et reçoit le président américain **Richard M. Nixon** en visite officielle à Pékin en **février 1972**. La fin de la "Grande révolution culturelle prolétarienne" est officiellement annoncée en **1977**, un an après la mort de **Zhou Enlai** (8 janvier 1976) et de Mao (9 septembre 1976). Cette année **1977** marque la défaite des radicaux maoïstes (la "**Bande des Quatre**" dont la femme de Mao **Jiang Qing**) et le rétablissement de Deng Xiaoping à la tête du Parti et de l'Etat.

III. L'après Mao ou l'ouverture sur l'extérieur

A partir de **1977**, la politique des "**Quatre modernisations**" (idée de Zhou Enlai de moderniser l'**agriculture**, l'**industrie**, la **recherche** et la **Défense nationale**) devient la doctrine officielle. Le "Grand bond en avant" est considéré comme un "**Grand bond en arrière**". Entre **1977** et **1982**, l'agriculture est pratiquement décollectivisée. Les communes populaires disparaissent. L'industrie lourde reste entre les mains de l'Etat mais l'autonomie des entreprises est renforcée et les prix libérés. L'entreprise privée est autorisée dans les industries de consommation. L'économie s'ouvre de plus en plus sur l'extérieur : la Chine entre au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale en **1980**. Des **Zones économiques spéciales (ZES)** sont créées à partir de **1978** sur le littoral pour attirer les investissements étrangers.

Sur le plan politique, la Chine entretient des relations officielles avec les Etats-Unis, le Japon et l'URSS. Les actes de Mao sont critiqués mais sa pensée politique est intouchable, c'est-à-dire que les changements politiques sont limités. Le massacre de la place **Tian'anmen (3-4 juin 1989**, « Printemps de Pékin ») contre les étudiants et les intellectuels qui réclamaient plus de démocratie, montre que les libertés fondamentales sont souvent bafouées (plus de **700 morts**). Lors du **XIV^e Congrès du PCC (octobre 1992)**, la **politique d'économie socialiste de marché** est lancée. En 1993, la Chine devient le 2^e pôle d'investissements derrière les Etats-Unis.

Conclusion

Pays longtemps replié sur lui-même, la Chine s'est engagée dans la voie socialiste pour se développer. Après la mort de Mao Zedong, Deng Xiaoping développe un socialisme pragmatique et apparaît comme le précurseur de la "perestroïka" à la chinoise. Cependant des limites sont imposées à la restructuration du modèle chinois. Aussi le peuple réclame-t-il avec insistance une "cinquième modernisation" : la démocratie.

Leçon 4 : LES CAUSES GENERALES DE LA DECOLONISATION

Introduction

La décolonisation est un processus fort ancien qui s'accélère depuis 1945. En effet, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, on assiste à la disparition des grands empires coloniaux. Ce mouvement d'émancipation des peuples colonisés est dû à une série de facteurs, les uns relevant de la vie intérieure des peuples dominés, les autres de l'influence de certains événements extérieurs.

I. Les facteurs internes de la décolonisation

Il s'agit de facteurs qui ont favorisé et accéléré la prise de conscience des peuples colonisés

1. La colonisation elle-même

La colonisation a déséquilibré les économies, désorganisé les sociétés traditionnelles, entraîné des rancœurs à l'égard colons et dégagé de nouvelles élites. Ceci va très vite favoriser une prise de conscience et l'éclosion d'un sentiment national.

2. L'essor du nationalisme et les groupes moteurs de la décolonisation

Les syndicalistes et les intellectuels ont joué un rôle important dans l'essor du nationalisme dans les territoires dominés. Les syndicats ne se sont pas limités à des revendications concernant les conditions de travail mais ils ont œuvré pour la liquidation du régime colonial : exemples : la **CGT**, l'**UGTAN**, la **FO**, etc. Ces syndicats sont soutenus par des partis politiques créés de nouvelles élites formées dans les universités occidentales : **Sékou Touré** (1922-1984) vient du

syndicalisme ouvrier ; **Nehru** (1889-1964), **Ferhat Abbas** (1899-1985) et **Houphouët-boigny** (1905-1993) de la bourgeoisie locale, **Soekarno** (1901-1970), **Senghor** (1906-2001), **Bourguiba** (1901-2000), **Ho Chi Minh** (1890-1969), **Lumumba** (1925-1961), (**Gandhi** 1869-1948) de l'élite européenne. On peut aussi citer parmi les groupes moteurs les **anciens combattants**, les **étudiants** (ceux de la **FEANF** par exemple), les **intellectuels** qui luttent contre l'aliénation culturelle.

3. L'émergence du Tiers Monde

Le Tiers Monde va constituer une force politique pour la prise en charge des revendications de l'indépendance notamment lors des conférences de **Bandung** (18-24 avril 1955), du **Caire** (1957) et d'**Accra** (1958). Il faut aussi souligner le rôle joué par les grands courants politiques comme le **Panarabisme** (né à la fin du XX^e siècle) qui aboutira à la création de la ligne arabe au Caire le 22 mars 1945, l'**Asiatisme** né au début du XX^e siècle sous l'influence du Japon victorieux des Russes en 1905, et le **Panafricanisme**, mouvement parti d'Amérique, au sein des Noirs et dont le contenu est précisé lors des Congrès de Paris (1919), de Bruxelles (1921), de Londres (1923), de New York (1927) et surtout de Manchester (1945).

II. Les facteurs externes de la décolonisation

Ils ont pris la forme d'encouragements ayant précipité la ruine des empires coloniaux

1. L'impact de la Seconde Guerre mondiale et la crise des empires coloniaux

Les défaites rapides de la France, de la Belgique et des Pays-Bas portèrent un coup sévère au prestige des colonisateurs. En Asie, l'occupation japonaise va jouer un rôle important dans la décolonisation. Les milliers de soldats fournis par les colonies reviennent de la guerre transformés et réclament une contrepartie à leurs sacrifices. Le Professeur Iba Der Thiam écrit avec raison : « **La guerre permet à plusieurs milliers d'Africains de découvrir l'Europe et la France, leurs populations, leur mode de vie, leurs frayeurs, leurs craintes et leurs espoirs, leurs faiblesses et leur grandeur, d'entre en contact avec une autre perception de l'homme blanc, si différente souvent de celle qu'ils avaient connue et de revenir**

profondément transformés ». D'ailleurs la Charte de l'Atlantique (14 août 1941) avait proclamé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La Grande-Bretagne, signataire de cette Charte ne pouvait, à la fin de la guerre, refuser ce droit aux peuples colonisés.

2. L'anticolonialisme des deux « Grands »

Les deux « Grands » rivalisent dans la promotion de la liberté des peuples colonisés. Leur action n'est pas désintéressée, mais elle a permis d'accélérer le processus de décolonisation.

Les Etats-Unis, ancienne colonie, veulent pratiquer la politique de la « Porte ouverte » et demandent aux métropoles de favoriser l'évolution progressive des colonies vers l'indépendance. Ils donnent l'exemple en accordant l'indépendance aux Philippines en 1946.

Cependant il faut noter que les Etats-Unis ne favorisent l'indépendance que là où ils pensent qu'elle peut barrer la route au communisme.

La politique anticoloniale de l'URSS est plus idéologique que celle des Etats-Unis. L'idéologie marxiste-léniniste, qui soutient qu'« un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre », séduit beaucoup de nationalistes : Hô Chi Minh (Vietnam), Agostino Neto (Angola), Samora Machel (Mozambique), Majhemout Diop (Sénégal), Amilcar Cabral (Guinée-Bissau), etc.

3. L'action de l'ONU

La Charte de l'ONU de 1945, en son article premier, proclame « l'égalité des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Or la colonisation ne respecte en rien ces droits. L'ONU va devenir une tribune internationale pour les porte-parole des pays colonisés (Chine, Indonésie, Inde).

L'indépendance est ainsi accordée à des territoires sous mandat de la SDN : la Syrie et le Liban en **1947**, le partage de la Palestine et la création de l'Etat d'Israël en **1948**. L'ONU s'est également attelée à la surveillance des territoires non encore autonome en réclamant surtout des « **renseignements** » aux puissances coloniales et en vérifiant si les progrès vers l'aptitude à l'indépendance sont réalisés. En **1957**, l'ONU s'est penchée sur le problème algérien, malgré les protestations de la France qui fit valoir que les « **départements algériens** » ne relevaient que des « **affaires intérieures** » françaises. Par sa **déclaration anticolonialiste de 1960**, la

majorité de l'Assemblée générale réclame l'indépendance immédiate pour les territoires encore sous tutelle coloniale. Il faut préciser que l'ONU n'avait pas les moyens d'imposer la décolonisation. Elle ne pouvait user que de pressions morales.

Conclusion

Les relations internationales ont été marquées, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, par le mouvement de la décolonisation des pays d'Afrique et d'Asie. Bénéficiant d'un contexte international favorable, les nationalistes étaient toutefois conscients qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes. L'indépendance fut soit octroyée soit arrachée.

Leçon 5 : LES FORMES DE LA DECOLONISATION

Introduction

Le processus de la décolonisation a pris principalement **deux formes** : la forme pacifique et la forme violente. Cela est dû d'une part à la nature plus ou moins xénophobe des mouvements nationalistes, d'autre part à l'attitude des gouvernements métropolitains ou des colons plus ou moins hostiles à la décolonisation.

I. La décolonisation pacifique

La décolonisation est dite pacifique si l'indépendance est obtenue sans le recours à la lutte armée entre la colonie et la puissance colonie. Toutefois cette forme ne signifie pas passivité ou docilité généralisée des mouvements nationalistes. On peut retenir trois conditions de cette décolonisation pacifique :

- le **réalisme politique** de la puissance coloniale ;
- l'existence d'une **élite disposée au compromis** ;
- l'impact de la **guerre froide**.

La décolonisation dite pacifique a connu comme conséquence principale le maintien des intérêts de l'ancien colonisateur dans l'ex-colonie, germe du **néocolonialisme**.

II. La décolonisation dite violente

C'est une forme de décolonisation ou l'indépendance est obtenue à la suite d'une lutte armée entre la métropole et la colonie. Elle éclate dans les circonstances suivantes :

- l'**entêtement du colonisateur**, lié le plus souvent à trois types de pressions : le **poids économique et stratégique de la colonie** pour la métropole, l'existence de **groupes de pression** sur la métropole, le rôle des **forces conservatrices** dans la métropole. Le Portugal offre un exemple typique de colonisateur entêté ;
- l'existence de **mouvements radicaux et organisés** comme les mouvements de libération marxistes-léninistes (Indochine et colonies portugaises) ou nationalistes (le FLN en Algérie) ;
- l'existence d'un **soutien extérieur** qui répond à des préoccupations idéologiques et stratégiques. Les principaux foyers de la décolonisation violente sont l'Indochine, l'Algérie, les colonies portugaises, la Malaisie.

D'une manière générale, la décolonisation violente a entraîné une **rupture** brutale et totale entre l'ancienne colonie et métropole. Comme le redoutait l'Occident, ces nouveaux Etats renforcent le camp socialiste d'où des tentatives de destabilisation menées par les Occidentaux qui soutiennent des mouvements de guérillas comme l'**UNITA** en Angola et la **RENAMO** au Mozambique.

Conclusion

Quelle que soit la forme revêtue, la décolonisation consentie de manière désintéressée n'a jamais été concevable pour les Occidentaux. Dans tous les cas aussi, les nouveaux Etats indépendants subissent le poids des relations internationales par le biais du néocolonialisme ou par celui de la guerre froide.

Leçon 6 : LA DECOLONISATION EN ASIE : INDE ET INDOCHINE

Introduction

La première vague de décolonisation a lieu en Asie. Les nationalismes y sont les plus anciens et les mieux organisés. L'**Inde anglaise** et l'**Indochine française** ont connu des formes d'émancipation différentes. En Inde, les britanniques ont su choisir la voie de la concertation,

préservant ainsi l'essentiel de leurs intérêts, tandis qu'en Indochine, les français se sont engagés dans un conflit armé qui s'est soldé par un échec.

I. L'INDEPENDANCE DE L'INDE : UN EXEMPLE DE DECOLONISATION PACIFIQUE

1. L'évolution de l'Inde anglaise jusqu'à la fin de la Seconde guerre mondiale.

Depuis **1857**, l'Inde était devenue une **colonie de la Couronne**, dirigée par un gouverneur général, le **vice-roi des Indes**. Avec **300 millions** d'habitants et le développement de la culture, du riz, du thé et de l'industrie textile, l'Inde est considérée comme "**Perle de l'empire colonial britannique**". Une bourgeoisie industrielle et commerciale formé dans les écoles et les universités anglaises voit le jour. En **1885**, est crée le **Parti du Congrès** ou Congrès national indien (Indian National Congress). En 1906, est fondé la **Ligue musulmane**.

Après la participation à la première guerre mondiale aux côtés de la Grande-Bretagne, l'Inde s'attendait à des réformes. Mais le système de dyarchie instauré par le nouveau statut de **1919** ne satisfait pas les nationalistes indiens. Ainsi le **13 Avril 1919**, des troubles se produisent. Ils sont sévèrement réprimés par le brigadier-général **Dyer** qui fit tirer sur la foule à **Amritsar**, dans le Pendjab, faisant **379 morts** et **1200 blessés** dans les rangs des manifestants.

« **Convaincu que certaines autorités anglaises ne jouent pas le jeu** », **Gandhi** (1869-30 janv. **1948**) lance une campagne de désobéissance civile et prône l'attachement absolu aux valeurs traditionnelles et spirituelles de la société indienne (**août 1920**) pour obtenir le **Swaraj** ("autonomie interne") par « **des moyens légitimes et pacifiques** ». L'efficacité de l'action de **GANDHI** oblige les britanniques à mener un ensemble de réformes .En 1935, le statut du gouvernement de l'Inde accorde une autonomie interne restreinte, la Grande-Bretagne conservant le contrôle des finances, de la politique étrangère et de la police intérieure .Ces reformes seront juges insuffisantes par le Parti du Congrès qui rejette cet **Indian act**. En **août 1942**, en pleine Seconde Guerre mondiale, le Parti du Congrès vote la résolution « **Quit India** »

par laquelle il réclame l'indépendance immédiate de l'Inde. **Churchill** refuse, arguant qu'il faut attendre la fin de la guerre. Une campagne de désobéissance civile est lancée de nouveau, suivie d'une sévère répression. La tension est vive, aggravée par les famines de **1943-1944**.

2. L'indépendance et la partition de l'Inde

Avec l'avènement du travailliste **Clement Attlee** à la tête du gouvernement britannique après la capitulation japonaise, les négociations reprennent mais butent sur l'opposition entre le Parti du Congrès qui souhaite la formation d'un Etat indien unique et la Ligue musulmane de **Mohamed Ali Jinnah (1876-11 sept. 1948)** qui craint que dans un tel Etat, les musulmans soient opprimés. Ainsi ce dernier réclame-t-il la création de deux Etats, l'un pour les musulmans, l'autre pour les Hindous. Tous les plans de médiation présentés par la Grande-Bretagne échouent. Une violente guerre civile oppose les Hindous aux musulmans.

Lord Mountbatten (Louis I^{er} Comte de Mountbatten of Burma, **1900-1979**) propose un plan de partition (plan du **3 juin 1947**), accepté par les deux partis. Le Bill (projet de loi) de l'indépendance est voté : le monde indien accède à l'indépendance le **15 août 1947** mais perd son unité. En effet, l'indépendance donne naissance à deux Etats : l'**Inde** et le **Pakistan**, ayant respectivement comme Premiers ministres **Jawaharlal Nehru (14 nov. 1869-27 mai 1964, Premier ministre de 1947 à 1964)** et **Liaquat Ali Khan (1895-assassiné en oct. 1951, Premier ministre de 1947 à sa mort)**. Des transferts de population se font dans les effusions de sang : **6 millions** d'Hindous et de Sikhs quittent le Pakistan pour l'Inde et **8 millions** de Musulmans quittent l'Inde pour le Pakistan. Le Pakistan sera à son tour scindé en deux Etats : le **Pakistan** et le **Bangladesh**. Proclamé en 1972, le Bangladesh ne sera reconnu par le Pakistan qu'en 1974.

II. La décolonisation de l'Indochine : un exemple de décolonisation violente

1. Les débuts du nationalisme indochinois

Les colonies françaises d'Asie du Sud-Est sont regroupées en **1905** dans une Confédération dite **Union indochinoise**, dirigée par un **Gouverneur général**. L'Indochine dite française comprenait dans sa totalité le **Cambodge** (devenu protectorat en **1863**), le **Laos** (complètement occupé en **1893**) et le **Vietnam** avec ses trois « **ky** » (« provinces ») : au nord le **Bak Ky** dit **Tonkin** avec pour capitale **Hanoi** ; au centre le **Trung Ky** dit **Annam** avec comme chef-lieu **Hué** ; le **Nam Ky** ou **Cochinchine** avec pour capitale **Saigon**, conquis successivement entre **1858** et **1895** et devenus officiellement « colonie » pour la Cochinchine, « protectorat » pour le Tonkin et l'Annam. Dans ces territoires, l'administration va faire face à de nombreux mouvements nationalistes très actifs comme celui du **Parti national du Vietnam**, qui décline pour céder la place au **Parti communiste indochinois (PCI)**, fondé le **3 février 1930** par **Hô Chi Minh (1890-1969)**. Entre **1930** et **1932**, une violente agitation révolutionnaire est sévèrement réprimée.

2. L'évolution politique de l'Indochine durant la Seconde Guerre mondiale

En **1941**, le Japon s'empare de l'Indochine mais laisse en place l'administration vichyste. Face à l'occupation, le **PCI** fonde en **mai 1941** le **Front pour l'Indépendance du Vietnam** (Việt Nam Doc Lap Dong Minh Hoi) qu'on abrègera en **Vietminh**. Au même moment est fondé au Laos le front de libération **Pathet Lao**. Le **9 mars 1945**, les Japonais décident de balayer l'administration française. Dès l'annonce de la capitulation japonaise, **Hô Chi Minh** forme un Gouvernement provisoire qui proclame l'indépendance de la **République démocratique du Vietnam** à Hanoi (**2 septembre 1945**). Conformément aux accords de Potsdam, le pays est occupé provisoirement par les troupes chinoises au nord du **17^e parallèle Nord** et par les Britanniques au sud de cette ligne de démarcation.

3. Le retour de la France en Indochine

Dès la fin de la guerre, la France, après quelque hésitation, envisage de reconquérir l'Indochine. Des négociations commencées en **août 1945** aboutissent à la signature, le **6 mars 1946**, des

accords Sainteny-Hô Chi Minh¹. Ces accords reconnaissaient le Viêt Nam comme « **un État libre avec son gouvernement, son Parlement et ses finances, faisant partie de la Fédération indochinoise et de l'Union française** ». Mais ces accords sont torpillés sur le terrain par les initiatives militaires du nouveau commissaire en Indochine, **Thierry d'Argenlieu**. Au lieu d'organiser le référendum prévu en Cochinchine, ce dernier fait proclamer la République le **1^{er} juin 1946**, empêchant ainsi de se réaliser l'unité du Vietnam souhaitée par « **l'Oncle Hô** ». La tension monte entre la France et le Vietminh, surtout après l'échec de la **Conférence de Fontainebleau (6 juillet-25 août 1946)**.

4. La guerre d'Indochine

Elle éclate à la suite de deux incidents :

- le **23 novembre 1946**, les Français, sous la direction du colonel **Debès**, prenant prétexte d'attentats contre leurs garnisons, bombardent la ville d'**Haiphong**, avant port d'Hanoi, détruisant le quartier vietnamien et faisant au moins **6 000 morts** (6 000 morts d'après P. Devillers ; 20 000 d'après Lê Than Khoi) ;
- le **19 décembre 1946**, les milices du général **Giáp** (Võ Nguyên Giáp, né en **1912**) ripostent en attaquant les quartiers européens d'Hanoi faisant **200 morts**.

Hô Chi Minh appelle le peuple vietnamien à la lutte.

De **1946 à 1949**, la France mène, seule, une guerre purement coloniale. Les troupes du Vietminh se retirent dans les campagnes et adoptent la guérilla avec comme slogan la célèbre phrase : « **Le jour aux Français, la nuit aux "Viets"** ». La France cherche alors une solution politique en négociant avec l'ex-empereur **Bao Dai** qui signe avec **E. Bollaert** les **accords de la Baie d'Along** du **5 juin 1948**. Mais cette tentative échoue et la guerre continue.

¹ <https://www.les-musees-montparnasse.com/visite/le-musee-montparnasse/le-musee-montparnasse>

A partir de **1949**, avec la victoire communiste en Chine, la guerre d'Indochine devient un conflit de la guerre froide. Les Français subissent de nombreux revers dans leurs tentatives de contrôler les axes de passage vers la Chine. La défaite de **Diên Biên Phu, 7 mai 1954** (**15 000** prisonniers français dont **3 000** seulement survivront) précipite l'issue du conflit et oblige les Français à négocier pour mettre fin à la « **sale guerre** ».

Les accords de Genève signés dans la nuit du **20 et 21 juillet 1954** (entre **Pierre Mendès-France** et **Pham Van Dong**) prévoient le partage provisoire du Vietnam de part et d'autre du **17^e parallèle Nord**. Au nord, la République démocratique du Vietnam (RDVN) accède à l'indépendance. Le sud reste sous l'autorité de Bao Dai. Ces accords prévoient également l'organisation, dans deux ans (**juillet 1956**), d'un référendum sur la réunification du pays. Le Cambodge et le Laos accèdent également à l'indépendance totale. Le bloc de l'Ouest enregistre une **deuxième défaite** en Asie dans le cadre de sa politique d'endiguement du communisme. Aussi le refus du Vietnam Sud dirigé par **Ngô Đình Diêm** de procéder au référendum de réunification débouche-t-il sur une nouvelle guerre : la guerre du Vietnam (**1959-1975**), dans laquelle l'armée américaine intervient directement de **1964 à 1973**.

Conclusion

Dans son ensemble, la décolonisation de l'Asie est marquée par la guerre froide. Après l'indépendance, l'Inde s'est rapprochée de l'URSS. En Indochine, l'obsession du "**containment**" et du "**roll back**" débouche sur la guerre du Vietnam. L'Asie va jouer un rôle déterminant dans la décolonisation des autres territoires comme l'illustrera éloquemment la **Conférence de Bandung**.

Leçon 7 : LA DECOLONISATION AU PROCHE-ORIENT :

LA QUESTION PALESTINIENNE ET LES RELATIONS ISRAELO-ARABES

Introduction

En 1920, la **Traité de Sèvres¹** et la **Conférence de San Remo** consacrent le démembrement de l'Empire ottoman et le passage du Proche-Orient sous **mandat A** britannique et français. Si à la fin du second conflit mondial les Français reconnaissent l'indépendance du Liban et de la Syrie, les agitations nationalistes liées surtout à l'hostilité entre Arabes et Juifs en **Palestine** secouent profondément cette région. Jusqu'à présent, la Palestine est une zone de tensions et de conflits entre les deux communautés malgré de nombreux efforts de paix.

I. Les origines du problème palestinien

L'idée de la création d'un **Etat juif** installé en Palestine remonte à la fin du XIX^e siècle avec les débuts du **sionisme** théorisé et fondé par **Théodore Herzl (1860-1904)**. Il publie en 1896 son livre programme intitulé **L'Etat juif : Essai de solution moderne à la question juive²**. Il organise un premier congrès à **Bâle** (Suisse) en **août 1897**, congrès qui institua l'**Organisation sioniste mondiale** qui revendiqua le droit de tous les Juifs dispersés à travers le monde (la **Diaspora**) de se regrouper sur la « **terre des ancêtres** », la Palestine considérée comme la « **Terre Promise** ». Pour l'achat de terres en Palestine, un **Fonds national juif** est créé en 1901 et l'**Agence juive** en 1927.

Par la **déclaration Balfour³** du **2 novembre 1917**, le gouvernement britannique promet aux Juifs l'établissement d'un « **foyer national juif** » en Palestine. Ce projet était en contradiction avec la politique britannique au Proche-Orient et son **panarabisme** (Etat arabe du Nil à l'Euphrate). Il s'agissait fait d'une déclaration de propagande destinée amener les Américains et les milieux financiers (le « **Lobby juif** ») à continuer à combattre avec les Alliés.

Entre **1919** et **1939**, l'Organisation sioniste, aidée par les Anglais, favorise l'émigration vers la Palestine des Juifs d'Europe et d'Amérique (**55 000** en **1919** et **455 000** en **1939**). En **1939**, il y avait **1 million d'Arabes** en Palestine. Pour se protéger, les Juifs créent des milices d'autodéfense⁴ (**Haganah, Irgoun, Groupe Stern**). Le climat de terrorisme et d'émeute est constant.

Le sionisme, en relation avec la finance américaine met en péril l'équilibre de la région d'où la réaction de la Grande-Bretagne qui encourage le nationalisme arabe et décide à partir de **1940** d'interdire les flux d'immigrants. A l'initiative de **David Ben Gourion** une conférence sioniste (**600 délégués**) adopte le « **Programme de Biltmore** » qui proclame que « **la Palestine devait constituer un Commonwealth juif** ». Les Juifs multiplient alors les attentats contre les intérêts de la Grande-Bretagne qui, dépassée par les événements, confie le problème à l'Organisation des Nations unies.

II. L'ONU et le partage de la Palestine

Par la **résolution 181** (appelée « **plan de partage** ») du **29 novembre 1947**, l'ONU, à travers l'**UNSCOP⁵**, propose un plan de partage de la Palestine qui prévoit la création de **deux Etats** indépendants, l'un juif, l'autre arabe. **Jérusalem** serait une **ville internationale** sous contrôle de l'ONU.

Ce partage attribue **55 %** de la Palestine (**14 000 km²**) aux Juifs qui ne représentent que **34 %** de la population totale à cette date (**687 000 Juifs**), et **45 %** seulement aux Arabes deux fois

plus nombreux (**1 305 000 Arabes**). Le plan est approuvé par les Juifs mais rejeté par les Arabes réunis au sein de la **Ligue arabe** (fondée au Caire le **22 mars 1945**) qui regroupait alors l'Arabie saoudite, l'Egypte, l'Irak, le Liban, la Syrie, la Transjordanie (devenue la Jordanie en **1950**) et le Yémen du Nord. Le **14 mai 1948**, à la veille du retrait des Anglais, **David Ben Gourion**⁶ proclame la naissance de l'Etat d'Israël, immédiatement reconnu par les Etats-Unis et l'URSS. Aidé par l'incohérente hostilité des Etats arabes et trouble jeu du roi **Abdallah** de Jordanie qui négocie en sous-main avec les Juifs pour annexer le territoire prévu pour l'Etat arabe, la voie était ouverte à la guerre dite d'indépendance par les Israéliens mais qui, pour les Arabes, deviendra la « **Nakba** » (catastrophe).

III. Les guerres israélo-arabes

1. La guerre de 1948 ou guerre d'indépendance : A la suite de cette guerre menée contre **5** Etats de la Ligue arabe (Egypte, Irak, Liban, Syrie et Transjordanie), Israël sort victorieux, agrandit son territoire (plus **6 600 km²**) qui représente désormais **78 %** de la Palestine historique, occupe **Jérusalem-Ouest** et expulse **900 000 Palestiniens** (2/3 de la population totale). L'Etat palestinien est mort-né. Le reste du territoire est placé sous administration égyptienne (**Gaza**) et jordanienne (**Cisjordanie**).

2. La guerre de Suez de 1956 : C'est un conflit armé qui a opposé, du **29 octobre** au **6 novembre 1956**, la Grande-Bretagne, la France et Israël à l'Egypte, après la nationalisation, en **juillet 1956**, de la Compagnie franco-britannique du **canal de Suez**, par le président égyptien **Gamal Abdel Nasser (1918-1970, président de 1956 à 1970)**. Les opérations ont été stoppées par crainte d'une intervention des Etats-Unis et de l'URSS ; la crise a démontré l'affaiblissement de la France et de la Grande-Bretagne qui n'étaient plus que des puissances moyennes incapables de présider aux destinées du monde.

3. La guerre des Six Jours (5-10 juin 1967) : Elle fut déclenchée par Israël à la suite de la **fermeture du golfe d'Akaba** par l'Egypte. En six jours, Israël occupe le **Sinaï**, la zone de **Gaza**, la **Cisjordanie**, **Jérusalem-Est** et le plateau du **Golan**. La **résolution 242** du Conseil de sécurité (**22 novembre 1967**) réaffirme que la paix au Proche-Orient par la restitution des territoires occupés pendant cette guerre et la reconnaissance de tous les autres Etats de la région.

4. La guerre du Kippour (6-24 octobre 1973) : Elle fut déclenchée par l'Egypte et la Syrie pour récupérer les territoires perdus. Il n'y aura ni vainqueur ni vaincu : les pertes et les gains sont équilibrés. Les pays arabes exportateurs de pétrole font monter le prix du brut à **10 dollars le 15 octobre 1973** et décrètent un **embargo⁷** qui provoque une crise économique mondiale. L'OPEP s'associe à la décision. Des négociations sont entamées entre Israël et l'Egypte (sur proposition de **Nixon** et de **Brejnev**) et débouchent sur les accords de **Camp David** le **17 septembre 1978** entre **Anouar El Sadate** (1918-1981, président égyptien de 1970 à 1981, assassiné le **6 octobre 1981**), **Menahem Begin** (1913-1992, Premier ministre d'Israël de **1977** à **1983**) **Jimmy Carter** (né en 1924, 39^e président des Etats-Unis, **1977-1981**). Ils portent sur l'évacuation du **Sinaï** et l'établissement de relations diplomatiques entre Israël et l'Egypte. La **résolution 338** réaffirme la **242**.

5. L'intervention d'Israël dans la guerre du Liban (6 juin 1982) : L'armée israélienne envahit le Liban (opération « **Paix en Galilée** », déclenchée le **6 juin 1982** sous la direction d'**Ariel Sharon**, né en 1929, alors ministre de la Défense) pour mettre fin à l'action des commandos de l'OLP. Cette invasion se superpose à la guerre civile libanaise (**1975-1990**) entre les phalangistes chrétiens et les musulmans du **Hezbollah** appuyés par l'OLP (créée en **1964**). En septembre **1982**, l'OLP est obligée de quitter Beyrouth Ouest et d'installer son siège à Tunis. Cette guerre est marquée par le massacre de **Chabra** et **Chatila**, deux camps de réfugiés palestiniens.

IV. Les négociations israélo-palestiniennes

Dès **1988**, l'OLP reconnaît la résolution **181** de **1947** sur le partage. Mais ce sont les **accords d'Oslo**, signés le **13 septembre 1993** sur le perron de la **Maison Blanche** entre **Yasser Arafat** (**Abel Raouf Arafat al-Qudwa, 1929-11 septembre 2004**) et **Yitzhak Rabin** (né en **1922**, vainqueur de la guerre des Six Jours, Premier ministre d'Israël de **1992** à son assassinat par **Ygal Amir** le **4 novembre 1995**), qui constituent le point de départ des négociations entre Israéliens et Palestiniens qui se fondent sur la **résolution 242**. Elles devaient durer **cinq ans**, de **mai 1994 à mai 1999**, et aboutir à la proclamation de l'Etat palestinien. Mais elles butent sur les points suivants :

- **La question des territoires et des frontières** : L'OLP demande le retrait israélien des territoires occupés et compte créer un Etat sur **22 %** de la Palestine historique. Elle fonde sa position sur la **résolution 242**. Israël refuse tout retrait sur les lignes du **4 juin 1967** et voudrait annexer **30 à 40 %** de la **Cisjordanie**. Le **bouclage** systématique des territoires « autonomes » après chaque attentat rend la vie quotidienne insupportable.

- **Les colonies** : On dénombre de **150 à 200** colonies juives. Depuis **1967**, Israël mène une politique systématique de colonisation pour rendre impossible la continuité du territoire palestinien et la création d'un Etat palestinien. Se fondant sur la résolution **465** de **1980** du Conseil de sécurité de l'ONU, l'OLP demande le **démantèlement** des colonies.

- **Les réfugiés palestiniens** : On dénombre plus de **3,7 millions de réfugiés⁸** palestiniens répartis dans **59 camps** installés dans les pays voisins et gérés par l'**UNRWA⁹**. Se fondant sur la

résolution 194 du Conseil de sécurité du **11 décembre 1948**, les Palestiniens réclament le « **droit au retour** ». Israël s'y oppose et demande l'installation définitive des réfugiés dans les pays d'accueil grâce à l'aide internationale.

- **Le statut de Jérusalem (Al Qods)** : l'enjeu de la ville est le contrôle des lieux saints de la vieille ville de Jérusalem-Est. La zone de Haram el-Charif ou Dôme du Rocher où se trouve la mosquée d'**Al-Aqsa** est contiguë au **Mur des Lamentations**, ruines de l'ancien **Temple** détruit par les Romains. Pour les Israéliens, la mosquée d'**Al-Aqsa** est édiflée sur les vestiges du **Temple de Salomon** qu'ils veulent reconstruire. Pour rechercher les vestiges, des fouilles archéologiques entreprises sous les lieux saints musulmans provoquent des protestations car elles menacent la stabilité des monuments islamiques. En plus, des groupes extrémistes juifs ont essayé à plusieurs reprises de faire sauter la mosquée. Israël voudrait de cette ville réunifiée sa « **capitale éternelle** ». Pour les Palestiniens, la partie Est de la ville est un territoire occupé qui doit être évacué et devenir leur capitale.

L'Etat d'Israël menait également des négociations séparées avec la Jordanie (sur la question de l'eau) et avec la Syrie (sur la restitution du plateau du Golan).

V. Une paix introuvable, impossible ?

Même si en **1988** l'OLP reconnaît la **résolution 181** sur le partage, même si Palestiniens et Israéliens se reconnaissent mutuellement le **13 septembre 1993**, le processus de paix est dans une **impasse** malgré l'accord de **Wye Plantation d'octobre 1998** par lequel Israël accepta de rétrocéder **13 %** des territoires occupés à l'Autorité palestinienne. Cette rétrocession s'est arrêtée à **2 %**. Malgré la décision prise par **Ehud Barak** d'évacuer une partie des territoires occupés du Liban et du Golan syrien, le processus de paix est interrompu par plusieurs faits saillants :

- l'échec des sommets de Camp David (juillet 2000) et de Charm el-Cheikh (octobre 2000) ;
- le déclenchement de la seconde Intifada appelée Intifada d'Al-Aqsa le 30 septembre 2000 ;
- l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon qui remet en question les accords d'Oslo ;
- l'escalade de la violence.

A partir de 2002, le dossier palestinien est confié au **Quartet** (ONU, Etats-Unis, Union européenne et Russie) qui publie le 30 avril 2003 la « **Feuille de route** » (« **Road Map** »). Mais tous les efforts de paix sont réduits à néant à cause de la politique de **Sharon** qui a entamé la construction en Cisjordanie d'un mur de séparation (le « mur de sécurité »). L'**Accord de Genève**, préparé et présenté officiellement le 1^{er} décembre 2003, par l'Israélien **Yossi Beilin** et **Yasser Abed Rabbo**, n'a pas permis de régler la question palestinienne. Les dossiers « **chauds** » restent en suspens : **sort des réfugiés palestiniens, statut de Jérusalem, avenir des colonies juives, délimitation des frontières**, etc.

Conclusion

Le problème palestinien est très préoccupant et continue de déstabiliser le Proche-Orient. Malgré des tentatives de solution, cette partie du monde reste une poudrière où **kamikazes palestiniens** et **soldats de Tsahal** (l'armée israélienne) continuent de faire des victimes. La **mort de Yasser Arafat**, le 11 novembre 2004, la **disparition d'Ariel Sharon de la vie politique** et la **victoire du Hamas aux législatives de janvier 2006** constituent des tournants importants dans l'histoire de cette région. L'on se demande dans quel sens évoluera le processus de paix.

Leçon 8 : LA DECOLONISATION AU MAGHREB : L'ALGERIE

Introduction

L'ancienneté des nationalismes, l'impact de la Seconde Guerre mondiale en Afrique du Nord et la défaite française en Indochine ont fortement contribué à la décolonisation de l'Algérie. Ce pays du Maghreb², occupé par la France entre **1830** et **1847**, offre un exemple de **décolonisation violente**. La libération est obtenue à la suite d'une **guerre longue (8 ans) et mouvementée**, causée surtout par l'existence d'une communauté européenne (les "**Pieds Noirs**") qui s'oppose à toute idée d'autonomie.

I. Naissance et affirmation du nationalisme algérien

Le nationalisme algérien est réveillé par la profonde inégalité sociale entre les deux principales communautés qui peuplent l'Algérie : les Algériens musulmans (**5,5 millions en 1931**) et les "**Pieds Noirs**" (**800 000 en 1931**). Ces derniers occupent les meilleures terres dans une Algérie qu'ils considèrent comme leur patrie tandis que les musulmans majoritaires disposent de maigres lopins de terre et sont confrontés à des problèmes comme le manque de moyens et le chômage. Sur le plan politique, la participation des indigènes est limitée et leur statut juridique est celui de l'**indigénat**. Ce contraste et cette injustice rendent le mouvement nationaliste très populaire. Les origines du nationalisme algérien remontent au XIX^e siècle mais il s'est affirmé au XX^e siècle.

Entre les deux guerres mondiales, le nationalisme est divisé en plusieurs tendances :

- "**Les Jeunes Algériens**", mouvement essentiellement formé d'une élite de citoyens qui revendiquent l'extension des droits des musulmans. Parmi ses membres figure **Ferhat Abbas** (1899-1985);

- l'**Association des Oulémas**³, fondée en **1931** par **Ben Badis** et formée de lettrés musulmans, qui réclame un pouvoir musulman et arabe et refuse l'assimilation. Elle introduit l'idée d'une

patrie algérienne. Sa devise est : "**L'Islam est ma religion, l'arabe est ma langue, l'Algérie est ma patrie**" ("Al Islâmu dînî, al-arabiyyatu luqatî, Al Jazā'ir watanî", titre du livre de **Tewfik el-Madani**, publié en 1932) ;

- le **Parti du Peuple algérien (PPA)**, né sous les cendres du courant populiste et révolutionnaire créé par **Messali Hadj (1898-1974)** en **mars 1926**. Il réclame l'indépendance de l'Algérie avec le concours de la France.

II. L'évolution de l'Algérie de 1942 à 1954 : la Seconde Guerre mondiale et ses conséquences

1. L'intransigeance de la France (1942-1947)

La France accorde une grande importance à l'Algérie pour plusieurs raisons. L'occupation est très ancienne (**1830**). L'Algérie est considérée comme un **département** de la France. Elle occupe une **position stratégique** dans le Bassin méditerranéen et sert de **trait d'union** avec l'Afrique noire. Son **sous-sol** est riche en hydrocarbures. Plusieurs milliers de **colons** s'y sont installés et s'opposent à toute idée de réforme visant à améliorer les conditions de vie des musulmans. Ceci va entraîner la radicalisation du mouvement nationaliste.

Motivés par l'anticolonialisme américain, les leaders nationalistes algériens haussent le ton. Ainsi en **février 1943** Ferhat Abbas rédige le **Manifeste du peuple algérien**, dans lequel il dénonce le colonialisme et réclame la constitution d'une Algérie démocratique, autonome et fédérée à la France. Mais ce projet est rejeté par le **Comité français de Libération nationale (CFLN)**, créé le **3 juin 1943**) dirigé par **De Gaulle**. En **décembre 1943**, ce dernier propose des réformes accordant la citoyenneté française aux intellectuels musulmans, l'accès au collège électoral, aux emplois et aux organismes élus. Ces réformes sont jugées trop insuffisantes par les nationalistes. L'arrestation Messali Hadi et de Ferhat Abbas entraîne de graves troubles. A partir du **1^{er} mai 1945**, des troubles se produisent. Le **8 mai**, jour de la capitulation allemande, des émeutes sanglantes à **Sétif** et à **Guelma**, en Kabylie. La répression de l'armée française et des milices des colons est impitoyable (environ **8 000 morts**). Ces émeutes traduisent la rupture définitive entre les deux communautés.

2. L'Algérie du Statut (1947-1954)

En **1947**, le Parlement français accepte de doter l'Algérie d'un **statut particulier** avec le pouvoir exécutif qui reste entre les mains des Français, le pouvoir législatif qui est détenu par une Assemblée algérienne avec deux collèges qui envoient chacun **60 délégués** et pourtant les Français sont 8 fois moins nombreux. Cette Assemblée détient un semblant de souveraineté car elle peut être dissoute par le Conseil des Ministres français. A partir de ce moment, le mouvement nationaliste se réorganise avec la fondation de l'**Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA)** en **1946** par Ferhat Abbas et du **Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques (MTLD)**. Mais Messali Hadj est arrêté et exile en France. L'une des tendances de son parti crée le **Comité révolutionnaire d'Unité et d'Action (CRUA)** pour préparer une insurrection armée. C'est ainsi que fut mise sur pied une **Armée de Libération nationale (ALN)** dont l'aile politique est le **Front de Libération nationale (FLN)** autour d'**Ahmed Ben Bella** (né en 1916), **Mohamed Boudiaf** (1919-1992), **Hocine Aït-Ahmed** (né en 1926), etc. la défaite française de Diên Biên Phu précipite l'insurrection du FLN.

III. La guerre d'Algérie

1. Les débuts de la guerre d'Algérie

Le **1^{er} novembre 1954**, le FLN passe à la rébellion contre les autorités françaises avec une série de massacres et d'attentats sur tout le territoire algérien. La guerre d'Algérie va durer **8 ans**, ébranler l'opinion internationale et avoir un impact profond sur la politique intérieure de la France métropolitaine. D'où des réactions françaises très différentes du fait de l'évolution des événements :

2. Les réactions françaises

a) Les réactions socialistes (1954-1958)

- L'intervention policière

La France décide d'écraser l'insurrection par une simple opération de police. Mais dès le **20 avril 1955**, les insurgés attaquent **36** centres de colonisation, faisant **123 morts**. Consciente de l'échec de l'opération, la France essaie la solution négociée.

- La solution politique

Le nouveau Gouverneur général **Jacques Soustelle (1912-1990)** propose l'égalité et l'autonomie aux Algériens mais dans le cadre d'une intégration à la France. Les Français d'Alger s'opposent à ce projet et réagissent violemment lors de la tournée du Président du Conseil, **Guy Mollet**.

- La voie militaire

De retour en France, Mollet nomme **Robert Lacoste** et le dote de pouvoirs dictatoriaux. Les effectifs de l'armée française d'Algérie passent de **50 000** à **400 000** hommes. En **octobre 1956**, un avion transportant des chefs du FLN est capturé. On assiste à l'escalade de la violence. Le FLN déclenche le terrorisme urbain. Les parachutistes du général **Massu** soumettent Alger à un régime de terreur de **février à septembre 1957**. Dans le reste du pays, l'armée ratisse les zones tenues par le FLN.

Dès **1956**, on assiste à l'internationalisation du conflit : * **intervention de la France lors de la crise de Suez** (l'Egypte abrite des bases du FLN), * **tentative de destruction des bases arrières du FLN au Maroc et en Tunisie** (bombardement du village tunisien de Sakhiyet Sidi Youssef et plainte de la Tunisie contre la France devant l'ONU), * **pressions de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis sur la France** pour qu'elle trouve une solution au problème algérien. Les colons français, persuadés que la France va finir par accorder à l'Algérie musulmane l'indépendance, constituent un **Comité de Salut public** autour des généraux **Massu** et **Raoul Salan (1899-1984)**, appuyés par l'armée, qui provoque la révolte du **13 mai 1958** aboutissant à la chute de la **IV^e République (1946-1958)** et le retour de De Gaulle au pouvoir : c'est l'installation de la **V^e République (27 mai 1958)**.

b) La solution gaulliste (1958-1962)

Le président français **Pierre Pflimlin (1907-2000)** nomme De Gaulle Président du Conseil le **1^{er} juin 1958** qui est investi des pleins pouvoirs par l'Assemblée nationale pour six mois et du droit de réviser la Constitution (**2 juin 1958**). Le **4 juin**, De Gaulle se rend à Alger pour appeler à la négociation. Mais le FLN intensifie la lutte et constitue au Caire le **Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA)** le **19 septembre 1958**, présidé par Ferhat Abbas.

De Gaulle propose d'abord aux "fellaghas" la « paix des braves », c'est-à-dire une reddition en échange d'une amnistie ; proposition qui sera rejetée en **octobre 1958**. Il promet, lors d'un discours à Constantine (**23 octobre 1958**), des réformes économiques et sociales pour l'Algérie : réforme agraire en cinq ans (redistribution de **250 000 ha** de terres aux Algériens, scolarisation d'ensemble de la jeunesse musulmane, **20 000** logements et **400 000** emplois, c'est-à-dire **10 %** des postes de la Fonction publique aux musulmans). Son objectif est d'isoler le FLN par rapport aux masses.

De l'autre côté, le FLN et le GPRA remportent des succès politiques. Le **groupe afro-asiatique** à l'ONU mène une campagne efficace en leur faveur. Le **gouvernement américain** critique de plus en plus la guerre coloniale et la **Chine de Mao Zedong** reconnaît dès **septembre 1958** l'indépendance algérienne. Sur le plan intérieur, l'opinion publique française dénonce l'emploi de la torture et les exécutions sommaires. Tout ceci affaiblit la position internationale de la France et, en plus, la guerre coûte cher à la France (**1 milliard** de franc par jour).

C'est pourquoi, le **16 septembre 1959**, De Gaulle change de cap et se prononce pour le droit des Algériens à l'**autodétermination**. Il propose trois solutions théoriques :

- la **sécession**, c'est-à-dire l'indépendance ;
- la **francisation**, c'est-à-dire le rattachement à la France (axe Dunkerque-Tamanrasset) ;
- l'**association** dans le cadre de la Communauté.

Ce projet est considéré comme une trahison par les Français d'Algérie. En **janvier 1960**, des **barricades** sont dressées à Alger. C'est le début de multiples affrontements qui culminent le 21 avril 1961 avec une tentative de putsch militaire [**"Putsch des généraux" Maurice Challe**

(1905-1979), Raoul Salan (1899-1984), Edmond Jouhaud (1905-1995) et André Zeller (1898-1979)]. Devant l'échec du coup d'Etat, l'**Organisation de l'Armée secrète (OAS**, créée en **février 1961**) multiplie les actions de violence en Algérie et en France, laissant planer la menace d'une guerre civile.

Malgré tout, De Gaulle décide de poursuivre sa politique. Il engage des négociations longues (**18 mai 1961-19 mars 1962**) et difficiles. Ces pourparlers débouchent sur les **accords d'Evian** du **19 mars 1962**. Par référendum, **90 %** des Français approuvent, le **8 avril 1962**, ces accords sur l'indépendance de l'Algérie. Les Algériens font de même le **1^{er} juillet 1962**. L'indépendance est proclamée le **3 juillet**. La plupart des "Pieds Noirs" et de nombreux harkis fuient le pays. Un million de rapatriés ayant perdu tous leurs biens arrivent en France.

Conclusion

La guerre d'Algérie a fait près de **300 000 victimes** du côté français et **1 million** du côté musulman. Il a fallu à De Gaulle près de **4 ans** pour régler la question algérienne. Après avoir fait tomber la IV^e République, la guerre d'Algérie a failli faire subir le même sort à la V^e République. La guerre d'Algérie est certainement l'une des pages les plus noires et les plus controversées de l'histoire de France : elle soulève encore aujourd'hui de nombreux débats. Jusqu'en **1999**, cet épisode de l'histoire de France ne fut officiellement qu'une « opération de maintien de l'ordre ». Une **loi** votée par le Parlement a alors reconnu que ces événements constituaient désormais la « **Guerre d'Algérie** ».

Leçon 9 : LA DECOLONISATION EN AFRIQUE NOIRE

Introduction

La décolonisation en Afrique noire a débuté en **Gold Coast** pour s'étendre aux autres régions de l'Afrique occidentale. L'implantation d'une administration indirecte a rendu précoce l'éveil du sentiment national contrairement au système administratif direct de **la France qui a cherché à**

étouffer les mouvements nationalistes. L'entêtement du Portugal pousse les mouvements nationalistes à faire recours à la voie des armes pour arracher leur indépendance.

- **I. LA DECOLONISATION EN GOLD COAST**

La Gold Coast fut un territoire sous domination coloniale britannique. Les Anglais se sont intéressés à ce territoire en raison de ses importantes ressources minières : or, bauxite, diamant, manganèse, etc. Ils y ont introduit l'agriculture de plantation notamment le cacao. Son évolution politique était amorcée avant la première guerre mondiale. Dès **1925**, la **Gold Coast** était dotée d'une Constitution faisant participer les chefs traditionnels au Conseil législatif. Cette Assemblée, formée de l'ancienne aristocratie noble, est vivement contestée par les intellectuels et la bourgeoisie commerçante qui réclament à être associés à la gestion des affaires du pays.

Après la Seconde Guerre mondiale, la **Constitution** de **1946** du Gouverneur **Sir Alan Burns** introduit des réformes accordant la majorité aux Africains dans le Conseil législatif qui restent minoritaires dans le Conseil exécutif. En **1947** est fondée l'**UGCC (United Gold Coast Convention)** avec comme leaders **J. B. Danquah** et **Kwame Nkrumah (1909-1972)**.

Ce contexte historique est marqué par une crise économique et des tensions sociales : baisse des cours du cacao, maladie des cacaoyers (**swollen shoot**), ruine des bourgeois planteurs, mécontentement des anciens combattants qui réclament l'indépendance qui venait de s'imposer en Inde.

En **1948**, une manifestation pacifique des anciens combattants dégénère en émeutes et gagne le reste du pays (**29** morts et **257** blessés). Les Anglais réagissent par l'arrestation des leaders de l'**UGCC**.

En **1949**, le mouvement nationaliste se fissure avec la création d'un nouveau parti politique par **Kwame Nkrumah** : le **Convention People's Party (CPP)** qui étend rapidement son influence.

A la suite des émeutes, le gouverneur avait créé une Commission de réforme constitutionnelle présidée par le juge **Coussey**. En **1950**, une nouvelle Constitution est promulguée. Elle remplace

le Conseil législatif par une Assemblée nationale, le Conseil exécutif par un cabinet ministériel de 11 membres dont 8 Africains. Frustré par cette Constitution qui n'envisage pas un « **self government** », le **CPP** organise des manifestations sanctionnées par l'arrestation de Kwame Nkrumah.

Les élections de février 1951 sont gagnées par le CPP (34 sièges sur 38). Nkrumah, libéré, devient Premier Ministre. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire coloniale, un Noir est appelé à la direction de son pays.

Malgré les agissements de l'opposition conservatrice, (chefs traditionnels, bourgeoisie) qui voulait la partition du pays en ravivant les rivalités ethniques et religieuses, **Nkrumah** a pu manœuvrer avec habileté pour maintenir un Etat unitaire. Les élections de **1956** donnent la majorité des sièges au **CPP (72 sur 104)**. Le **6 mars 1957**, l'indépendance est proclamée et la Gold Coast prend le nom de **Ghana** conformément à la vision panafricaniste de Kwame **Nkrumah**.

II. LA DECOLONISATION AU SENEGAL

L'émancipation de la colonie du Sénégal s'inscrit dans le contexte de la décolonisation de l'**AOF**, dont **Dakar** était la capitale. Les germes de cette évolution semés à **Brazzaville** en **1944** aboutissent à l'indépendance en **1960**.

La **Conférence de Brazzaville**, sur l'initiative du **CFLN** s'est tenue en janvier **1944**, sans la participation des Africains. Elle réaffirme l'emprise de la France sur ses colonies en écartant toute idée d'autonomie.

Dans le cadre de l'**Union Française**, à partir de **juin 1946**, le Sénégal devient un territoire d'outre mer. Les députés socialistes de la **SFIO**, **Lamine Guèye** et **Léopold Sédar Senghor (1906-2001)** vont représenter le Sénégal au Parlement métropolitain. Le Sénégal, en outre, dispose d'une **Assemblée territoriale** dirigée par **Ibrahima Seydou Ndao**.

Avec la loi **Lamine Guèye** de **1946**, supprimant le régime de l'indigénat, le poids électoral des communes est transféré vers les campagnes.

En **1948**, la scission intervient au sein de la **SFIO**. **Senghor**, qui a opté pour le socialisme africain indépendant qui entend s'appuyer sur les masses rurales, crée le **BDS**. Les élections législatives de **1951** sont gagnées par le **BDS**. **Senghor** et **Mamadou Dia** rejoignent au Parlement le groupe des **IOM (Indépendants d'Outre Mer)** qui défendent la thèse fédéraliste.

Le contexte international transforme la politique coloniale de la France : défaite française de **Dien Bien Phu** en **1954**, **guerre d'Algérie** déclenchée en **1954**, Conférence de **Bandung** de **1955**, **pression** exercée par les superpuissances et l'**ONU** en faveur de l'indépendance.

La France, le **23 juin 1956**, revoit sa politique coloniale basée sur l'assimilation en votant une **loi cadre** dite loi **Gaston Defferre** (du nom du Ministre français d'Outre Mer). Cette loi, conçue avec l'aide de **Houphouët-Boigny (1905-1993)**, introduit le **suffrage universel** dans chaque territoire qui a son **Assemblée** et son **exécutif local** ou **Conseil de Gouvernement** présidé par le **Gouverneur**. Le Gouverneur général devient Haut Commissaire. La loi cadre a pour conséquence la suppression des fédérations de l'**AOF** et de la l'**AEF** et la division de la classe politique africaine entre **fédéralistes** (**Senghor**, **Modibo Keïta**) et **territorialistes** (**Houphouët-Boigny**, **Léon M'Ba**).

L'émiettement politique qui en résulte a été considéré par **Senghor** comme une voie à la « **balkanisation** » de l'Afrique occidentale.

Aux élections de **1956**, le **BDS** triomphe. **Mamadou Dia** est nommé **vice-président du Conseil de Gouvernement**. Il décide de transférer la capitale de **Saint-Louis** à **Dakar** en **1957**.

Le **BDS**, dans une dynamique d'élargir les bases du parti, procède à une série de fusions : avec l'**UDS** de **Thierno Bâ** et **Abdoulaye Guèye** pour devenir **BPS** et avec le **PSAS** de **Lamine Guèye** pour donner l'**UPS**.

Par ailleurs, le retour de **De Gaulle (1890-1970)** au pouvoir en **juin 1958** pour régler la question coloniale précipite l'évolution politique de l'Afrique noire française. En effet, il élabore une nouvelle **Constitution** qui établit une **Communauté** entre la France et ses colonies qui deviennent des républiques autonomes. Un referendum sur ce projet est organisé le **28 septembre 1958**. Le

Sénégal vote massivement en faveur du « oui » qui l'emporte à **97 %**. Dès lors, la **République du Sénégal est proclamée le 25 novembre 1956** : c'est la période de l'autonomie interne.

Pour limiter la menace de la « **balkanisation** » qui pèse sur l'**AOF**, Senghor tente de reconstituer une nouvelle fédération. Mais seul le **Soudan français** a répondu à son appel en **janvier 1959** donnant naissance à la **Fédération du Mali** qui reste dans la Communauté avec comme président Modibo **Keïta**, vice-président Mamadou **Dia**, président de l'Assemblée fédérale Léopold Sédar **Senghor**.

La Fédération du Mali profite de la réunion du Conseil exécutif de la Communauté en décembre **1959** pour exprimer sa volonté d'obtenir l'indépendance. La France cède à cette demande et les accords sont signés le **4 avril 1960**.

Les divergences politiques entre les leaders finissent par entraîner l'implosion de la Fédération dans la nuit du 19 au 20 août 1960. Le Sénégal proclame son indépendance le 20 août 1960 avec comme Président de la République Senghor et comme Président du Conseil Mamadou Dia.

III. LA DECOLONISATION DE LA GUINEE-BISSAU ET DE L'ANGOLA

Les possessions portugaises d'Afrique furent : la **Guinée-Bissau**, l'**Angola**, l'archipel du **Cap-Vert**, **Sao Tome et Principe**, **Cabinda**, **Saint Jean-Baptiste de Ouidah**. Première nation coloniale à prendre contact avec l'Afrique noire, le Portugal sera la dernière puissance à quitter ses colonies. Cette décolonisation tardive prendra, le plus souvent, l'aspect d'une guerre de libération nationale dans un cadre d'affrontement idéologique entre l'Est et l'Ouest, dépassant ainsi la seule lutte anticoloniale.

1) La situation coloniale et la politique du Portugal

L'occupation portugaise se limitait d'abord aux côtes pour les besoins de la **traite négrière atlantique** à destination du **Brésil**. Cependant, la seconde Conférence coloniale de **Berlin (1884-1885)** fit de l'occupation effective une condition indispensable du statut colonial. C'est pourquoi

le Portugal allait encourager une forte immigration vers les colonies afin de les préserver des ambitions britanniques : **9 000 Portugais s'installent en Angola en 1897.**

En fait, le Portugal entendait mener une politique d'**assimilation**. Jusqu'en **1961**, l'immense majorité des autochtones d'Angola, de Guinée, du Mozambique n'avaient pas tous les droits des citoyens de la métropole. La **loi coloniale de 1933** avait accordé le statut de l'indigénat : « **Sont considérés comme des indigènes... les individus de race noire ou leurs descendants qui sont nés ou vivent habituellement dans la province et ne possèdent pas encore l'instruction et les habitudes personnelles et sociales sans lesquelles il ne peut y avoir application intégrale du droit public et privé des citoyens** ».

Un Africain pouvait changer de statut et acquérir la citoyenneté portugaise s'il remplissait toutes les conditions suivantes : **avoir 18 ans révolus et parler correctement le portugais ; exercer une profession, un métier ou emploi** assurant à l'intéressé des revenus suffisants pour subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille à sa charge, ou posséder des ressources suffisantes à cette fin ; **être de bonne vie et mœurs, ne pas avoir été inscrit comme réfractaire au service militaire et ne pas avoir déserté.**

Ainsi, l'Africain recevait le statut de citoyen en qualité d'« **assimilado** », une fois ces conditions remplies. Le statut particulier de l'indigénat impliquait qu'il n'était pas « **civilisé** ». En fait, il y a une répartition de la population en deux grandes catégories : les « **civilizados** » (« civilisés ») et les « **nao civilizados** » (« non civilisés »). La partie civilisée de la population regroupait toutes les personnes d'origine européenne (portugais et étrangers) et les Africains reconnus comme « civilisés ». Selon le recensement de **1950**, moins de **1 %** de la population africaine d'Angola était officiellement classée dans la catégorie des « civilisés ».

Le statut de l'indigénat avait également des implications économiques et sociales. L'indigène était soumis au **travail forcé** pour le compte de l'Etat ainsi qu'à la **culture obligatoire du coton**. De même, il **ne pouvait acquérir des titres de propriété foncière**.

Le Portugal refuse de prêter attention à l'évolution des événements en Afrique et reste donc au dehors des mouvements anticoloniaux nés de la guerre. En novembre **1960**, une déclaration

officielle précisait : « Nous ne sommes pas en Afrique comme tant d'autres. Nous continuerons comme par le passé notre politique d'assimilation. Pour cela, il nous faut être ce que nous avons toujours été et nous ne changerons pas ». Devant cette volonté de ne rien changer et comme aucune action légale n'était possible, la lutte armée va s'engager dans la plupart des colonies notamment en **Angola** et en **Guinée-Bissau**.

2) La décolonisation de la Guinée-Bissau

a) La lutte pour l'indépendance

La Guinée-Bissau était la plus pauvre des colonies portugaises sur le continent africain. Le régime du **Dr Antonio De Oliveira Salazar (1889-1970)** considérait la Guinée-Bissau comme une colonie d'exploitation mercantile. La population bissau-guinéenne est peu dense. Elle compte plusieurs ethnies (Peuls, Balantes, Mandjacks) qui pratiquent essentiellement l'agriculture. C'est pourquoi en **1954**, **Salazar** fit une distinction entre la population non civilisée et les « **assimilados** », sachant lire et écrire le portugais. Ces derniers représentaient **0,39 %** de la population totale.

Le **19 mars 1956**, le **Partido Africano da Independancia da Guiné a Cabo Verde (Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert : PAIGC)** vit le jour sous forme d'un mouvement clandestin ayant son siège hors de Guinée-Bissau. A partir de cette date, plusieurs grèves furent organisées par les travailleurs revendiquant des augmentations de salaires.

Le **PAIGC** est fondé par **Amilcar Cabral (1921-1973)** qui fit des études d'agronomie au Portugal et devint en **1952** fonctionnaire en Guinée. Jugé dangereux, il est affecté en Angola. Lors d'un de ses retours à Bissau, il crée ce mouvement avec cinq camarades dont son demi-frère **Luiz de Almeida Cabral** et **Aristides Pereira**.

Le **PAIGC** va s'orienter rapidement vers la lutte armée suite à deux événements majeurs :

- en **1957**, la **Police intérieure de la Défense de l'Etat (PIDE)** ou Police secrète portugaise s'installe à Bissau. La répression allait s'accroître en conséquence ;

- le **3 août 1959**, les autorités ouvrirent le feu sur les dockers en grève de **Pidgiguiti**. Cinquante **(50)** personnes furent tuées et un grand nombre de blessés, tandis que d'autres étaient arrêtées.

Aidé par **Sékou Touré**, **Amilcar Cabral** fonde à **Conakry** en **1960** une école de cadres et des bases d'entraînement. Trois ans après, le **PAIGC** emploie la tactique qui consiste à créer des « **zones libérées** » à l'intérieur desquelles on installe un embryon d'administration, des écoles, des hôpitaux... En **1970**, les **5 000** combattants du mouvement ont libéré **2/3** de la Guinée-Bissau, le Portugal gardant le contrôle des zones urbaines grâce à une armée forte de **40 000 soldats**.

Du **2 au 8 avril 1972**, une mission spéciale des Nations unies visite les « **zones libérées** » de Bissau et apprécie les réalisations sociales, sanitaires et éducatives. Ainsi, l'**ONU** considère le **PAIGC** comme « **seul et authentique représentant des populations du territoire** » de Guinée et réaffirme le droit inaliénable de celles-ci à l'indépendance.

Le **20 janvier 1973**, **Amilcar Cabral** est assassiné par un dissident du **PAIGC**. Mais l'**Assemblée nationale populaire** proclame le **24 septembre 1973** l'indépendance de la Guinée-Bissau qui devient très vite membre de l'**OUA** le **20 novembre 1973**. Devant cette situation de fait, le Portugal va négocier un désengagement avec les leaders du **PAIGC**.

b) Le coup d'Etat au Portugal et ses conséquences

Le **25 avril 1974**, le coup d'Etat du mouvement des forces armées (qui est le fait de jeunes officiers) renverse le gouvernement de **Marcelo Caetano (1906-1980)** (« **révolution des Œillets** ») et met fin au régime dictatorial du Portugal. Le mot d'ordre est : « **Démocratie chez nous, décolonisation en Afrique** ».

Le **PAIGC** accepte d'aller négocier à Londres à partir du **25 mai 1974**. Mais deux problèmes subsistent :

- le mouvement veut l'indépendance immédiate alors que le Portugal veut procéder par étapes ;

- les Portugais veulent dissocier la Guinée-Bissau du Cap-Vert alors que, pour le PAIGC, la lutte du Cap-Vert est inséparable de celle de la Guinée.

Après l'échec de la rencontre de Londres, un nouveau gouvernement s'installe au Portugal le **13 juillet 1974**. Les négociations reprennent à Alger. **Kurt Waldheim** (né en **1918**, 4^e SG des Nations unies de **1972** à **1981**), secrétaire général de l'ONU, effectue le déplacement au Portugal le **29 juillet**. Finalement, le **10 septembre 1974**, à Lisbonne, l'acte reconnaissant formellement l'indépendance de la Guinée-Bissau a été signé.

NB : Le cas de l'archipel du Cap-Vert : Le Cap-Vert n'a pas connu de résistance armée et était proche du Portugal à cause de sa population et de sa géographie. Les mouvements étaient favorables à une indépendance séparée et à une coopération avec le Portugal. Le **21 décembre 1974**, suite à un accord entre le **PAIGC** et le Portugal, l'indépendance est fixée au **5 juillet 1975**.

3. La décolonisation de l'Angola

a) Une colonie d'exportation

Le Portugal est une métropole sous-développée qui a expérimenté un système d'administration directe en mettant en place un appareil administratif dirigé par des colons et des infrastructures pour exploiter les richesses minières (fer, diamant, pétrole, etc.).

Sur le plan juridique, l'Angola devient un département depuis la **Constitution de 1933**. Les nombreux avantages accordés aux colons (de bonnes terres) expliquent leur afflux de plus en plus important (**35 000** entre **1900** et **1950**). Cette minorité de colons portugais exploite la majorité des indigènes qui sont considérés comme des sujets subissant le travail forcé. Cette population non assimilée s'opposait à une minorité de métis considérés comme assimilés ou « **assimilados** » (**30 000**) parce que sachant lire et écrire le portugais (citoyens portugais). Les **non assimilés**, qui sont victimes de l'injustice et de l'arbitraire du système colonial, vont s'organiser dans le cadre de mouvements nationalistes pour réclamer l'indépendance de leur pays.

b. Naissance et évolution des mouvements nationalistes

Les mouvements nationalistes, longtemps étouffés par les pesanteurs d'un système colonial rigide, se réveillent à partir des années **1950**. Parmi ceux-ci, on peut noter : - le **MPLA** (Mouvement populaire de Libération de l'Angola), créé en **1956** par **Mario Do Andrade (1928-1990)** et dirigé par **Agostino Neto (1922-1979)**. Ce mouvement d'orientation communiste réclame l'indépendance ;

- le **FNLA**, fondé en **1962**, est dirigé par **Roberto Holden**. Ce mouvement, d'orientation libérale, réclame l'indépendance ;

- l'**UNITA**, fondée en **1966**: ce mouvement est né d'une scission du **FNLA**. Il est dirigé par **Jonas Savimbi**.

c. La guerre d'indépendance

Devant l'entêtement du Portugal qui n'entrevoit aucune évolution politique de ses colonies, les mouvements nationalistes engagent la lutte armée par des attaques de planteurs portugais et des attentats urbains.

Le gouvernement portugais, dirigé par le dictateur Salazar refuse la voie de la négociation et cherche à écraser la répression de la lutte armée qui se poursuit jusqu'en 1974.

Le nouveau régime mis en place par le **général Spínola** (le **25 avril 1974**, à la suite du coup d'Etat (« **révolution des Œillets** »)) marque un tournant dans la décolonisation portugaise. Ce gouvernement, ayant pris conscience de l'irréversibilité de la décolonisation, engage des négociations avec les mouvements qui débouchent sur les **accords d'Alvor** le **15 janvier 1975** qui prévoient la mise en place d'un gouvernement intérimaire devant conduire le pays à l'indépendance.

Mais en **mars 1975**, la décolonisation angolaise subit l'implication de la guerre froide qui s'exprime par l'immixtion des forces étrangères : le **MPLA** soutenu par l'URSS et Cuba, le **FNLA** appuyé par le Zaïre, les USA et l'Angleterre, l'**UNITA** par l'Afrique du Sud.

Le 11 novembre 1975, l'Angola proclame son indépendance qui sera vite suivie par une guerre civile remportée par le MPLA grâce à l'aide militaire soviétique et d'un contingent

de 400 000 Cubains. Mais cette victoire est vivement contestée par l'UNITA de Jonas Savimbi appuyé par les Occidentaux. Sa mort en février 2002 a mis fin à la rébellion. Ainsi le 4 avril 2002, un accord de paix est signé prévoyant l'intégration des armées rebelles inaugurant une nouvelle ère de paix pour un peuple longtemps déchiré.

Conclusion

L'accession à l'indépendance de la **Gold Coast** en **1957** a été facilitée par l'Angleterre qui a fait preuve d'une grande souplesse. Trois ans plus tard, le **Sénégal** obtient son indépendance (**1960**). Ce retard résulte de l'attentisme d'une élite modérée qui a tardé à la revendiquer.

L'indépendance de la **Guinée-Bissau** (**1974**) et celle de l'**Angola** (**1975**) ont été plus tardives. L'entêtement de la métropole portugaise, par son immobilisme, a poussé les mouvements nationalistes à prendre l'option de la lutte armée pour arracher leur indépendance de leur main.

LES CIVILISATIONS NEGRO-AFRICAINE

Il s'agit ici des civilisations de l'Afrique noire, disséminées dans la zone intertropicale. Il s'y est développé des civilisations originales : « L'Afrique est une boîte à conserve des anciennes civilisations ». Par cette affirmation, l'historien allemand Frobenius faisait allusion à cette coexistence de couches culturelles qui présentent en leur sein des éléments témoignant d'anciennes influences. Mais ces civilisations n'ont pas su résister au phénomène colonial.

1- LES CONDITIONS GEOGRAPHIQUES

Elles sont relativement peu favorables. Elles ont façonné l'implantation humaine et déterminent des genres de vie. Le rôle du relief est peu important ; c'est surtout le climat qui est prédominant. La zone intertropicale où le trait essentiel est la chaleur (+20° en moyenne) est la plus accueillante à l'homme. Dans les forêts équatoriales, l'atmosphère est insalubre, les sols médiocres, pullulent des microbes, la vie est au ralenti.

2- LA FORMATION DU PEUPLEMENT

La présence humaine remonte à la préhistoire. C'est le berceau de l'humanité. L'origine des populations est encore très mal connue. Certaines populations primitives subsistent encore tels que les Pygmées, les Hottentots et les Bochimans. Les vagues successives des migrations partiront du Nil supérieur vers l'Ouest et le Sud dans les zones alors humides du Sahara et de la Mauritanie. Ces migrations sont à la source d'une extrême complexité ethnique surtout dans les zones de passage.

On peut distinguer cinq sous-races noires : les guinéens, types moyens, les soudanais plus grands, les nilotiques, les congolais petits, les sud africains de coloration moins marquée (Zoulous). A ceux-ci s'ajoutent les peuples métissés : Ethiopiens et Peuls.

La diversité linguistique est très importante : seize familles principales de langues, 700 dialectes environ au total.

3- LES GENRES DE VIE ET LES TECHNIQUES

➤ L'agriculture extensive ne permet qu'une alimentation déficiente. Le travail de la terre se fait partout sans engrais. Les rendements sont très faibles et le sol est préparé par « un feu de brousse ». L'agriculture négro-africaine traditionnelle est une symbiose qui unit les humains, utilisateurs du sol, aux êtres invisibles, qui sont les véritables propriétaires. L'élevage est étroitement dépendant des conditions climatiques. Les peuples pasteurs (peuls) sont nomades. Leur alimentation provient pour l'essentiel du produit des troupeaux.

➤ L'habitation et le vêtement varient suivant la région et le climat. Dans toute la zone nord soudanaise, c'est la maison quadrangulaire d'argile qui domine. En forêt, la maison est le plus souvent végétale. Le village est le vrai centre de la vie collective. Le vêtement dépend du climat, du genre de vie et de la religion.

➤ L'alimentation est presque toujours déséquilibrée et déficiente. En Afrique noire l'alimentation est pauvre, les famines ne sont pas rares et les disettes temporaires. Les africains tiraient leurs subsistances de leurs plantations et de la cueillette à l'exception

des pêcheurs (poissons frais et fumés) ou des éleveurs (lait). La viande a joué un rôle très faible dans l'alimentation en Afrique. Divers interdits concernaient l'alimentation.

➤ Les artisans occupent une place à part au sein de la société. Le forgeron est le principal technicien (secret de la métallurgie), il est selon les populations ou bien honoré ou bien méprisé mais toujours craint.

Il existe une répartition des activités techniques suivant le sexe. La femme ne travaille jamais le fer, les métaux précieux, le bois. Mais les deux sexes se partagent le travail de l'argile, des matières colorantes et de la laine.

4- L'ORGANISATION SOCIALE POLITIQUE, ECONOMIQUE, RELIGIEUSE ET ARTISTIQUE

☞ **La société africaine traditionnelle** est essentiellement communautaire. La solidarité joue entre les membres d'un même groupe, tous sensibles à leur commune appartenance. C'est dans le groupe que le noir trouve son équilibre. Il se sent heureux au milieu des rythmes de vie collective. Isolé, il perd une partie de sa confiance en soi.

- La cellule de base est la communauté familiale. Il s'agit de la grande famille ou famille étendue composée de la réunion des descendants d'un même ancêtre vivant dans le même lieu et formant une communauté économique (communauté de travail, de production et de consommation). Le chef est le plus ancien et tire son autorité du fait qu'il est considéré comme mandataire des ancêtres. Le pouvoir se transmet de frère à frère dans l'ordre de naissance.

- L'intégration à la vie se fait par l'intermédiaire de rituels appelés « initiation ». L'enfant ne fait pas partie réellement du groupe avant la puberté. L'appartenance à une classe d'âge est liée à une commune initiation. C'est une école de vie, marquée par des épreuves à l'occasion d'une retraite dans la brousse, dans un bois sacré, les épreuves physiques les plus pratiquées en Afrique noire sont la circoncision (garçons) et l'excision (filles) Tous les humains appartenant à la même classe d'âge sont unis toute leur vie par des liens puissants.

☞ **L'organisation politique africaine** est variée. Certaines sociétés ne vivent que dans le cadre du clan. D'autres forment des tribus (ensemble de clans) dirigées par un chef dont l'autorité est religieuse. Les assemblages de tribus forment des royaumes à la tête desquels se trouve un roi, personnage sacré. L'État est par le fait même théocratique et la société hiérarchisée : aristocrates, lettrés, gens de commun, esclaves. Les conseils ont tenu une place importante dans la vie politique jusqu'à la colonisation.

☞ **Les structures économiques** : la propriété au sens occidental du terme n'existe pas. La terre est la possession de la communauté villageoise. Les échanges ont pour fonction de manifester des liens sociaux. Exemple : la dot, les dons. L'Afrique connaît les principes du marchandage et de la monétarisation, mais la fixation des prix est souvent étrangère à toute rationalité. Le commerce se heurte à de multiples impératifs dont les interdits (lait, viande de porc, bière, vêtements). Chaque société contraint ses membres à consommer certains produits : hécatombes de moutons aux fêtes, consommation de noix de cola etc.

☞ **Les fondements religieux** : L'importance des croyances et du sacré dans les sociétés africaines est supérieure à celle des autres sociétés. La conception du monde de l'Afrique noire est imprégnée de religion et de magie. Les religions sont multiples. Les puissances invisibles sont nombreuses : les totems, les mânes ou cultes des ancêtres, les divinités responsables de l'ordre ou du désordre de l'Univers. Les cultes sont réglés avec minutie, rien n'est laissé au hasard. on trouve parfois des cycles rituels. Les rites sont effectués dans les lieux particuliers où séjournent les puissances invisibles. Les religions de l'Afrique noire, longtemps très mal connues, étaient considérées comme des pratiques fétichistes sans grande portée. Les confréries regroupent autour d'un personnage central quelques centaines de fidèles. Ces confréries sont hiérarchisées et la discipline qui y règne est stricte.

☞ **La création artistique et littéraire** : l'Afrique noire mêle le plus souvent les genres. Ses chansons et même ses contes sont dramatisés, mimés,

chantés et souvent appuyés par la musique. Il s'agit d'arts littéraires plutôt que de littératures. Ce sont les griots qui sont les récitants en Afrique Occidentale. Cette littérature orale est souvent « engagée ». Elle exprime les idéaux du groupe ou fait la satire sociale.

Dans les sociétés africaines, le créateur exprime le consensus profond du groupe. Il traduit le sentiment commun du groupe surtout dans la sculpture et la décoration.

5- EVOLUTION DU MONDE NEGRO-AFRICAIN

5.1 - L'IMPACT DE L'ISLAM

Dès les premiers siècles de son expansion, l'Islam a investi l'Afrique noire par l'infiltration pacifique des caravaniers commerçants et aussi par l'action conquérante des confréries guerrières ou maraboutiques.

En Afrique Occidentale par exemple, le mouvement almoravide a aidé au XI^e siècle à la propagation de l'Islam puis suit la phase pacifique des empires du Ghana, du Mali, du Songhaï, ensuite vient la phase conquérante du XIX^e siècle avec les peuls et les toucouleurs, enfin la phase pacifique du début du XX^e siècle animée par des marabouts ou Cheikh confrériques ayant une ascendance morale et spirituelle sur les adeptes. Les principales confréries sont la Qadriya, la Tidjania, le Mouridisme, le Hamallisme (Mali).

La simplicité du message (la Shahada, les 5 prières quotidiennes, le jeûne, la zakat, le pèlerinage), sa morale accommodante avec les coutumes africaines (polygamie, circoncision, rôle du marabout en tant que directeur de conscience) expliquent le succès en Afrique. L'Islam a introduit la culture et le tissage du coton, condamné l'usage de la viande de porc, de boire du vin, favorisé l'élevage du mouton, le trafic de la cola. Sur le plan social, l'Islam va contribuer à combattre l'existence de castes, à prôner la solidarité mutuelle (Zakat). Sur le plan politique, on notera l'apparition de théocraties où l'Almamy concentre entre ses mains le pouvoir temporel et spirituel. Des pratiques tirées de la constitution coutumière (matriarcat, héritage, problèmes de ménage etc.)

5.2 - L'IMPACT DE DU CHRISTIANISME ET DE LA COLONISATION

L'influence du christianisme est surtout visible au sein des populations urbanisées. Il fait dire que son impact se confond avec celui de la colonisation. Le rattachement de l'économie africaine à celle de l'Europe au XIX^e et XX^e siècle a eu de multiples conséquences :

☞ **L'introduction de la monnaie** : les paysans, pour payer l'impôt et acheter de nouveaux produits manufacturés ont privilégié les cultures commerciales au détriment de cultures vivrières.

☞ **La construction de voies de communication** : elle est commandée par un besoin de collecter et drainer les produit agricoles et miniers de l'intérieur vers les ports. Cet équipement n'a pas visé un développement d'ensemble équilibré de toute une région.

☞ **Les transformations sociales** : elles se manifestent à travers plusieurs aspects.

- Augmentation numérique de la population qui résulte des progrès médicaux,
 - Grande mobilité de la population attirée par les plantations, les ports, les usines et développement de l'urbanisation facilité par les voies de communication.
 - Inégalités sociales : en milieu rural, le travail communautaire fait face à l'appropriation individuelle de la terre ce qui permet au plus actifs d'être plus riches que les autres ; en milieu urbain, c'est l'émergence de la bourgeoisie riche et des prolétaires aux conditions de vie misérables.
 - Eclatement des anciens cadres sociaux dans les villes qui a soustrait les individus aux coutumes tribales et a entraîné la détribalisation. La grande famille traditionnelle élastique tend à se fractionner en ménages indépendants. Un fossé se creuse entre ruraux et citadins, entre jeunes et anciens. Les jeunes sans fortunes dans les villes restent célibataires pendant longtemps et la femme est devenue un objet que l'on achète.

☞ **La détérioration des termes de l'échange** : les pays anciennement colonisés fournissent au marché mondial des produits de base dont les cours varient énormément

et les prix très bas en raison de la surproduction alors qu'ils achètent des produits manufacturés de plus en plus chers.

CONCLUSION : Les civilisations négro-africaines ont été largement entamées au nord par l'influence de l'Islam depuis le XI^e siècle et par celle de l'occident depuis la fin du XIX^e siècle. Malgré les assauts répétés de la civilisation occidentale par le biais des médias, les civilisations négro-africaines connaissent un regain de vitalité et d'intérêt par le souci de préservation par les populations africaines de leurs valeurs de civilisation, leur identité culturelle.

LA CIVILISATION MUSULMANE

Introduction

Né dans la péninsule arabique au **VII^e siècle**, l'islam est l'une des trois grandes religions révélées. Cette nouvelle religion, qui s'inscrit dans la lignée de ses prédécesseurs, est prêchée par le prophète **Mohamed** de **610** à **632**. A sa disparition, ses successeurs se sont employés à propager l'islam à travers le monde qui compte actuellement une large communauté d'environ **un milliard d'adeptes**. Cette religion, avec son **dogme** et son **culte** qui en sont les fondements propose à l'homme un véritable code de conduites socio-politico-économiques faisant partager aux musulmans une m[^]me civilisation.

1. NAISSANCE DE L'ISLAM

L'islam, comme le judaïsme et le christianisme, est né au Proche-Orient, précisément en **Arabie**, péninsule désertique située entre la mer Rouge et le golfe Persique.

1.1. L'Arabie préislamique

Avant l'avènement de l'islam, l'Arabie était peuplée d'éleveurs nomades, guerriers et pillards qui se faisaient continuellement la guerre.

Sur le **plan politico-social**, il y avait une anarchie ordonnée avec la cohabitation de différentes tribus dont celle des Quraysh, à laquelle appartient le prophète qui est l'une des plus puissantes à **La Mecque**. Sur le **plan économique**, les activités reposaient sur l'élevage nomade, sur l'agriculture d'oasis et sur le commerce avec la Syrie et la Palestine.

La plus grande ville, La Mecque, était une métropole à la fois commerciale et religieuse qui, chaque année, abritait une grande foire où étaient échangés les produits matériels et immatériels.

1.2. Le contexte historique

Au moment où l'islam commençait à prendre forme, le monde était plongé dans une situation de décadence générale et profonde. Les plus grands empires de l'époque (**Byzance** et la **Perse**) étaient dans une phase de désintégration avancée. Leurs peuples, victimes de la tyrannie, de l'arbitraire, de l'intolérance des chefs, attendaient impatiemment le libérateur.

1.3. Mohamed et la naissance de l'islam

Il est né vers **570** à La Mecque. Il appartient au clan des **Banou Hâchim**, de la tribu des **Quraysh**. Fils de **Abdallah** et de **Amina**, Mohamed a eu une enfance assez difficile : morts de son père avant sa naissance, de sa mère en **577**, de son grand-père **Abu Mutalib** deux ans après. Il se retirait dans la grotte du **Mont Hira** pour noyer son angoisse métaphysique. En méditant au cours d'une de ses retraites, l'**ange Gabriel** lui révéla sa mission en **610**. Il avait alors **40 ans**. Il commença alors à prêcher mais, devant l'hostilité croissante et la persécution des Mecquois, il dut s'exiler à Médine en **622**. Cette date, appelée **Hégire**, marque le début de l'ère musulmane.

A Médine où il fut bien accueilli, il forma la **Umma** et le premier Etat musulman fondé sur le seul lien religieux, Mohamed déclenche la **guerre sainte (Jihad)** contre La Mecque par la victoire de **Badr** en **624**, la défaite d'**Uhud** en **625**, la victoire de **Khandaq** en **627**. En **630**, Mohamed et ses fidèles prennent d'assaut La Mecque qui est conquise. En **632**, le prophète effectue son pèlerinage d'adieu car il s'éteint la même année à Médine le **8 juin**.

2. LE CORAN ET LES FONDEMENTS DE L'ISLAM

L'enseignement de Mohamed s'appuie sur le **Coran** qui est la base de la loi, de la morale et du droit de l'acceptation du dogme et de la pratique du culte.

2.1. Le Coran (récitation)

C'est le livre de la révélation qui compte **114 sourates** et **6 211 versets**. Il est descendu en fragments en **23 ans** (de **610** à **632**). Ce texte a été rassemblé par le calife **Ousmane** en **653**. La tradition prophétique, appelée **sunna** est un ensemble de **hadiths** qui constituent un précieux appoint du Coran.

2.2. Les fondements de l'islam

- Le dogme : c'est la base de la religion. Il s'articule autour de **5 principes fondamentaux** :
 - la **croissance en un Dieu unique** ;
 - la **croissance aux anges** ;
 - la **croissance à tous les prophètes** ;
 - la **croissance aux livres révélés** ;
 - la **croissance au jour de la résurrection**.
- Le culte : il repose sur 5 piliers fondamentaux.
 - la **profession de foi (shahada)**, consiste à reconnaître qu'il n'y a de divinité que Dieu et Mohamed est son prophète.
 - la **prière rituelle (salât)** : Elle se fait **5 fois par jour** dans la direction de la Kaaba.
 - le **jeûne** : l'observation d'un mois de jeûne (**ramadan**) permet aux musulmans de vivre le calvaire de la faim pour mieux les sensibiliser à la solidarité aux nécessiteux.
 - l'**aumône légale (zakat)** : c'est l'aumône légale qui permet de purifier nos biens : animaux, récoltes, économies annuelles. On prélève un certain pourcentage pour manifester notre solidarité envers les croyants plus démunis.
 - Le **pèlerinage à la Mecque** : Il ne revêt aucun caractère obligatoire. Le fidèle qui en a les moyens licites peut se rendre à la Mecque pour entrer en communion avec

la communauté musulmane. Pendant un mois, il peut vivre sa condition primaire d'homme. Le président, le paysan, le professeur, l'élève, le prince se débarrassent de tous traits distinctifs de leurs conditions sociales pour revêtir le même uniforme, pour exécuter les mêmes rites.

En dehors de toutes ses obligations canoniques, le musulman doit observer certaines prescriptions comme l'interdiction de consommer de l'alcool, de la viande de porc, de pratiquer des jeux de hasard, l'usure, le vol, la relation sexuelle en dehors du mariage, l'adoration des idoles, etc.

Nous venons de Lui et nous retournerons à Lui et c'est pour cette raison que nous rendrons compte à Dieu de tous nos actes.

3. LA CONSTITUTION DU MONDE MUSULMAN

3.1. La diffusion de la conquête

Peu avant sa mort du prophète, l'islam avait commencé à se répandre en Arabie. Mais c'est après sa mort que commença l'expansion véritable de l'islam. Sous les règnes des 4 califes orthodoxes, **Abu Bakr (632-634)**, **Omar (634-644)**, **Ousmane (644-656)** et **Ali (656-661)**, la conquête a pris trois directions :

- Vers le nord, la **Syrie** et la **Palestine** sont conquises entre **635** et **640**.
- Vers l'ouest, l'**Egypte** est conquise en **639** puis la **Cyrénaïque** (Libye).
- Vers l'est, la **Mésopotamie** et la **Babylonie** (en Irak et en Perse) sont conquises entre **637** et **642**.

A la mort de Ali en **661**, **Muhawiyya** devint calife et instaura la **dynastie Omeyyade**. En **750**, la **dynastie Abbasside** prend le relais puis est renversée en **1258** par les **Mongols**.

Un siècle après la mort du prophète, l'islam s'était taillé **un vaste empire** s'étendant de l'Espagne à l'ouest jusqu'en Chine à l'est et de l'Atlantique en Afrique à l'Indus en Asie.

3.2. La diffusion par la voie pacifique

La fin de la conquête militaire n'a pas signifié l'arrêt de la diffusion de l'islam. Celle-ci a continué à se faire par diverses voies pacifiques. Dans les pays non conquis d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, les conversions se sont faites par un long contact avec les marchands musulmans par le biais du **commerce transsaharien** du XI^e au XVI^e siècle et plus tard au XIX^e siècle, grâce au rôle actif des marabouts dans le cadre des confréries. Au XX^e siècle, la méthode de la persuasion, initiée par de grands érudits comme **Cheikh Ibrahima Niasse**, a recueilli l'adhésion massive de populations à l'islam.

4. LA CIVILISATION MUSULMANE

Les musulmans ont élaboré progressivement une civilisation faite de synthèses dynamiques des apports pluriels de peuples conquis.

4.1. Sur le plan politique

La prise du pouvoir doit être soumise à l'approbation populaire (**Ijma**), fondement de la démocratie. Le **calife** est le **guide religieux** et **politique**. Il est assisté par des **émirs** (chefs militaires) et les **imams** (guides religieux). Les lois sont discutées par les **oulémas**, interprétées par les **muftis** et appliquées par les **cadis** (juges).

Aujourd'hui, l'islam offre un éventail large de régimes politiques, depuis les théocraties absolues (Arabie saoudite), en passant par des républiques plus ou moins démocratiques (Syrie), la république (Iran), la monarchie éclairée (Maroc).

4.2. Sur le plan social

L'islam prône le renforcement des liens familiaux et de solidarité communautaire. L'islam tolère certaines pratiques comme la polygamie et favorise l'égalité des hommes avec la recommandation d'affranchir les esclaves. Il accorde à la femme plus de droits (droit à l'héritage, droit de se prononcer sur le mariage, suppression de l'infanticide, participation à la vie économique, sociale et religieuse).

4.3. La cité

C'est le cadre dans lequel s'est développée cette civilisation. La ville s'organise autour de 2 pôles :

- la **grande mosquée**, bien décorée, se trouvant au cœur de la cité et siège de la medersa (collège religieux) ;
- le **quartier des affaires** avec ses **souks** (marchés) et ateliers.

4.4. La vie intellectuelle

Les lettres et les sciences ont connu un développement grâce aux **écoles coraniques** et aux **universités**. La principale langue littéraire est l'**arabe**, à côté du **persan** et du **turc**. C'est une **littérature d'inspiration religieuse**, mais aussi **profane**. Les genres littéraires dominants sont la **poésie**, les **contes** et les **fables**. Le recueil de contes populaires le plus célèbre est celui des **Mille et une nuits**. Grâce aux conquêtes et au commerce, les Arabes ont introduit peu à peu chez eux les techniques chinoises. Ils ont traduit dans leur langue les manuscrits de la **Perse**, de l'**Inde** et surtout de la **Grèce antique**. Ces traductions sont regroupées dans de grandes **bibliothèques**. Ceci leur a permis de mieux se cultiver et de faire avancer la science dans plusieurs domaines. Ainsi, ils fondent l'**algèbre** ; leurs **astronomes**, par l'observation des étoiles, émettent l'idée que la Terre tourne autour du Soleil ; leurs **médecins** parviennent à **ligaturer** (serrer avec un lien) les artères, à **anesthésier** (endormir artificiellement une personne ou une partie de son corps) les malades et à **opérer les yeux**. Enfin, leurs **géographes** comme **Ibn Battuta** ou **Al Moqqadasi** font des descriptions précises sur l'Afrique et l'Asie et dressent de nombreuses cartes.

4.5. La vie artistique

L'art musulman est beaucoup influencé par la Perse, Byzance et l'Égypte. C'est un art **iconoclaste** d'autant plus que l'islam interdit la représentation des êtres vivants. Dans l'**architecture**, les **mosquées** et **palais** sont les principaux témoins. On y voit de grandes salles soutenues par des colonnes (comme en Égypte), des voûtes à coupoles et des **décorations de mosaïques** (comme à

Byzance). Le décor est assuré par des figures géométriques, des phrases du Coran ou des **arabesques** (dessins stylisés de végétaux).

5. L'EVOLUTION DU MONDE MUSULMAN

Environ un **milliard d'individus** forment aujourd'hui la communauté musulmane (**Umma** islamique). Les $\frac{3}{4}$ des musulmans vivent en Asie, dans le reste de l'Afrique et de plus en plus en Europe et en Amérique.

C'est surtout la **conquête mongole** qui a brisé l'unité politique du monde musulman. Au XV^e siècle, les **Turcs ottomans** recréent un empire avec l'Indo-Orient, le Maghreb et l'Europe balkanique qui survit jusqu'à l'expansion européenne. Aujourd'hui, la très nombreuse communauté islamique se divise en plusieurs groupes avec :

- le **groupe arabe** qui va du Maroc à l'Irak,
- le **groupe turc**, des Balkans au Turkestan chinois. Mustapha Kemal y joua un rôle important en réformant l'islam en supprimant le califat ;
- le **groupe indien** : c'est le groupe le plus nombreux. Il reste localisé en Inde et au Pakistan où l'ourdou, langue d'écriture et de vocabulaire et de grammaire indienne est la langue officielle.

5.1. Les tendances historiques

5.1.1. Les sunnites orthodoxes

Ils constituent **90 %** des musulmans, sont soumis aux règles de la **sunna** contenue dans les **hadiths**. Ils sont divisés en **quatre écoles** à cause des interprétations différentes du **fiqh**. Ainsi, on distingue :

- l'école **malékite** fondée par l'imam **Malik Ibn Anas** : elle admet comme source le Coran, la sunna et la coutume médinoise ;

- l'école **hanéfite** fondée par **Abu Hahifa** en **767** : c'est une école qui admet l'analogie et l'opinion personnelle ;
- l'école **chaféite**, fondée par **Al Chafi (767-820)** : elle limite la **sunna** aux seules traditions attribuées formellement au prophète ;
- l'école **hanbalite** fondée par **Ahmad Ibn Hanbal (780-855)** : sa doctrine repose sur le Coran et la **sunna** et rejette toute innovation (**bidda**).

5.1.2. Les kharijites

Ils sont considérés comme les **puritains** de l'islam. Ils refusent l'hérédité du califat car, pour eux, il doit être électif. Ainsi, pour eux, toutes les composantes de la **Umma** sont égales. Ainsi, un esclave peut devenir calife s'il est jugé le plus digne. Ils sont divisés entre eux :

- les **Azraqites** partisans de l'extrémisme et de la lutte armée ;
- les **Najadat** qui prônent la prise du pouvoir par les armes ;
- les **Sufrites** qui condamnent le meurtre politique ;
- les **Ibadites** (de **Abdallah Ibn Ibad**) qui sont intransigeants sur le plan politique et moral mais sont plus souples dans leurs relations avec les autres musulmans.
-

5.1.3. Les chiites

Ce sont les **partisans de Ali (9 % des musulmans)**. Leur doctrine est fondée sur l'**imam** et le **culte des imams**. Ceux-ci doivent être les descendants de **Ali**. Parmi les chiites, on distingue :

- les **imâmites** ou **duodécimains** qui croient au retour de l'**imam caché**, **12^e** descendant de Ali (Iran, Irak, Liban, Pakistan, Inde, etc.) ;
- les **Zaydites**, partisans du **cinquième imam**, proches des sunnites à la différence près que l'imam doit être descendant du prophète et avoir mérité le pouvoir par les armes, son courage et sa piété (Yémen) ;

- les **Ismâiliens** partisans du **septième imam (Ismâïl)**, extrémistes, qui disposent de sociétés secrètes qui opèrent à des recrutements et initient les adeptes (Perse, Syrie, Inde, Egypte). On distingue plusieurs groupes : les **Fatimides** au Caire, les **Qarmates** en Syrie, les **Druzes** au Liban, les **Alaouites** au Maroc, etc.

Malgré les nombreuses disparités, les musulmans adoptent la **même foi** fondée sur la révélation divine à Mohamed. Ils font du **Coran** leur **référence première** et de la **sunna** leur **deuxième source**. Les **cinq piliers** de l'islam sont acceptés de tous et la **langue arabe** est reconnue comme la langue par laquelle **Allah** s'est exprimé. La création de la **Umma** dirigée par un calife est aussi un facteur d'unité.

5.2. Les tendances actuelles

Comme toutes les religions, l'islam a été secoué par la **modernité**. Ainsi, par rapport à celui-ci, se dessinent deux courants principaux, l'un **réformiste** qui veut composer avec elle, l'autre **radical** qui s'en démarque. Pour mieux faire face aux grands bouleversements du XX^e siècle, les musulmans ont préconisé les regroupements.

5.2.1. Le courant réformiste

Ce courant veut composer avec la modernité, c'est-à-dire essayer d'en bénéficier. Ainsi il propose de s'approprier les conditions du succès de l'Europe, notamment sa science et ses techniques. Parmi ses fervents défenseurs, on peut citer l'Afghan Jamak Al Dîn **al Afghani** (1839-1897), l'Indien **Mohamad Iqbal** (1873-1938), le Turc **Mustapha Kemal** qui supprima le califat le **3 mars 1924**, l'Iranien **Mohamad Khatami**.

5.2.2. L'islamisme radical

Son objectif est de résoudre les problèmes de la société par la religion et aussi restaurer l'intégralité des dogmes de la religion musulmane : c'est le **fondamentalisme**. On parle aussi d'**intégrisme**. Les fondamentalistes font une interprétation rigoureuse et intransigeante du Coran, mettent l'accent sur la **guerre sainte** (comme le mouvement **Frères Musulmans**, fondé en

1927 en Egypte par **Hassan El Banna**), sont hostiles à la science, au progrès, à l'émancipation des femmes et rejettent la laïcité (c'est le cas des **Ayatollahs** d'Iran).

5.2.3. Les tentatives actuelles d'union du monde musulman

Pour mieux sauvegarder leurs intérêts dans un monde en perpétuelle mutation et garder l'unité entre eux, les musulmans ont créé des organisations comme la **Ligue arabe** (22 mars 1945), l'**Union du Maghreb arabe (UMA)**, le 17 février 1989, et l'**Organisation de la Conférence islamique (OCI)**. Cette dernière, plus large, a pour objectifs de défendre la cause musulmane dans le monde avec comme principal symbole la **libération de Jérusalem**, de développer la tolérance, l'unité et la coopération entre les Etats musulmans. Il s'agit aussi de promouvoir le dialogue de l'islam avec le monde, notamment avec les chrétiens (**dialogue islamo-chrétien**).

Conclusion

L'islam a apportée à la terre anarchique et païenne d'Arabie une **civilisation**. Prophète de cette région, **Mohamed**, grâce à ses innombrables qualités et son inspiration divine, a pu **substituer au désordre établi un ordre nouveau qui s'est propagé sur une bonne partie du monde**. Cet ordre nouveau, enrichi de différentes cultures qu'il a traversées et civilisations qu'il a façonnées, a imprégné l'histoire de l'humanité. En déclin depuis l'expansion européenne, l'islam amorce aujourd'hui une renaissance dont les manifestations ne sont pas toujours comprises des Occidentaux.

Géographie

Leçon 1 : Le système-monde : des espaces interdépendants

Introduction

Le monde est de plus en plus considéré comme un système c'est-à-dire un ensemble organisé d'éléments et d'interactions entre les éléments. Le système-monde est une expression caractérisant l'espace mondial comme un ensemble fonctionnant en système dans lequel un nombre croissant d'hommes et d'espaces sont mis en relation. Ce système implique des relations d'interdépendance entre les différents espaces, ce qui favorise la formation d'espaces-blocs pour pallier les effets néfastes de l'interdépendance et de la mondialisation.

I-L'organisation du système-monde ou mondialisation

La mondialisation est un ensemble de relations qui mettent en contact les différents espaces géographiques qui constituent le monde : pays riches de la Triade, NPI, pays pauvres, etc.

Les moyens de communication y jouent un rôle décisif, accélérant les flux de toutes natures.

Le système-monde repose sur des logiques d'intégration pour certains espaces, de marginalisation pour d'autres, provoquant à différents échelles des fragmentations territoriales et sociales croissantes.

1-Les espaces moteurs de la mondialisation

1-1 Un centre dominant : les centres d'impulsion de l'espace mondial

Les pays de la Triade organisent la mondialisation. Le concept de triade définit les trois pôles de l'économie mondiale : Etats-Unis/Japon, UE et Japon. Ces pôles constituent les trois centres de l'oligopole mondial. Cet ensemble tripolaire concentre 70 % de la production mondiale, 90 % des opérations financières s'y décident, 80 % des nouvelles connaissances s'y élaborent et 80 % des échanges marchands s'y produisent.

A la puissance économique vient s'ajouter le pouvoir d'influence que constitue la maîtrise des productions culturelles, dominées par les Etats-Unis. La Triade est le cœur et le nerf de la mondialisation.

1-2 L'archipel métropolitain (mégapolitain) mondial Une ville mondiale est une ville qui a la capacité d'exercer une influence au niveau mondial. Certains auteurs parlent aussi de villes globales.

La notion de ville mondiale ou globale ne repose pas uniquement sur des critères quantitatifs (le nombre d'habitant ou la valeur de la production), mais aussi et surtout sur le rôle joué dans le fonctionnement du système-monde (localisation des postes de direction de l'économie mondiale, concentrations d'activités du tertiaire supérieur, etc. ;).

On appelle archipel mégapolitain mondial, l'ensemble des villes et espaces urbains qui, organisés en réseaux, structurent et dirigent le monde. L'AM A rassemble donc à la fois les villes de la Triade et les villes importantes situées dans les périphéries et qui sont dans leur sillage (Sao Paulo, Mexico, Bombay, Shanghai, Johannesburg...).

2-Les espaces périphériques : des périphéries multiples

Par opposition aux pôles de la mondialisation, les périphéries se caractérisent par un niveau de développement faible, par la faiblesse de leur autonomie de décision et de leur production. Elles occupent le rôle de fournisseurs de main-d'œuvre et de produits primaires dans la division internationale du travail (DIT: répartition entre différents pays des tâches de décision, de conception et de réalisation qui aboutissent à la production d'un bien ou d'un service).

On distingue :

-Les périphéries intégrées ont une participation acceptable au système-monde. Parmi ces périphéries, certaines sont dites « associées » et participent aux activités du centre par les investissements reçus, les flux d'échanges et le développement assuré. C'est le cas des NPI .D'autres dites « exploitées », entrent plus ou moins dans les circuits économiques, soit à cause de leurs ressources (pays pétroliers...), soit en raison de leur main-d'œuvre bon marché et experte (Asie du Sud-est...)

-Les périphéries marginalisées sont peu intégrées au marché mondial et souffrent d'importants retards de développement .Il s'agit essentiellement des PMA appartenant à l'Afrique, l'Amérique centrale et l'Asie centrale.

II-L'interdépendance au sein du système-monde

1-Les facteurs de l'interdépendance

L'interdépendance est la relation d'échanges qui unit deux éléments d'un territoire ou des territoires dont chacun ne peut fonctionner sans l'autre. C'est donc une dépendance réciproque, une interaction des éléments d'espaces géographiques différents.

Les phénomènes économiques, démographiques, culturels, sociaux et environnementaux touchent de plus en plus des espaces en relation, ce qui traduit l'interdépendance des espaces. Ainsi, aucun Etat, aucun espace ne peut évoluer sans relations extérieures, ce qui rend obligatoire les rapports d'interdépendance entre les différents espaces.

2-Les manifestations de l'interdépendance

Le monde est marqué par une interdépendance grandissante des économies nationales, de plus en plus imbriquée, dans échanges planétaires. Les liens d'interdépendance ne cessent de se développer entre les espaces et entre les sociétés.

Les flux d'échanges de marchandises et de capitaux sont une des manifestations de l'interdépendance.

La division internationale du travail témoigne également de l'interdépendance. Elle est une forme de répartition des tâches à l'échelle mondiale. Chaque pays tend à se spécialiser dans la production et l'exploitation d'un bien dans lequel il bénéficie d'un avantage (présence d'une ressource naturelle, main-d'œuvre bon marché, savoir-faire...) et à importer les biens qu'il ne peut produire.

Ce qui accroît aussi les flux entre les ensembles de la planète. Cette DIT élargit également le nombre de pays producteurs : en 1900, 10 pays concentraient 95 % de la production mondiale et actuellement, 95 % de la production mondiale émanent d'une trentaine de pays.

3-Les conséquences de l'interdépendance

La mondialisation a provoqué des inégalités qui se creusent à différentes échelles. Elle a produit des dynamiques contradictoires. La concurrence devient acharnée entre les Etats.

Les relations entre les espaces se traduisent par l'expression d'une asymétrie entre lieux centraux qui organisent la mondialisation et en tirent profit et espaces périphériques, dominés, qui assurent seulement des fonctions de production et d'exécution. Cette asymétrie fonctionne elle-même à deux échelles différentes : d'une part, entre pays riches menant la mondialisation et pays dominés, voire oubliés par ces flux ; d'autre part, à l'échelle nationale, entre métropoles enrichies par la mondialisation et régions périphériques en marge de ce processus.

Les pays pauvres subissent les diktats des pays riches et sont victimes de l'échange inégal avec la détérioration des termes de l'échange. Ils connaissent une faiblesse des investissements et une dépendance notable.

Pour pallier les effets de concurrence et de l'interdépendance, les Etats ont ressenti un besoin croissant de coopération interétatique afin de se protéger ou de gérer des questions communes

.Ainsi, des marchés régionaux ou des associations politiques c'est-à-dire des espaces-blocs sont mis en place (ALENA, UE, UEMOA, MERCOSUR, etc.).

Conclusion

La mondialisation est un processus de mise en relation des différents ensembles géographiques qui constituent le monde .Ce processus qui rend les espaces interdépendants, profite inégalement aux territoires : les centres d'impulsion concentrent le pouvoir économique et politique et imposent leur au reste du monde. Enfin, pour faire face efficacement aux effets négatifs de la mondialisation, les Etats doivent nécessairement coopérer pour éradiquer ou réduire les fractures de toutes sortes pouvant aboutir à des situations conflictuelles.

Leçon 2 : Atouts et handicaps de l'espace Nord-Américain

Introduction

L'espace Nord-Américain est une immense étendue de 21.557.900km² .Il a la forme d'un triangle dont la base se situe au-delà du cercle polaire arctique et le sommet au Sud du tropique Cancer à la latitude 12° Nord. L'espace Nord-Américain renferme d'énormes potentialités qui sont des atouts considérables, mais il comporte aussi des faiblesses liées aux handicaps naturels qui perturbent ou freinent les activités des hommes.

I-Les caractères physiques généraux de l'espace Nord-Américain

1-Les grands ensembles de relief

Le relief de l'Amérique du Nord est constitué par une plaine centrale qui s'étend du Nord au Sud entre le soulèvement montagneux de l'Ouest et celui de l'Est. Il est caractérisé par la simplicité de la disposition de ses 3 ensembles, orientés de façon méridienne :

-A l'Est, une région de plissements anciens : On a ici de vieux massifs, usés par l'érosion et relativement peu élevés. Les altitudes dépassent rarement 2000m. Il s'agit du bouclier canadien et des Appalaches (USA). Le mont Mitchell est le point culminant des Appalaches avec 2045m.

-A l'Ouest, une région de plissements récents : Ce sont des chaînes de montagnes, encore élevées, datant du tertiaire (-65 à -1,8MA). Il s'agit des Montagnes Rocheuses sur le Canada et les Etats-Unis qui se prolongent par les Sierras Madre au Mexique. Ces montagnes côtoient un chapelet de volcans dont le réveil peut être dangereux. Le point culminant des Rocheuses se situe au mont McKinley avec 6195m.

-Au centre, la plaine centrale : Elle a la forme d'un entonnoir allongé qui s'ouvre vers l'Est. Elle est semée de lacs au Nord et elle est drainée par de puissants fleuves (Mississippi, Missouri...).

NB : Le relief littoral est aussi important avec des côtes assez découpées surtout les côtes orientales.

2-La diversité climatique

La variété des climats de l'espace Nord-Américain s'explique par l'immensité de l'espace, son étirement en latitude et la disposition du relief. Il existe deux grands types de climats :

-Les climats zonaux : Ils sont disposés du Nord au Sud, dans la zone des plaines et des vieux massifs. Ce sont des climats dont les caractères dépendent de la position en latitude : le climat polaire, le climat continental froid, le climat continental tempéré et le climat tropical.

Les écarts entre les températures d'Hiver et d'Été sont dans la plupart des régions considérables (New York : $-0,5^{\circ}\text{C}$ en Janvier et $23,3^{\circ}\text{C}$ en Juillet).

-Les climats azonaux : ils sont localisés dans la façade Ouest de l'espace Nord-Américain. Ce sont des climats dont les caractères ne dépendent pas de la position en latitude, mais de la disposition du relief et de son influence sur les courants marins venant du Pacifique. Il s'agit des climats océanique et méditerranéen qui reçoivent les influences de la mer, le climat de montagne dû à l'altitude, le climat continental sec situé dans des zones inaccessibles aux vents humides à cause de la montagne (domaine des grands déserts : Arizona, Nevada, Colorado...).

3- L'hydrographie

La diversité climatique et la disposition du relief donnent à cet espace de puissants fleuves : Mackenzie, Yukon, Saint-Laurent ...au Canada, Mississippi, Missouri, Tennessee, Ohio, Arkansas...aux États-Unis, Rio Grande sur la frontière entre le Mexique et les États-Unis. Cet espace dispose aussi d'un réseau de Grands lacs entre les USA et le Canada qui totalisent 250.000km^2 .

II-Atouts et handicaps de l'espace Nord-Américain

1-Les atouts de l'espace

1-1 : L'immensité de l'espace

L'étalement en latitude de cet espace vaste offre de grandes possibilités agricoles et forestières. L'ouverture de cet espace sur les deux océans favorise l'accès et les activités de la pêche. Enfin, le découpage du littoral Nord-est et Nord-ouest est propice à l'implantation de ports.

1-2 Des milieux naturels généreux

Les plaines Nord-américaines offrent un potentiel en terres cultivables. Au Mexique, ce sont les plateaux qui sont plus favorables à l'occupation humaine et à l'agriculture car les plaines sont marécageuses et infestées d'insectes nuisibles à l'homme.

Le sous-sol est également riche en sources d'énergie et en minerais divers (charbon, argent, uranium, pétrole, gaz naturel, cuivre, fer, etc.).

La diversité climatique est aussi un atout important car elle donne de nombreuses possibilités agricoles (spécialisation des régions en matière de production économique suivant les climats et les sols). Les possibilités d'irrigation offertes par les fleuves et les lacs renforcent les potentialités agricoles (barrages hydro agricoles). Les fleuves constituent également d'importants moyens de communication face à la massivité de l'espace. Enfin, les montagnes sont rentabilisées (tourisme, cinéma, sport ...).

2-Les handicaps de l'espace 2-1 : La massivité du relief et les menaces volcaniques et sismiques

Les montagnes rendent difficiles l'aménagement de cet espace. L'extension des montagnes freine l'agriculture et elle ne facilite pas en plus la communication.

La présence de volcans sur la façade Pacifique et la fréquence des séismes (Californie vit sous la menace de secousses sismiques avec la faille de San Andréas) constituent également un frein à la maîtrise de l'espace.

2-2 : La rigueur climatique

Les climats de l'espace Nord-américain sont contrastés (froid, aridité). Dans cet espace, les vagues de froid et de chaleur font annuellement de nombreuses victimes. Les amplitudes thermiques sont fortes. Par exemple, dans le désert de l'Ouest, la température tombe souvent jusqu'à -30°C en Janvier et peut atteindre 40°C à midi en Juillet.

Les catastrophes naturelles causées par les cyclones qui se manifestent par des tornades (hurricanes) provoquent des pertes humaines, des destructions d'infrastructures et l'inondation des cultures. Les dégâts matériels entraînent aussi un chômage technique. Récemment, en 2005, le cyclone Katrina a ravagé une bonne partie du Sud-est des Etats-Unis (NewOrléans). L'espace Nord-américain abrite donc de milieux stériles qui constituent des entraves aux activités économiques.

Conclusion

L'espace Nord-américain renferme tous les types de relief, de climat mais aussi une gamme de ressources économiques. Son milieu physique porte de nombreux avantages mais de contraintes certaines. Le plus grand atout de cet espace est qu'il ne présente pas d'obstacles majeurs pour sa mise en valeur par l'homme. Par conséquent, le niveau de développement actuel de cet espace est aussi lié aux facteurs humains (ingéniosité et labeur des populations).

Leçon 3 : Populations, villes et sociétés de l'espace Nord-Américain

Introduction

L'espace Nord-Américain présente des caractéristiques démographiques originales liées à son histoire. La population qui est très inégalement répartie connaît une forte urbanisation. En outre, les sociétés Nord-Américaines sont marquées par une hétérogénéité particulière et par des disparités économiques et sociales saisissantes qui créent des problèmes socioéconomiques criards.

I-La population de l'espace Nord-Américain

□ 1-La composition de la population

La population est très hétéroclite avec 3 grandes races et un métissage très important. Les blancs représentent près de 80% de la population totale. C'est un groupe hétérogène dans lequel on trouve les anglo-saxons (WASP), les hispaniques, les français, les italiens, etc.

Les noirs qui sont surtout présents aux Etats-Unis, sont des descendants d'anciens esclaves, vivant souvent dans des conditions difficiles. Ils sont peu intégrés dans la société américaine.

Quant aux amérindiens, ils représentent la plus vieille communauté Nord-Américaine. On les trouve essentiellement aujourd'hui au Mexique (+30%).

En dehors de ces 3 groupes, il y a les esquimaux à proximité du cercle polaire, les asiatiques le long de la côte Ouest et les métis localisés essentiellement au Mexique (+60% de la population). cependant, la composition raciale ou ethnique varie d'un Etat à un autre dans cet espace.

2-Un dynamisme démographique en voie d'uniformisation

Pays	Population en 2006	Taux d'accroissement	ISF	TAN	Densité absolue	Taux Urbanisa.	Accrois. urbain
EtatsUnis	299.260.000	0,96 %	2,05	0,65%	31hab/km ²	80,8%	1,36%
Canada	32.610.000	0,96 %	1,51	0,31%	3hab/km ²	80,1%	1,14%
Mexique	104.100.000	1,01 %	2 ,11	1,35%	53hab/km ²	76,8%	1,36%
	435.970.000	0,98 %	1,89		20hab/km ²		

Source : Atlaséco 2008.

L'espace Nord-Américain qui connaît depuis quelques décennies une évolution démographique contrastée avec une croissance plus ou moins forte au Mexique et une croissance faible aux Etats-Unis et au Canada, est en train de connaître une situation démographique uniforme. En effet, le Mexique enregistre avec la fin de sa transition démographique, un taux d'accroissement et un indice de fécondité qui se rapprochent de plus en plus de ceux des Etats-Unis et du Canada.

Le vieillissement de la population que continuent de connaître les Etats-Unis (20,77 % de la population ont plus de 60 ans) et le Canada (17,6%), et que le Mexique connaîtra dans les années à venir, est le principal problème démographique de cet espace. Il découle de la crise de la natalité (« baby krach » ou « baby crash ») qui s'observe dans la plupart des pays industrialisés. Cette crise est due au développement du travail des femmes, à l'instabilité des ménages, au chômage et à la pratique de la contraception. L'immigration assure principalement l'accroissement de cet espace.

Mais, malgré la tendance au vieillissement, le Mexique connaît actuellement des difficultés liées à la jeunesse de sa population (30,98 % ont entre 0-14ans) : problèmes d'éducation, d'alimentation, de logement, d'emploi, de formation, de sécurité, etc.

3- la répartition de la population

La population Nord-Américaine est très inégalement répartie. Cette inégale répartition s'observe à l'intérieur de chaque Etat. Elle résulte d'une part, des contraintes du milieu et d'autre part, des facteurs historiques et économiques.

En dehors du Mexique, les régions les plus peuplées sont :

-La région des Grands lacs : La forte concentration est liée à l'industrialisation importante de cette région aux possibilités énormes.

-La côte atlantique de l'Est : C'est la position géographique qui explique la forte concentration humaine dans cette zone. En plus, le Nord-est a été la première région à s'industrialiser de l'espace Nord-Américain.

-La côte pacifique de l'Ouest : C'est le facteur naturel qui explique la forte concentration. Les densités sont plus fortes au niveau de l'axe californien, de Los Angeles à San Francisco. La Californie, plus puissant Etat des Etats-Unis, a une puissance attractive extraordinaire (25% de ses habitants sont nés à l'étranger), ce qui renforce les densités.

II-Les villes Nord-Américaines

L'espace Nord-Américain est fortement urbanisé. La tertiarisation de l'économie de cet espace explique l'importance de l'urbanisation. Les services concernent partout près de 70% de la population.

On trouve ici une cinquantaine de villes millionnaires. Sur les 100 premières villes du monde, le tiers se trouve aux Etats-Unis. La Mégapolis atlantique qui s'étend sur plus de 1000km, de Boston à Washington, en passant par New York, Philadelphie et Baltimore, est la plus grande concentration urbaine du monde (50 millions de personnes).

Les villes de l'Amérique du Nord, notamment celles du Mexique et des Etats-Unis, figurent parmi les plus dangereuses du monde du fait de l'insécurité, de la drogue, de la violence, de la criminalité et du Sida.

1-Les villes mexicaines

Elles ressemblent beaucoup à celles des pays sous-développés avec la concentration des activités secondaires et tertiaires dans le centre et l'extension tentaculaire des bidonvilles.

Les principales villes sont Mexico, Guadalajara, Monterrey, Puebla. Elles sont les principales destinations de l'émigration intérieure (exode rural). La misère s'amplifie dans les bidonvilles qui manquent presque de tout : eau, électricité, emploi, santé, sécurité, etc.

2-Les villes américaines et canadiennes

Aux Etats-Unis et au Canada, les villes ont dans l'ensemble un plan orthogonal. Le centre peuplé de gratte-ciel est le « Central Business District » (CBD). Les quartiers résidentiels qui jouxtent le centre sont d'anciens quartiers qui sont actuellement en restructuration. Ce sont des quartiers peu sûrs où l'on trouve des minorités comme les noirs et les hispaniques aux Etats-Unis. Par contre, les banlieues avec des maisons individuelles sans clôture et des espaces verts,

sont aisées (« gated community »=quartier résidentiel dont l'accès est contrôlé et dans lequel l'espace public est privatisé).

Les principales métropoles étatsuniennes sont New York, Los Angeles, Chicago, San Francisco, Dallas, Boston, Philadelphie. Et les grandes agglomérations canadiennes sont : Montréal, Vancouver, Ottawa, Edmonton, Québec, Winnipeg, Toronto.

III-Les sociétés Nord-Américaines

1-Une pluralité ethnique en recomposition

La pluralité ethnique dans l'espace Nord-Américain est en recomposition car les différents groupes ethniques n'ont pas la même vitalité démographique. L'accroissement naturel chez les minorités dépasse souvent 1, 3 % par an. Cette évolution démographique différentielle, associée aux flux d'immigrants, transforme le pouvoir relatif des différentes ethnies ou races dans l'espace Nord-Américain. D'après la tendance actuelle, la part des blancs dans la population totale connaîtra une chute tandis que celle des minorités enregistrera une hausse au milieu du XXI^e siècle.

Cependant, la cohabitation entre ces différents groupes sociaux conduit souvent à des situations conflictuelles. Le mythe du « melting-pot » ou creuset (assimilation des immigrés à la société américaine quelque soit l'origine ethnique ou l'appartenance religieuse) s'est effondré. Les opportunités d'ascension sociale ne sont pas toujours indépendantes de l'origine géographique ou ethnique. Des tensions interethniques sont souvent notées (Emeutes en 1992 à Los Angeles).

2-Les disparités sociales

Les inégalités sociales sont importantes. Les écarts entre riches et pauvres ne cessent de se creuser. Les sociétés sont toujours affectées par d'importants clivages sociaux et ethniques. Avec des contrastes exacerbés entre quartiers pauvres et lotissements aisés, la peur de la violence est omniprésente dans les villes.

On note le développement du communautarisme avec l'homogénéité sociale et ethnique des quartiers (Chinatown, ghettos noirs, quartiers hispaniques, etc.).

Par conséquent, les grands problèmes sociaux sont aujourd'hui l'insuffisance de la protection sociale, un chômage chronique et une grave crise urbaine (pauvreté, criminalité...). **Conclusion**

L'espace Nord-Américain est formée d'une mosaïque de peuples descendants d'immigrés d'origine différente. L'évolution démographique qui se traduit par un accroissement faible tend à s'uniformiser. En plus, la population de cet espace, fortement urbanisée, est inégalement répartie. Mais, les sociétés se singularisent par des disparités économiques, par un individualisme poussé à l'extrême et par des problèmes sociaux et économiques réels. C'est pourquoi, l'ALENA tente d'harmoniser le développement économique de l'espace Nord-Américain.

Leçon 4 : La construction de l'espace économique (ALENA) : Etats-Unis, Canada et Mexique

Introduction

La série de récessions économiques et la mondialisation de l'économie ont poussé les Etats-Unis à accroître ses rapports avec ses voisins. C'est ainsi que l'ALENA (Accord de Libre Echange Nord Américain) est entré en vigueur le 1^{er} Janvier 1994. Cet accord réunit les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Malgré ses réussites, l'ALENA qui vise depuis quelques décennies l'intégration des Etats latino-américains, est confronté à un certain nombre de problèmes.

I-Objectifs et réussites de l'ALENA

L'objectif principal de l'ALENA à sa naissance était d'organiser sur les 15ans une zone de libre circulation qui s'applique aux marchandises, aux services, aux capitaux mais pas aux personnes.

L'ALENA a aussi pour but de promouvoir une grande croissance économique des trois Etats en favorisant l'accroissement des échanges entre eux. Il s'agissait entre autres pour les Etats-Unis et le Canada, d'encourager le Mexique à poursuivre les transformations économiques d'inspiration libérale, de profiter de l'énorme potentiel démographique et économique du Mexique, de faire de ce pays un NPI et par conséquent, de faire disparaître l'immigration mexicaine illégale en direction des Etats-Unis.

L'ALENA n'est pas une union douanière ni un marché commun. Il ne constitue pas non plus une zone de libre-échange absolue car pour son cas, la suppression des barrières est progressive et la libre circulation ne s'applique pour le moment qu'aux produits et pas aux personnes.

2-Réussites de l'ALENA

Les échanges commerciaux dans le cadre de l'ALENA ont fait depuis 1994 un bond énorme grâce à l'engagement des Etats signataires. Les exportations mexicaines vers les Etats-Unis et le Canada ont connu une hausse exponentielle. Les investissements américains vers le Canada et le

Mexique ont enregistré une forte augmentation. En effet, les investissements américains au Mexique ont atteint 12 milliards de dollars par an au cours de la décennie 1994-2004. Symbole de l'intégration, les maquiladoras (entreprises industrielles appartenant à des sociétés étrangères, essentiellement américaines, et implantées au Mexique, le long de la frontière des Etats-Unis) ont créé près d'un million d'emplois (main-d'œuvre mexicaine 10 fois moins chère qu'aux Etats-Unis). Avec ces entreprises, le Mexique est devenu le premier fournisseur textile et électronique des Etats-Unis.

Comme nous le voyons, l'ALENA a permis un progrès notable des investissements grâce à la réduction des droits de douane, et en même temps, il a accru les relations commerciales entre les Etats membres. Deux de ses membres constituent l'un des pôles de la Triade (USA, Canada).

II-Limites et perspectives de l'ALENA

1-Les limites de l'ALENA

En initiant l'ALENA, les Etats-Unis espéraient que l'essor des échanges contribuerait à développer l'économie mexicaine et le cas échéant, maîtriser dans ce pays des milieux d'immigrés arrivant par vagues. Mais, malgré le relèvement du niveau de développement du Mexique provoqué par l'ALENA, les flux d'immigrés demeurent importants.

Qui plus est, l'essentiel des maquiladoras n'utilisent pas les produits locaux et, les droits élémentaires des travailleurs ne sont pas toujours respectés. L'ALENA a aussi favorisé un déséquilibre économique du pays en entraînant un enrichissement du Nord du pays. Aux Etats-Unis, les syndicats s'opposent aux délocalisations industrielles vers le Mexique et le Canada car elles s'accompagnent de pertes d'emplois.

2-Les perspectives de l'ALENA

Depuis le début de la décennie 1990, les Etats-Unis font des échanges une préoccupation prioritaire. Dans une stratégie de contournement du Japon et de l'Europe, ils veulent renforcer leur position. C'est pourquoi, ils essaient d'étendre l'ALENA à toute l'Amérique latine avec le projet de ZLEA (Zone de Libre Echange des Amériques) ou ALCA (Accord de Libre Commerce des Amériques).

Mais de nombreux Etats latino-américains, emmenés par le Brésil, sont réticents. Les subventions fédérales aux agriculteurs américains et les restrictions à l'immigration sont particulièrement dénoncées.

Des manifestations importantes contre l'ALCA ont eu lieu le 20 novembre 2003 à Miami (Floride) où s'est tenue la conférence des ministres du commerce de 34 Etats américains à l'exclusion de Cuba. Les manifestants craignent des pertes d'emplois ou une diminution des

retraites. Par conséquent, avec l'ALCA les barrières de commerce seraient éliminées sur tout le continent américain.

Conclusion

La proximité géographique des Etats-Unis, du Canada et du Mexique est un atout pour la coopération économique. Ainsi, l'ALENA a renforcé considérablement les relations économiques des Etats membres même si quelques problèmes subsistent encore. Les Etats membres essaient d'étendre l'ALENA à toute l'Amérique latine avec l'ALCA. Mais, beaucoup de pays latino-américains ne sont pas pour le moment favorable.

Leçon 5 : Le modèle économique américain : caractéristiques et problèmes Introduction

A l'aube du XX^e siècle, force est de constater que les Etats-Unis d'Amérique sont plus qu'une grande puissance et sont devenus une grande superpuissance sans rivale dans le monde. Le pragmatisme, le professionnalisme des ressources humaines et la souplesse de l'approche américaine, conjugués à l'abondance de ressources naturelles ont permis un dynamisme économique étonnant. Cependant, leur modèle économique qui tend à s'universaliser, connaît un certain nombre de problèmes liés à plusieurs facteurs.

I-Les fondements du modèle économique américain

1-L'abondance des ressources naturelles

Les ressources naturelles constituent la première composante d'une économie. Les Etats-Unis sont dotés d'important gisement minier, d'un sol fertile et jouissant d'un climat tempéré. Le pays dispose également d'un littoral important et d'importantes ressources hydriques.

2-Une main-d'œuvre importante et qualifiée

La main-d'œuvre qui permet de transformer les matières premières est une composante importante d'une économie. C'est le nombre de travailleurs actifs, plus encore, leur productivité qui fait la santé d'une économie.

La qualité de la main-d'œuvre est au moins aussi importante pour la réussite économique des USA que les effectifs eux-mêmes.

L'accent placé sur l'éducation et la formation, notamment technique et professionnelle, a aussi contribué à la réussite des USA, de même que la volonté des américains de tenter de nouvelles expériences et d'évoluer.

La mobilité professionnelle constitue un autre facteur important de la capacité d'adaptation au changement.

3- Une organisation efficace et souple des entreprises

Les matières premières et le travail ne constituent qu'une partie du système économique. En effet, ces ressources doivent être encore organisées et dirigées avec une efficacité maximale.

Dans l'économie américaine, ce sont les dirigeants d'entreprise et leurs cadres qui assurent ces fonctions. L'efficacité, la flexibilité, la réactivité et la grande capacité d'adaptation sont la grande qualité des entreprises américaines. Cela se passe par des fusions (The Big Three : fusion de General Motors, Ford et Chrysler), des restructurations, des délocalisations dans le pays ou à l'étranger.

4- Un système économique libéral

Le système américain de la libre entreprise repose essentiellement sur la propriété privée. Cette importance de la propriété privée est liée en partie aux convictions des américains en matière de liberté individuelle. De plus, les américains estiment qu'une économie reposant sur la propriété privée a plus de chances d'être efficace que si les moyens de production sont aux mains de l'Etat. Les américains pensent qu'on doit laisser libre cours aux forces économiques et que la loi de l'offre et de la demande détermine le prix des biens et des services.

5- Le rôle de l'Etat dans la vie économique

L'Etat a plus d'importance qu'on pourrait le croire, et il participe fortement à la vie économique. Il se charge essentiellement de la justice, de l'éducation, du réseau routier, des statistiques sociales et de la défense nationale.

En outre, l'Etat intervient souvent dans l'économie en vue de corriger certains dysfonctionnements du système économique (inflation, récessions économiques...). L'Etat est donc un régulateur et un assistant. Il finance sans restriction la recherche fondamentale, en particulier, dans les secteurs de l'armement et de l'aérospatiale (NASA= National Aeronautics and Space Administration).

Enfin, l'Etat limite les effets de la concurrence étrangère dans les secteurs sensibles pour protéger les entreprises américaines (automobile, aéronautique...).

II- Les problèmes de l'économie américaine

1 - Une concurrence étrangère de plus en plus vive

Au lendemain des années 1960, le modèle économique américain qui était jusque-là efficace et pragmatique, commence à s'essouffler. Cela s'est traduit par l'amoindrissement des parts de son industrie à travers le monde, alors que d'autres firmes étrangères gagnent du terrain (firmes européennes, japonaises, chinoises, etc.).

Les deux autres pôles de la Triade (Europe, Japon) sont des concurrents redoutables sur la marché mondial comme sur le marché intérieur américain. Cette concurrence et la hausse fréquente du dollar expliquent le déficit commercial des USA depuis quelques décennies. Ce déficit fait que les USA sont aujourd'hui le premier débiteur mondial.

2 - La dépendance énergétique

L'économie américaine est confrontée à un problème énergétique. C'est une économie qui consomme beaucoup d'énergie.

Le gaspillage par les industries et les ménages a entraîné l'épuisement progressif des ressources énergétiques et a mis les Etats-Unis dans une situation de dépendance énergétique. Ainsi, le déficit énergétique s'est considérablement accentué au point que l'Etat américain s'oriente de plus en plus vers la promotion d'autres sources d'énergie renouvelables comme l'énergie solaire, l'éolienne, le nucléaire, etc.

3 - Le problème de la pauvreté et des inégalités sociales

La croissance économique n'a pas profité à tout le monde. Près de 40 millions d'américains vivent au-dessous du seuil de pauvreté du fait de la réduction des programmes sociaux et de la multiplication des emplois précaires.

La protection sociale n'est pas considérée comme un droit, et l'indigence est ressentie comme une faute individuelle.

Beaucoup de ménages sont endettés en raison notamment de la hausse considérable de l'assurance santé et du recul de la prise en charge par les entreprises de l'intégralité des dépenses maladie. D'ailleurs, les crédits immobiliers risqués appelés « subprime » sont à l'origine de la crise économique actuelle. Ces crédits ont été accordés à des personnes non solvables.

Conclusion

Un ensemble de facteurs naturels et humains contribuent, dans un réseau d'interactions complexe, à façonner l'économie américaine. Le modèle économique américain se caractérise par des mutations quasi permanentes. Le dynamisme et l'efficacité de ce modèle ont permis la réussite économique des USA. Ainsi, ils sont devenus la première puissance économique du monde. Cependant, leur dynamisme économique s'accompagne de bouleversements et de

souffrances. Mais, l'économie américaine toujours trouvé les ressources nécessaires pour surmonter les difficultés.

Leçon 6 : L'espace européen : Milieux naturels et populations

Introduction

L'Europe n'est que l'extrémité occidentale de l'Eurasie. Ses limites, qui englobent une partie de la Russie, sont conventionnelles à l'Est, où elles suivent les monts Oural. Elle est limitée au Nord par l'Arctique, au du par la Méditerranée, et à l'Ouest par l'océan Atlantique. L'Europe qui renferme des milieux naturels diversifiés, a une superficie de 10,5 millions de km² et compte plus de 700 millions d'habitants. Cette population a des caractéristiques singulières.

I-Les milieux naturels de l'espace européen

1-Le relief

La structure géologique est variée. Composée de roches très anciennes et de roches relativement récentes, elle a été soumise à de vastes mouvements orogéniques et tectoniques, et a connu plusieurs glaciations.

Les montagnes moyennes se situent au Nord-ouest et au Nord. Ce sont de vieux massifs de roches anciennes (Iles Britanniques, péninsule scandinave...).

Les grandes chaînes occupent la moitié Sud. Elles appartiennent au plissement alpin qui se poursuit à travers l'Asie mineure et jusqu'au-delà de l'Himalaya. Elles se composent de roches anciennes et de roches sédimentaires récentes plissées (Pyrénées, Alpes et Alpes Dinariques ...).Elles se retrouvent également au Nord (Bassin parisien, plaine germanopolonaise.

Au Sud, les plaines subalpines s'encaissent entre les chaînes (Plaines de l'Ebre, du Pô, plaine hongroise...).Les plaines sont constituées de riches terrains de bassins sédimentaires.

L'altitude moyenne de l'Europe est de 300, et les points culminants du relief sont le mont Blanc dans les alpes avec 4807m et le mont Elbrouz dans le Caucase avec 5633m.

2-Les climats

A l'exception d'une frange polaire au Nord et d'une lanière tropicale à l'extrême Sud de l'Espagne, toutes les nuances des climats sont tempérées. Ce sont les influences maritimes, celles des vents d'Ouest et du courant de dérive des eaux tropicales (Gulf Stream) qui

épargnent à l'Europe, les contrastes brutaux que connaissent d'autres territoires situés aux mêmes latitudes.

Le domaine atlantique est océanique avec des hivers doux et humides, et des étés frais. A l'Est, le climat devient de plus en plus continental entre des hivers longs et froids et des étés chauds.

Le sud de l'Europe connaît un climat méditerranéen : hivers doux et humides, étés chauds et secs. Les nuances climatiques sont modifiées par l'altitude.

3-L'hydrographie

L'Europe est un continent bien arrosé disposant de plusieurs cours d'eau et de nombreux lacs. De grands cours d'eau parcourent ce continent en tous sens : la Volga (3690km), le Danube (2960km), le Rhin (1326km), l'Oder (912km), etc.

II-La population européenne

1-Une lente croissance démographique

Evolution des taux de croissance et de l'indice de fécondité de la population européenne

Années	1980	1990	2001	2010
Taux de croissance (en%)	0,49	0,43	- 0,04	-0,21
Indice de fécondité	1,97	1,83	1,41	1,32
Population (en Millions)	691,1	705,3	735	734

Source : L'état du monde, La Découverte, 2003, p. 601.

La population européenne connaît une croissance lente. Elle tend à devenir démographiquement stationnaire par réduction progressive de la natalité. Les taux de natalité sont faibles (0,91% pour la période 2005-2010). L'indice synthétique de fécondité n'est qu'exceptionnellement supérieur à 2 (1,32 enfant par femme pour la période 2005-2010). Malgré une sensible prolongation de l'espérance de vie, les populations européennes sont appelées à diminuer à partir du milieu du XXI^e siècle ; elles ne maintiennent ou ne grossissent leurs effectifs que par l'immigration des populations venues des autres continents.

2-Une répartition inégale de la population

La population est inégalement répartie entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale et centrale. Aucune région n'est un désert mais la population est surtout dense sur certaines côtes, dans les régions hautement industrialisées, le long des fleuves et dans les riches plaines. La densité de la population est plus faible au Nord de la Scandinavie et de la Russie où le climat est trop froid : les densités y sont d'environ 10 hab./km². Les deux axes de fortes densités sont :

l'axe NW-SE qui va de l'Angleterre à l'Italie du Sud ; et l'autre, va de l'Ouest à l'Est c'est-à-dire du Sud de l'Angleterre à l'Ukraine.

Enfin, la population connaît une forte urbanisation et de criardes disparités socioéconomiques.

Conclusion

Les milieux naturels de l'Europe ont, depuis toujours conféré aux populations, un inestimable privilège. Sa population postindustrielle connaît une faible croissance. Son savoir-faire a largement contribué à l'émergence de l'Europe, émergence qui se perçoit aujourd'hui par la place de l'Union européenne dans le monde.

Leçon 7 : La construction européenne : réalités et perspectives

Introduction

Les racines historiques de l'Union Européenne remontent à la Seconde Guerre mondiale. La construction européenne est alors lancée avec la fondation du Conseil de l'Europe le 5 mai 1949 à Londres par les pays de l'Europe occidentale. Ce premier pas vers une coopération aboutira à l'UE. Cependant, cette construction européenne qui n'est pas encore achevée, doit relever de nombreux défis.

I-La construction européenne

1-Les étapes de la construction européenne historique de l'UE)

La première manifestation de la coopération fut la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) fondée le 18 avril 1951 à Paris par six pays : RFA, France, Italie, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg. Deux autres communautés sont venus s'ajouter par le traité de Rome du 25 mars 1957 comportant les mêmes signataires : la Communauté Economique Européenne (CEE) et la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (CEEA) ou Euratom.

Les objectifs de ces trois communautés étaient bien précises : l'obtention d'une forte croissance économique, la résorption du chômage, une meilleure division du travail en Europe, la réalisation d'économies d'échelles, la promotion de nouvelles techniques et méthodes de production, la libre circulation des personnes, des marchandises et des services entre les pays membres, le renforcement de la solidarité et de la coopération entre les pays membres.

Le traité de Maastricht (Pays-Bas), signé officiellement le 7 février 1992 par les membres de la CEE, institue une Union Européenne à l'intérieur de laquelle doivent être progressivement mises

en place une union économique et monétaire, et une union politique. Ce traité qui est entré en vigueur le 1^{er} novembre 1993 est l'aboutissement de plusieurs années de travaux menés avec opiniâtreté. Il sera complété par le traité d'Amsterdam du 17 juin 1997. Le 13 décembre 2007 fut signé à Lisbonne le traité sur le fonctionnement de l'UE (TFUE) qui modifie les traités de Rome et de Maastricht.

2-Les réussites de l'UE

La dynamique d'intégration européenne, initiée par le traité de Rome et sans cesse approfondie depuis, a considérablement renforcé le poids de l'UE dans le monde. De nombreuses réussites et performances résultent directement des effets d'intégration.

La montée en puissance de l'UE a permis à l'Europe de doubler son poids économique dans le monde en 40 ans. Elle est actuellement la première puissance économique et commerciale du monde (40% du commerce mondial, moitié des stocks d'IDE, 30% du PNB mondial, 21% de la production mondiale...). C'est aussi une puissance financière grâce aux banques, aux bourses et à l'Euro qui a diminué l'hégémonie du dollar.

Enfin, grâce à la coopération économique, les échanges intracommunautaires (60% des échanges européens) se sont considérablement accrus.

2-Les faiblesses de l'UE

Malgré la puissance économique issue de l'intégration économique, certains critères de puissance restent encore incomplets.

La population vieillit et sa croissance dépend majoritairement de l'immigration. L'UE est d'ailleurs le deuxième espace mondial d'immigration derrière les USA). Sa capacité d'innovation est encore inférieure à celles des deux autres pôles de la Triade. Elle est toujours dépendante politiquement, militairement et culturellement des Etats-Unis.

De plus, l'UE présente des inégalités fortes à toutes les échelles de son territoire. Elle renferme des périphéries au niveau de développement faibles, comparées aux pôles dynamiques.

Des mécanismes sont mis en place pour atténuer les disparités dans l'UE : Fonds Européen de Développement Régional (FEDER), Fonds Social Européenne (FES), Fonds européen de Garantie agricole (FEOGA), etc.

II- Les perspectives de l'UE

1-Le défi de l'élargissement L'UE qui compte aujourd'hui 27 membres est encore prête à accueillir de nouveaux membres. Depuis le traité de Rome, 21 Etats ont rejoint les 6 fondateurs. Elle a connu le plus grand élargissement de son Histoire le 1^{er} mai 2004.

Les décisions d'élargissement confrontent l'UE à des menaces sérieuses concernant, en particulier, le fonctionnement des institutions et des finances. Les négociations préalables à l'adhésion ont été souvent fort longues et accompagnées de crises (refus de demande d'adhésion par certains pays membres).

Depuis le début des demandes d'adhésion, la communauté européenne a adopté une stratégie de préadhésion qui accorde des aides financières aux pays candidats (IPSA=Instrument structurel de préadhésion, Sapard=Instrument agricole de préadhésion...).

Les adhésions impliquent l'acceptation de l'acquis communautaire (acceptation des politiques communes) et des critères d'adhésion (critères de Copenhague de 1993).

Par conséquent, l'élargissement risque de poser le problème de l'équilibre entre petits, moyens et grands Etats. Il conduira également à l'ajustement des politiques en vigueur (PAC, Politique monétaire...).

2- La question des politiques communes

Les approfondissements et les élargissements successifs ont fait de l'UE un ensemble plus vaste et plus cohérent. La supranationalité a gagné sur le plan économique et financier, mais elle présente encore de nombreuses limites. La mise en place des politiques communes a souvent été difficile.

Des politiques communes ont été mises en place, certaines très complètes et efficaces (PAC...). D'autres sont embryonnaires, comme la politique sociale, la politique culturelle, la politique de la recherche, etc. Quelques-unes enfin s'élaborent à peine, comme la politique extérieure et de sécurité commune (PESC), censée en faire de l'UE une puissance diplomatique et militaire ; et la politique extérieure de sécurité et de défense (PESD).

Dans quelques cas, une UE à géométrie variable s'est constituée. La zone Euro (Euroland) et l'espace Schengen qui permettent ainsi à la construction européenne d'avancer ne concernent pas toujours tous les membres, ce qui limite l'efficacité de cette construction.

Conclusion

Le morcellement politique de l'Europe n'a pas été un obstacle à sa construction. L'intégration économique a fait de l'UE une puissance mondiale. Cependant, l'élargissement pose de nouveaux défis ; et les difficultés dans la mise en place des politiques communes retardent le processus vers les Etats-Unis d'Europe. Ainsi, l'UE doit relever tous ces défis car la construction européenne semble être le seul moyen d'assurer la stabilité de l'Europe.

Leçon 8 : La France étude économique

Introduction

L'économie française est l'une des plus puissantes et des plus performantes du monde. La France est l'une des locomotives de l'Union Européenne. L'économie française, à l'image de ce qui se passe ailleurs dans le monde, connaît des mutations profondes liées au contexte économique mondial.

I-Les fondements de l'économie française

1-Une agriculture performante

La France est un pays de tradition agricole qui dispose d'un potentiel agricole important. Cette tradition repose sur une mise en valeur ancienne de son terroir grâce à un climat et à des sols globalement très favorables.

L'agriculture française a aussi réalisé, à partir des années 1980, une profonde modernisation de ses structures et de ses modes de production. Cette transformation a été soutenue par l'Etat dans le cadre de la Politique Agricole Commune.

L'agriculture française, deuxième du monde, contribue pour 2,2% au PIB et emploie près de 2% de la population active.

2-Une puissante industrie

La France est un grand pays industriel (4^{ème} puissance industrielle du monde). L'industrie reste le principal moteur de la croissance globale par les effets d'entraînement qu'elle entraîne sur la plupart des autres activités économiques, en impulsant l'extension et la diversification des services.

La France n'est qu'un producteur secondaire de matières premières tout comme le Japon et l'Italie. Comme le Japon, elle démontre que la valeur de la production industrielle n'est pas directement liée à la présence de matières premières. C'est la tradition industrielle, alliée à un haut niveau de recherches, qui explique la réussite industrielle française.

L'industrie contribue pour 20,9% au PIB et emploie près de 24% de la population active. Cependant, l'emploi industriel a connu un recul spectaculaire depuis quelques décennies du fait de la concurrence internationale et de ses corollaires (récessions, restructurations, délocalisations...).

3-Une économie tertiairisée

La France a une économie postindustrielle, fortement tertiairisée. Les services dominent de loin la structure de l'économie française.

Les points forts du tertiaire français sont le tourisme (première destination touristique mondiale, 70 millions de visiteurs en 2002), l'ingénierie informatique, la réalisation de grands travaux à l'étranger ou encore la prospection pétrolière et minière, le commerce, le transport.

L'économie française occupe une place non négligeable de l'économie européenne et sur l'échiquier international.

II-La place de la France dans l'Union Européenne et dans le monde

1-Le poids de la France dans l'économie de l'Union Européenne

La France occupe une position importante dans l'économie européenne et dans l'économie mondiale. La France est à la fois une porte d'entrée et sortie pour les grands flux d'échange. Le pays est la deuxième locomotive de l'UE après l'Allemagne. Il est aujourd'hui la première puissance agricole de l'UE et à la fois, premier producteur et exportateur européen de produits agricoles. Il assure 20% de la production agricole de l'UE.

La France est également la deuxième puissance industrielle européenne derrière l'Allemagne. Elle totalise 15% de l'emploi industriel européen et 21% de la valeur ajoutée produite par l'industrie de l'UE.

La France est aussi la deuxième puissance commerciale de l'UE derrière l'Allemagne. Les pays de l'UE sont aujourd'hui ses premiers partenaires commerciaux. Son espace économique est de plus en plus ouvert sur l'Europe.

2-Le poids de la France dans l'économie mondiale

La France est la 5^{ème} puissance économique mondiale derrière les USA, le Japon, la Chine et l'Allemagne. La France est deuxième exportatrice mondiale des produits agricoles et

agroalimentaires. Elle a la deuxième agriculture du monde derrière les USA. Quatrième puissance industrielle du monde, deuxième fournisseur mondial de services, quatrième puissance commerciale du monde, la France est bien intégrée dans le processus de la mondialisation des échanges. Elle occupe une place de choix dans le domaine de la circulation internationale des services, avec une part de marché estimé à 10%.

La France est également le quatrième récepteur mondial d'IDE. Parallèlement, les entreprises françaises consolident leur insertion dans l'économie mondiale par les investissements massifs dans les pays d'Europe et dans le reste du monde.

Conclusion

La France présente aujourd'hui une économie de type postindustriel, fortement impliquée dans l'«économie mondiale et dominée par un puissant secteur tertiaire, particulièrement performant sur le plan national et international. L'économie française occupe ainsi une position de plus en plus importante en Europe et dans le monde. L'ouverture croissante et l'internationalisation de l'économie française contraignent celle-ci à de profondes mutations (remise en cause du modèle d'économie mixte, désengagement de l'Etat, restructurations des entreprises liées aux effets de la concurrence étrangère...).

Leçon 8 : L'Allemagne étude économique

Introduction

L'Allemagne est située au centre de l'Europe. C'est l'un des plus grands pays industrialisés du monde. Ce pays a connu un redressement spectaculaire de son économie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ce qui fait qu'on parle de « miracle économique allemand ». Ainsi, l'Allemagne est redevenue une des puissances économiques du monde et son poids ne cesse de peser dans l'UE et dans le monde.

I-Les piliers de l'économie allemande

1-Des ressources humaines qualifiées et engagées

Ce n'est pas à ses ressources naturelles, mais à ses hommes que l'Allemagne doit son retour dans le cénacle des premières nations industrialisées après le désastre de la Seconde Guerre mondiale. La volonté de travailler de la population active, la formation ainsi que le savoir-faire des chefs d'entreprise et la grande manœuvre que l'économie de marché laisse à tout homme qui veut travailler ont été des facteurs déterminants.

2-Les services : un secteur en essor

Les services et l'industrie sont aujourd'hui les leviers de l'économie allemande.

Les services intéressent 72,3% (2006) de la population active et fournissent 69,4% du PIB. Comme l'ensemble des pays développés, l'Allemagne a connu ces dernières décennies une forte tertiarisation de ses activités.

3-Une puissante industrie

L'industrie est la colonne vertébrale de l'économie allemande. L'industrie se compose essentiellement de petites et moyennes industries. Elle concerne 25,1% de la population active et contribue pour 29,6% au PIB.

Toutefois, par suite de mutations structurelles de l'économie, le poids de l'industrie a nettement baissé. Sa part dans le PIB qui était de 40% en 1990, est tombée à 29,6% en 2006.

Cependant, la dépendance énergétique est une faiblesse de l'industrie et particulièrement de l'Allemagne. Le pays importe 97% de son pétrole consommé, 82 % du gaz, et 59% de la houille.

4-Une agriculture performante

L'agriculture allemande occupe près de 2,6 % de la population active et contribue pour près de 1% au PIB. C'est une agriculture performante. L'élevage arrive en tête dans ce secteur et fournit à lui seul 70% du revenu agricole.

En revanche, l'agriculture n'assure pas l'autosuffisance du pays, contraint d'importer près du tiers de ses denrées alimentaires.

II-Le poids et le rôle de l'Allemagne dans l'Union Européenne et dans le monde

1-Dans l'Union Européenne

L'Allemagne est la première puissance économique de l'UE et la troisième du monde. Comptant 82 millions d'habitants, l'Allemagne est le pays le plus peuplé de l'UE et par conséquent le plus grand marché de l'UE. Sa situation centrale en Europe en fait une plaque tournante pour les biens et les services. Le pays profite surtout de l'élargissement de l'UE.

Les entreprises allemandes ont su se positionner sur les marchés des pays d'Europe centrale et orientale. Avec l'élargissement de l'UE en 2004, les exportations allemandes vers les pays de l'Est ont augmenté. Les entreprises allemandes se sont aussi délocalisées vers l'Est où elles ont créé près d'un million d'emplois.

L'Allemagne est donc la locomotive de l'UE. Ainsi, les déséquilibres de son économie sont souvent ressentis dans l'espace européen.

2-Dans le monde

L'Allemagne est un centre de l'économie mondiale, un marché international et un site technologique productif, offrant des produits innovants de qualité. Le pays a assuré 9,3% des exportations mondiales 2006, devançant les USA et la Chine. Son excédent commercial a atteint les 170 milliards d'euro en 2006.

Cette performance s'explique par la très bonne image de marque des produits « made in Germany », mais aussi par la concentration des exportations sur certains secteurs très dynamiques (automobile, chimie, pharmacie, machines-outils). D'autre part, les investissements à l'étranger des entreprises allemandes sont très importants. 53 % des salariés qui sont employés par les 130 sociétés cotées à la Bourse de Francfort travaillent à l'étranger.

L'Allemagne est aussi un marché ouvert et très accueillant pour les investisseurs étrangers. Les quelques 22.000 entreprises étrangères implantées en Allemagne et qui emploient plus de 2,7 millions de personnes en sont la preuve. Etant donné l'attrait considérable des entreprises allemandes et les conditions d'investissement favorables, le pays est de plus en plus convoité par les sociétés étrangères et les fonds spéculatifs.

Conclusion

L'économie allemande est caractérisée par les PME. C'est ce qui fait sa grande flexibilité, sa diversité et sa compétitivité. Grâce à l'étroite coopération entre les entreprises et les grands organismes de recherches, les nouvelles idées se transforment vite en produits commercialisables. L'Allemagne est actuellement la première puissance d'Europe. Mais, malgré cette puissance, l'économie allemande est confrontée à un certain nombre de difficultés (chômage, vieillissement de la population, dépendance énergétique ...).

Leçon 9 : L'Asie-Pacifique

Les facteurs d'émergence et leurs limites

Introduction

L'Asie-Pacifique correspond à la « façade pacifique de l'Asie » et regroupe 18 pays entre l'archipel indonésien au Sud et l'Extrême-Orient au Nord. Les pays asiatiques riverains ou proches de l'océan Pacifique forment désormais une gigantesque aire de puissance en expansion et produisent le quart de la richesse mondiale. Forte de sa diversité culturelle et de ses modèles de développement économique, l'Asie-Pacifique s'impose comme un pôle majeur du monde à l'aube du XXI^e siècle grâce à sa croissance économique considérable.

Cependant, les éléments qui ont rendu possible l'émergence de cet espace, connaissent encore des limites.

I-Les facteurs d'émergence de l'Asie-Pacifique

L'Asie-Pacifique est un pôle de la Triade qui tend à devenir dans les années à venir le centre de gravité du monde. La plupart des pays de cette région qui étaient des pays pauvres au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, sont aujourd'hui des pays émergents. Plusieurs facteurs sont à l'origine de l'émergence économique de ces pays et par conséquent de l'Asie-Pacifique :

1-Un atout majeur : un poids démographique considérable

L'Asie-Pacifique renferme l'un des premiers foyers de peuplement de la planète. Avec près de 1,25 milliard d'individus, l'Asie-pacifique regroupe le quart de l'humanité. Cette masse démographique confère à cet espace une main-d'œuvre abondante et à bon marché. Cette main-d'œuvre est aussi laborieuse et de plus en plus experte.

Cette masse donne également à cette région un important marché de consommation favorable pour le développement agricole et industriel. Cette situation démographique constitue un facteur de dynamisme de la région.

Cependant, certains pays de l'Asie-Pacifique commencent à connaître un problème de vieillissement de sa population, conséquence de la fin de sa situation qui avait permis de maîtriser la population.

2-L'extraversion économique et un essor économique en « vol d'oies sauvages »

Le modèle de développement choisi est celui d'économie extravertie. L'industrialisation est extravertie par phase successives. L'industrialisation extravertie est une activité industrielle, orientée par les marchés étrangers, exportant des produits transformés plutôt que des produits primaires.

Le développement de l'Asie-Pacifique s'est traduit par l'essor successif des pays de la région. Le Japon a amorcé l'essor économique en « vol d'oies sauvages ». Il s'agit d'un développement successif, en relais, des pays asiatiques. Ainsi, les pays industriels asiatiques redistribuent parallèlement une partie de leurs anciennes activités vers d'autres pays de la région, ce qui aboutit à une diffusion de la croissance économique.

3-Une stabilité politique et d'importantes potentialités

La stabilité politique au moment où les coups d'Etats se multipliaient en Afrique et en Amérique Latine, a favorisé l'arrivée des investissements étrangers en Asie-Pacifique. Les pays de la

région ont aussi des codes d'investissement suffisamment attractifs avec souvent la création de zones franches, voire de paradis fiscaux.

L'importance des ressources naturelles et des possibilités agricoles constituent une condition favorable au développement. Enfin, l'Asie-Pacifique occupe une position privilégiée sur la façade occidentale de l'océan Pacifique et représente un carrefour majeur du commerce maritime international. Ce qui explique un très fort degré de maritimisation des économies et des territoires.

II-Les limites de l'émergence de l'Asie-Pacifique

Les pays émergents pèsent plus de 3 milliards d'habitants, pour l'essentiel en Asie, particulièrement en Asie-Pacifique. Mais, l'émergence de cette région comporte un certain nombre de limites ou blocages.

1 -Une région sous tension

L'Asie-pacifique est une région de civilisations millénaires où prime l'influence de la culture chinoise. Cependant, loin de constituer une communauté partageant des valeurs identiques, ce sous-continent se démarque par sa très grande variété ethnique, par la diversité de ses religions, par la multiplicité de ses langues et par l'interprétation disparate des philosophies orientales.

La colonisation européenne, l'impérialisme japonais, le développement du communisme, la guerre froide ... ont favorisé la vigueur des sentiments nationalistes fortement ancrés dans chaque pays.

La région n'est pas aussi épargnée par les tensions et certaines frontières demeurent fragiles (Corée du Nord/Corée du Sud, Intimidation de Taiwan par la Chine, contrôle de la mer de Chine...).

2-Des régimes politiques variés, obstacles à l'unité politique de la région

Les régimes politiques sont très variés en Asie-Pacifique. On y retrouve aussi les régimes parlementaires importés de l'Occident que les modèles socialistes adaptés à ce sous-continent (communisme chinois).

Tous ces pays ont cependant en commun de forts héritages d'autoritarisme et les systèmes démocratiques restent fragiles. On a longtemps évoqué le « despotisme oriental » comme caractéristique politique de la région.

C'est pourquoi, les manifestations populaires pour la démocratisation sont souvent fréquentes. Par contre, le processus de démocratisation se fraye de plus en plus un chemin dans cette région.

3-L'aggravation des inégalités régionales

Les niveaux de développement des pays de l'Asie-Pacifique sont très diversifiés .L'essor économique en « vol d'oies sauvages » ne s'est pas matérialisé simultanément dans cette région car la diffusion de la croissance s'est progressivement faite.

La concentration des pouvoirs, des activités et des liens avec l'économie mondiale au profit de certaines métropoles et de leurs arrière-pays a aggravé les inégalités régionales dans tous les pays d'Asie-Pacifique.La littoralisation de l'économie et la métropolisation littorale industrialo-portuaire relègue les campagnes qui s'adaptent difficilement ou qui se marginalisent.

Conclusion

La réussite économique de l'Asie-pacifique ne cesse de fasciner depuis plus de trois décennies. C'est actuellement le premier foyer de croissance de la planète avec la mise en place de conditions favorables et un des axes principaux du commerce mondial (20% des flux) .Placée sous l'orbite américano-japonaise, l'Asie-Pacifique veut renforcer son unité économique avec le projet de création d'une zone de libre-échange (AFTA : Asian Free Trade Area).Enfin, l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation), lancée en 1989, veut rassembler les Etats des deux côtés de l'océan Pacifique avec les Etats-Unis.

Leçon 10 : Le modèle économique japonais : caractéristiques et problèmes Introduction

Le Japon se compose d'un archipel situé à l'Extrême-Est de l'Asie. Son économie est la deuxième du monde, derrière les USA. Ruiné au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, le Japon a assuré une croissance économique spectaculaire depuis 1950 malgré les handicaps de son milieu naturel et l'insuffisance des matières premières et de sources d'énergie. Le pays doit donc sa réussite économique à des facteurs socioculturels tels que l'ingéniosité et le labeur de sa population. Mais, le modèle économique japonais certes des signes de faiblesses qui entravent sa croissance économique.

I-Les caractéristiques du modèle économique japonais

1-Des avantages naturels limités

Le milieu naturel nippon est dominé par deux éléments, la montagne et la mer. La nature n'a pas donné au Japon assez d'avantages. Il y a peu de terres et d'espaces favorables à l'agriculture et à l'implantation humaine. Les plaines ne représentent que 16% du territoire national. De plus, le volcanisme et les tremblements de terre sont fréquents. Ces phénomènes naturels détruisent souvent les infrastructures.

La pauvreté en ressources du pays est surtout manifeste pour les sources d'énergie fossile (charbon, pétrole, gaz naturel) et pour les matières minérales. Le Japon importe presque tous ses besoins dans ces domaines. C'est cette double pauvreté en espace et en ressources du sous-sol qui avait conduit le pays à l'impérialisme à partir de la fin du XIX^e siècle. Aujourd'hui encore, le Japon est condamné à s'ouvrir pour assurer son développement économique.

2-Une culture nationale favorable au consensus social

L'économe japonaise a pu s'appuyer sur la tradition du confucianisme. L'enracinement culturel est certainement la première qualité qui fonde l'originalité du modèle économique japonais.

La société japonaise fonctionne toujours en mettant en avant certaines vertus tirées de leur longue tradition et de leur religion : la frugalité, le respect de la hiérarchie, le culte de la famille, de la discipline, de l'ordre, du travail bien fait, des devoirs. Ces valeurs rejaillissent sur tout le processus économique et favorisent le « patriotisme d'entreprise ». C'est ce patriotisme qui explique certainement le peu de conflits sociaux (grèves) enregistrés au niveau des entreprises.

Cette quête de consensus existe aussi entre l'Etat et le patronat (Keidanren). En effet, aucune décision majeure concernant la vie économique du pays n'est prise sans au préalable une collaboration franche entre l'administration, les grandes sociétés multinationales et la classe politique.

3-Un Etat régulateur et interventionniste

L'Etat nippon, par l'intermédiaire du puissant MITI (Ministère du commerce international et de l'industrie) devenu en 2001 METI (Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie), contrôle très fortement la politique industrielle du pays à travers ses directives et la mise en place d'une planification indicative.

L'Etat apporte également un soutien à certaines entreprises en difficultés, facilite la création d'activités économiques basées sur l'innovation, agit sur la parité monétaire entre le Yen et les autres devises. Il aide les entreprises japonaises à conquérir des marchés extérieurs grâce à

ses actions diplomatiques. C'est surtout pendant les moments de crise que l'Etat nippon montre toute sa dextérité managériale et son efficacité.

Grande puissance économique, le Japon connaît cependant des limites à sa puissance et à son modèle, qui tiennent à plusieurs facteurs.

II-Les problèmes du modèle économique japonais

1-Une économie dépendante

Le Japon doit importer 80% de son énergie, la quasi-totalité de ses matières premières et une grande partie de ses besoins alimentaires. En cas de crise, il est exposé à une hausse des coûts de son énergie et de ses matières premières et donc, à une baisse de sa compétitivité.

Mais, sa plus grande dépendance est celle qui le lie à la conjoncture internationale. Sa puissance étant fondée sur les exportations, il est dépendant du marché mondial et principalement du plus gros de ces marchés, le marché américain.

La montée du yen (« endaka ») rend les produits japonais à l'exportation plus chers, et donc moins concurrentiels sur le marché américain et mondial.

2-Le problème du vieillissement de la population

La population japonaise vieillit vite. Le taux d'accroissement (0,01% en 2007) et l'indice de fécondité (1,26) sont faibles.

Le peuple japonais est le plus « vieux du monde » (19,73% sont âgés de 65ans et plus en 2007).Le marché de l'emploi doit faire face à une situation de pénurie de main-d'œuvre. Du coup, les retraités se remettent à travailler (« papy-boomers).

Le pays enregistre les taux d'activité des seniors les élevés du monde, avec plus de 30% de plus de 65 ans comptant encore parmi les actifs.

3-La remise en cause du consensus social : une société en mutation

Les signes de la remise en cause du consensus social s'observent aujourd'hui. Les difficultés économiques tendent à remettre en question la stabilité de l'emploi dans les grandes entreprises, un des piliers du consensus. L'apparition de licenciements et la multiplication des

emplois précaires bouleversent les habitudes. Le chômage concerne plus de 5% de la population active et le taux de suicide est le plus élevé des pays développés. Les freeters se multiplient, la criminalité et la xénophobie se développent.

Des mouvements de contestation pour l'augmentation des salaires commencent à se manifester. On peut, par exemple, citer les négociations entre le syndicat Rengo qui défend 6,5 millions de travailleurs et le patronat en 2007.

Conclusion

Le Japon est devenu en moins de 40 ans la deuxième puissance économique mondiale et une puissance régionale en Asie. Il doit cette position à un modèle économique original, une recherche permanente de la compétitivité et une internationalisation de sa production. Malgré sa réussite spectaculaire, le modèle japonais enregistre des signes de faiblesses. La crise financière, qui a gravement frappé les pays d'Asie en 1997 (bulle spéculative), a ébranlé la puissance japonaise et montré combien celle-ci était tributaire des marchés mondiaux.

Leçon 11 : Les problèmes démographiques de la Chine

Introduction

La question démographique a toujours constitué une préoccupation en Chine. Elle a été au cœur de toutes les politiques de développement menées dans le pays depuis l'arrivée des communistes au pouvoir en 1949. La croissance de la population et sa répartition inégale ont été des défis pour les autorités chinoises qui ont initié diverses politiques démographiques pour faire face aux contraintes démographiques.

I-Les problèmes démographiques

Il y a problèmes démographiques quand les variables démographiques font entrave au développement, soit par elles-mêmes, soit par leurs relations avec les variables environnementales.

1-Le défi du poids démographique

Avec 1.313.000.000 d'habitants en 2006, la Chine est la première puissance démographique du monde. Le poids de la population sur le rythme de la croissance économique, sur l'élévation du niveau de vie reste une contrainte majeure pour la Chine. L'impact du poids démographique sur

le développement économique en Chine peut être observé à travers un certain nombre de constats :

-L'énormité de la paysannerie est une contrainte majeure empêchant la modernisation rapide de l'outillage agricole. Les besoins alimentaires de la Chine sont si énormes que seule une agriculture moderne et productive peut les satisfaire. Cependant, la mécanisation de l'agriculture provoquerait un chômage rural massif (Exode rural).

-Le poids démographique explique grandement la situation de pauvreté avec ses corollaires. La déscolarisation est aujourd'hui un souci majeur pour les autorités : elle atteint 74% dans les zones les plus pauvres. L'analphabétisme constitue une entrave pour la qualification professionnelle, la modernisation économique et la productivité du travailleur.

2-La répartition inégale de la population

La population est inégalement répartie. La majeure partie de la population est concentrée dans les parties Sud et Est du pays. Le Nord et l'Ouest est très peu peuplé.

Les facteurs de cette inégale répartition sont d'ordre naturel, historique et économique. Toutes les plaines, les vallées alluviales sont concentrées au Sud et à l'Est du pays de même que la mousson. Ces zones correspondent avec la partie plus pluvieuse du pays du fait de la présence de la mousson. Les infrastructures économiques, les grandes villes, les centres de décision politique, les centres de la culture chinoise, en un mot la « Chine utile » s'y localisent. Le Nord et l'Ouest correspondent aux déserts, aux montagnes, aux hauts plateaux.

C'est là où l'on rencontre la plupart des minorités chinoises (Tibétains, mongols, turcs...).

II-Les politiques démographiques de la Chine

Une politique démographique est constituée de mesures qu'un État adopte en vue de réaliser certains objectifs de développement à travers des programmes ou des actions susceptibles d'influer sur la situation démographique de sa population.

1-La politique contraignante de limitation des naissances

La politique démographique de la Chine a été tumultueuse. Elle a subi d'importantes variations liées aux différences de vision, aux lignes des leaders du parti communiste. La politique démographique a été marquée par des errements jusqu'en 1979 avec les tiraillements entre les réalistes et les idéalistes. Lorsque Deng Xiaoping, le chef du camp réaliste affirme que « chaque naissance est une bouche à nourrir », Mao Zedong proclame de l'autre côté qu'« une bouche à nourrir, c'est aussi deux bras ». Pour Mao, la première richesse de la Chine était le grand nombre de ses habitants et c'est par son engagement au travail que le pays pourra assurer son développement.

Mais, ce n'est qu'à partir de 1979 que le pays adopta une politique de limitation des naissances stable après les tentatives de 1956 et au début des années 1960. Cette politique de l'enfant unique appliquée à partir de 1979 traduit radicalisation de la politique de limitation des naissances. L'âge au mariage est fixé à 23 ans pour les filles et à 25ans pour les garçons. Les familles qui respectent le principe de l'enfant unique se voient accorder des privilèges. Ces avantages sont supprimés pour les couples qui font un deuxième enfant.

La conséquence de cette mesure a été un accroissement des infanticides du sexe féminin ou des avortements clandestins, surtout dans les campagnes car les couples souhaitent majoritairement une descendance mâle.

2-Les politiques migratoires

Les disparités régionales ont provoqué le développement des mouvements migratoires, particulièrement l'exode rural. La population est encore essentiellement rurale (59,6%), ce qui explique l'importance de l'exode rural qui concerne plus de 15 millions de personnes par an.

Pour corriger les disparités régionales, l'Etat chinois a développé des politiques pour inciter les jeunes à coloniser les terres vierges du Nord et de l'ouest. Dans le même ordre d'idées, des centres industriels vont être ouverts dans ces régions avec des salaires incitatifs. Des voies de communication seront réalisées (lignes aériennes, routes, chemins de fer...).

Conclusion

Les problèmes démographiques constituent la base du maintien de la Chine dans le TiersMonde. Tous les efforts qui ont été faits pour atténuer les contraintes de la démographie sur le développement commencent à porter leurs fruits car la croissance démographique est maîtrisée. Mais, la Chine continue encore à faire face à une forte demande sociale. Par conséquent, avec le maintien de sa forte croissance économique, le pays pourra faire face à ses défis démographiques.

Leçon 12 : La Chine le modèle de développement économique et social

Introduction

L'économie chinoise s'est transformée, au cours des trente dernières années, d'un système centralisé et planifié, fermé aux échanges internationaux, en une économie de marché avec un rapide développement du secteur privé. Le pays a connu, grâce aux réformes entreprises, le développement capitaliste le plus rapide au monde, passant de 1% au PIB mondial à 6%

aujourd'hui. Son modèle de développement économique ne cesse d'inspirer la plupart des pays en développement.

I-Les caractéristiques du modèle économique chinois

1-Une économie socialiste de marché

A partir de 1978, un nouveau modèle de développement apparaît sous l'égide de Deng Xiaoping. LA Chine devient ainsi un pays d'économie mixte où planification et économie de marché cohabitent. C'est une idéologie économique originale.

L'économie socialiste de marché est terme officiel du gouvernement chinois pour désigner le retour à l'économie de marché (capitalisme) avec l'initiative privée comme moteur du développement. Et, l'expression « Un pays, deux systèmes », traduit la doctrine officielle établie par Deng Xiaoping afin de qualifier l'évolution économique de la Chine contemporaine : un pays, la Chine ; deux systèmes, l'alliance de l'autoritarisme politique communiste et du libéralisme économique.

2-Une politique d'ouverture

Les réformes lancées par Deng Xiaoping ont ouvert la Chine à l'extérieur. Il était question d'accélérer le développement économique de la Chine en recourant aux capitaux étrangers.

Forte de son immensité territoriale et de sa masse démographique, la Chine s'est transformée en atelier du monde en accueillant d'importants investissements étrangers. Le pays est devenu le premier destinataire mondial d'IDE (53 millions de dollars en 2002) et plus de 420.000 entreprises étrangères y sont aujourd'hui implantées.

Près de 60% des investissements émanent de Hong-Kong et Taiwan, ce qui traduit l'appui de la diaspora chinoise dans le développement économique. Les pays de l'Asie de l'Est sont aussi les premiers investisseurs en Chine. Ces investissements ont permis la création de zones économiques spécialisées (ZES) et des zones d'exploitation économique (ZEE).

La politique d'ouverture orchestrée par l'Etat communiste a permis à la Chine de devenir la locomotive de l'Asie et de jouer un rôle majeur sur la scène commerciale mondiale.

II-Les faiblesses du modèle économique chinois

1-La persistance de la misère

Le développement ne s'est pas encore généralisé, et la croissance économique chinoise n'est pas encore synonyme de développement économique et social.

La réussite du modèle chinois reste fragile. Le chômage demeure encore important (5% en 2004). Même si plus de 350 millions de chinois sont sortis de la pauvreté en 2008, ce phénomène concerne encore des millions de chinois, essentiellement des paysans.

2-L'apparition de nouvelles disparités

De profondes disparités font leur apparition aussi bien sur le plan social que sur le plan régional. Les inégalités ne cessent de se creuser (apparition d'une nouvelle catégorie de riches) car l'égalitarisme prôné par l'idéologie communiste a été sacrifié par les nouvelles réformes économiques libérales. La richesse et le dynamisme sont aujourd'hui concentrés sur le littoral qui produit 61% du PIB chinois.

3-L'absence de libéralisation politique

Depuis le début des années 1980, les chinois réclament la « Cinquième modernisation » c'est-à-dire la démocratisation. Les manifestations pour la démocratie en 1989 ont subi une brutale répression (Massacre de Tien Anmen). Cette situation est la preuve la plus manifeste que la Chine avait placé l'efficacité économique au-dessus des principes égalitaires véhiculés par le socialisme marxiste qui reste pourtant la ligne idéologique officielle du pays.

Pour l'Etat chinois, la « liberté du corps », c'est-à-dire le bien-être, est plus importante que la « liberté d'esprit », c'est-à-dire la démocratie.

Conclusion

Premier pays industriel du Sud, la Chine réalise un développement économique stable et durable avec des taux de croissance compris entre 7 et 10 % chaque année. La stabilité politique, la hausse de la demande intérieure, l'urbanisation et la libéralisation économique constituent les moteurs de ce dynamisme. Avec sa croissance spectaculaire, la Chine émerge comme un acteur majeur du développement économique de l'Asie. Son modèle de développement qui émeut l'essentiel des pays en développement doit encore relever 3 grands défis : la réforme des entreprises d'Etat, l'ouverture complète du marché chinois aux capitaux étrangers, l'impératif d'un développement harmonisé.

Leçon 13 : Milieux naturels et populations de l'Amérique latine

Introduction

L'Amérique Latine est un sous-continent qui couvre une superficie de 22,5 millions de km². Elle s'étend du Mexique au Nord à l'Argentine au Sud. Sa position en latitude (entre 30°N et 55°Sud) a favorisé un milieu naturel riche et varié avec de larges potentialités propices au développement économique. Sa population, ancienne et très diversifiée, se caractérise par une forte croissance naturelle en baisse, et par de grandes disparités sociales.

I-La diversité physique de l'Amérique Latine 1-Un relief

diversifié

La structure du relief reproduit dans les grandes lignes celle de l'Amérique du Nord. Le relief est disposé de façon méridienne.

Le système montagneux datant du tertiaire est essentiellement constitué par la Cordillère des Andes (7000km) qui est le prolongement des Rocheuses. Le point culminant se situe dans ce système montagneux (Aconcagua, 6958m).

Les montagnes, les plaines et les plateaux succèdent d'Ouest en Est. Les plaines sédimentaires très immenses et dominantes la partie centrale de l'Amérique latine occupent le tiers du territoire. Elles sont formées d'alluvions récentes et mes altitudes y dépassent rarement 200m (plaines de l'Amazonie, du Chaco, de la Pampa argentine, etc.). A l'Est des plaines, s'étale le plateau brésilien et au Nord de celui-ci le plateau de Guyanes.

Les Andes présentent encore des traces de volcanisme et les séismes s'y manifestent souvent.

2-Une diversité climatique

L'essentiel du territoire latino-américain se situe entre les tropiques c'est-à-dire dans le monde tropical. Cet espace est ouvert à l'influence des vents alizés humides et chauds de l'atlantique. Il en résulte une température élevée toute l'année et une atmosphère humide. Seules les Andes et l'extrémité Sud connaissent une saison froide bien marquée. Le relief joue un rôle important dans la répartition des climats qui sont ici très contrasté. On distingue les principaux types suivants :

-Le climat tropical qui a deux formes : le climat tropical à saison sèche plus ou moins longue avec des températures élevées (25 à 30°C) et le climat tropical humide avec des pluies d'été et d'hiver provoquées par le front polaire.

-Le climat équatorial : il est constamment chaud et humide avec des températures élevées (28°C en moyenne) et des pluies abondantes et assez bien réparties (supérieures ou égales à 2500mm par an).

-le climat de montagne : ils se trouvent sur les Andes et sont différenciées par l'altitude et la latitude.

3-Un réseau hydrographique dense

En Amérique latine, les fleuves se déversent presque tous dans l'océan Atlantique. L'Orénoque, l'Amazone, l'Uruguay et le Parana drainent les plaines centrales. Ces fleuves sont coupés par de nombreuses chutes qui leur donnent une forte puissance.

L'Amazone, plus grand fleuve du monde, confère à cet espace le plus important bassin hydrographique du monde (7 millions de km²). Il voit sa puissance renforcer par la Madeira, le Rio Nègrille Tocantins et plusieurs autres affluents. Son cours est très large et rapide avec un débit moyen de 120.000 m³ /s près de son embouchure.

Les fleuves offrent de grandes potentialités hydroélectriques et de larges possibilités d'irrigation et de navigation.

II-La population latino-américaine

1-Une population métissée

La population, estimée à plus de 500 millions d'habitants, est très hétérogène. Elle est composée d'indiens, de blancs venus à partir et de noirs. De ces différents groupes humains, est né un métissage très important sous trois formes : -Les zambos : métissage entre indiens et noirs

-Les mulâtres : métissage entre blanc (européens) et noirs

-les ladinos : métissage entre indiens et européens (blancs)

Le métissage biologique ou culturel touche très inégalement les différents pays de l'Amérique latine. Alors que les Etats du Cône du Sud (Argentine, Chili, Uruguay) se distinguent par une population majoritaire d'origine européenne, le Brésil et les Antilles renferment d'importants africains. En revanche, en Amérique centrale et dans les pays andins (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou), les communautés indiennes sont restées importantes.

2-Une croissance démographique forte et en baisse

La croissance démographique demeure encore forte malgré une baisse considérable de la fécondité. La population a triplé en demi-siècle (156 millions en 1950, plus 500 actuellement).

Aujourd'hui, le rythme de croissance décroît et le sous-continent vit sa deuxième phase de la transition démographique. La fécondité a considérablement baissé (ISF 2,37, TAN 1,36% par an). Mais, les pays se trouvent à des situations démographiques contrastées.

Cependant, la population reste encore jeune et par conséquent continue de s'accroître. Ce qui fait que les politiques démographiques occupent une place centrale dans les politiques de développement.

3- Une population inégalement répartie et fortement urbanisée

La population est inégalement répartie. Les facteurs de la répartition sont essentiellement physiques, historiques et économiques.

Un des legs de la colonisation a été la concentration des populations, soit dans les zones côtières autour des ports ou des plantations, soit à l'intérieur des terres près des mines, soit dans les villes et anciennes capitales administratives. Cette répartition déséquilibrée est un des problèmes démographiques de cet espace.

Cette population est également fortement urbanisée. Les taux d'urbanisation varient entre 70 et 90 %. Les taux de croissance urbaine ont culminé entre 1950 et 1965 à plus de 4 % par an.

L'urbanisation s'explique entre autres par les migrations (exode rural) et le développement industriel. Elle s'accompagne de problèmes : chômage urbain, pauvreté urbaine, criminalité, problèmes d'assainissement, de logement, etc.

Les plus grandes villes sont : Sao Paulo, Buenos Aires, Montevideo, Rio de Janeiro, Lima, Bogota...

4- De fortes disparités et de tensions sociales

Les richesses sont très inégalement réparties et les populations indiennes occupent systématiquement le bas de l'échelle sociale. Les tensions sociales sont fréquentes dans cet espace. Ces tensions économiques, culturelles et identitaires se manifestent par la montée en puissance des églises et des sectes protestantes et par une augmentation alarmante de la criminalité.

Ces disparités socio-économiques et culturelles se traduisent également par de forts contrastes à l'intérieur des pays et entre les grands ensembles régionaux. Alors que certains pays ont réussi à diversifier leurs activités et à harmoniser leurs politiques dans le cadre du Mercosur, d'autres pays sont confrontés à la misère et au sous-développement. Enfin, ces disparités socio-économiques s'inscrivent dans un contexte de forte pression démographique, malgré une baisse généralisée des taux de natalité.

Conclusion

Sous-continent marqué par de nombreux contrastes, l'Amérique latine est un territoire de diversité tant physique qu'humain. Ils sont plus marqués au plan économique et social. Mais, la période contemporaine voit l'émergence économique de pays disposant de gros potentiels naturels et humains tel le Brésil, mais fortement dépendants de l'extérieur. Cependant, la question sociale menace l'avenir des politiques économiques libérales et les tentatives d'intégration régionale menées par les Etats pour sortir l'Amérique latine du mal développement.

Leçon 14 : Le Brésil une puissance du Tiers Monde

Introduction

Le Brésil couvre presque la moitié de l'Amérique du Sud (8.547.400 km²). Ses performances économiques l'ont placé dans le trio de tête des puissances du Sud (Brésil, Mexique, Brésil). Le Brésil est aujourd'hui, à bien des égards, un des pays les plus avancés du Sud, mais présente encore de très fortes inégalités sociales et territoriales.

I-Les facteurs d'émergence du Brésil

1-L'importance des ressources naturelles

Le Brésil est un pays les mieux dotés du monde en richesses naturelles. Il arrive au premier rang pour l'eau avec 17% des ressources d'eau douce.

Pour les réserves foncières, il détient 480 millions d'hectares, soit 4 fois celles de toute l'Asie en développement. Il a aussi un patrimoine forestier très riche.

Le pays dispose également d'abondantes ressources énergétiques et minérales, dont les plus riches gisements de fer du monde (Mine de Carajas).

2-Une ouverture ancienne sur l'économie mondiale

Le Brésil est à la fois l'un des premiers pays colonisés du Sud, occupé par les portugais à partir de 1500, et un pays neuf. Indépendant en 1822, exportateur de produits bruts, le Brésil s'est largement ouvert à l'immigration et aux apports extérieurs.

Après le coup d'Etat militaire de 1964, le Brésil s'est davantage ouvert avec la nouvelle stratégie dite celle de l'ouverture du pays aux capitaux étrangers (développement

extraverti). Cette stratégie se fonde sur la promotion des exportations comme locomotive du développement, sur les investissements internationaux, sur un endettement massif du pays, sur les implantations d'entreprise étrangères à la recherche de paradis fiscaux. Les atouts du pays ont facilité l'arrivée des entreprises étrangères (main-d'œuvre à bon marché, richesses naturelles, infrastructures de communication...).

3-La construction d'une économie nationale : l'industrialisation par substitution aux importations (ISI)

Avec la crise de 1929, la chute de la demande européenne et américaine, impose au Brésil exportateur de matières premières et agricoles et importateur de produits manufacturés, de réorienter son économie. La stratégie d'industrialisation par substitution aux importations fut ainsi adoptée. Il s'agit de privilégier la production nationale de biens de consommation importés (textiles, automobile, électroménager...) afin de réduire les importations et les exportations de produits bruts. L'Etat brésilien a dû faire appel aux capitaux étrangers et aux techniques modernes pour réaliser cette politique de développement.

Cette stratégie d'ISI a rapidement construit une industrie nationale, la production de biens manufacturés progressant de plus de 10% par an de 1932 à 1939 et de 6% par an pendant la guerre. L'Etat s'est très fortement impliqué en développant l'industrie lourde, sidérurgique et pétrolière.

II-Les problèmes de développement du Brésil

1-Une pauvreté persistante

Le développement a permis une élévation des niveaux de vie sans parvenir à résorber considérablement la pauvreté, particulièrement la pauvreté rurale. « Le Brésil n'est pas un pays pauvre mais un pays avec beaucoup de pauvres ! ». Cette formule illustre le paradoxe de l'Etat, riche à l'échelle du Sud, mais dans lequel la proportion de pauvres est importante : plus de 37% des brésiliens vivent dans la pauvreté avec l'équivalent de moins de 2 dollars par jour.

Depuis l'élection de Lula da Silva, le niveau de vie des brésiliens s'est sensiblement amélioré grâce à l'augmentation des salaires et au soutien financier apporté à 11 millions de foyers défavorisés.

2-Des inégalités sociales criantes

Le Brésil est marqué par de très forts contrastes sociaux qui opposent quelques privilégiés (propriétaires de Latifundios, industriels et commerçants..) aux populations démunies. Celles-ci sont composées d'urbains (habitants des favelas, chômeurs ou ouvriers du secteur informel) et des paysans sans terre ou très petits propriétaires.

Au cœur des inégalités, se trouve la question agraire. La persistance de la faim et de la pauvreté rurales résulte d'une répartition très inéquitable des terres, d'une concentration foncière excessive au profit d'une minorité. Le mouvement des sans-terres (MST) est devenu un acteur incontournable du développement rural.

3-Des contrastes spatiaux de développement

L'espace brésilien présente encore de profondes divisions. Les écarts de revenus entre villes et campagnes s'accroissent.

Les écarts de développement expliquent les flux migratoires vers les villes et surtout depuis le Nordeste, vers les zones prospères du Sudeste (Triangle Belo Horizonte/Rio de Janeiro/Sao Paulo : cœur économique du Brésil) et du sud, et les espaces en réserve du Mata Grosso ou du Rondônia.

Conclusion

Le Brésil, chef de file du Mercosur, est une puissance du Sud. Il cherche encore la solution à l'immense pauvreté de la majorité de sa population. Son endettement et les inégalités croissantes constituent des obstacles à son développement économique. Mais, avec le « Plan d'Accélération de la Croissance », il espère atteindre le développement dans les meilleurs délais.

Leçon 15 : Les problèmes et les perspectives de développement du continent africain

Introduction

Le continent africain couvre une superficie de 30,3 km² pour une population de plus de 900 millions. C'est un continent qui fait face à de nombreux problèmes de développement en raison de nombreux facteurs naturels et humains. Cependant, de nouvelles initiatives sont mises en place depuis 2001 pour relancer le processus de développement du continent africain.

I-Les problèmes de développement de l'Afrique

1-Les problèmes économiques

Les problèmes économiques se caractérisent par une faiblesse de la production et par des crises récurrentes. Par ailleurs, l'Afrique est du point de vue de la division internationale du travail (DIT) , classé parmi les producteurs et exportateurs de matières premières car la plupart des pays africains ne disposent d'industries suffisantes et capables de transformer

localement leurs matières premières. Ils subissent ainsi la détérioration des termes de l'échange.

L'agriculture qui occupe les $\frac{3}{4}$ de la population est très fragile. Les raisons principales sont : les aléas du climat, la pauvreté des sols et le sous-équipement des paysans. Les faibles rendements entraînent une dépendance alimentaire chronique. L'élevage et la pêche sont dominés par le système traditionnel. L'exploitation anarchique des ressources forestières accentue la désertification.

Le secteur industriel est dominé par les secteurs des transformations avec des unités qui parfois ne sont que des filiales des firmes internationales. A part l'Afrique du Sud et les pays du Maghreb, l'industrie lourde est absente. L'artisanat est en recul engendrant des pertes d'emploi que l'industrie n'a pu compenser.

Enfin, le commerce entre Etats africains est faible et ne représente que 7% de leur commerce extérieur. Cette situation est due aux relations privilégiées entre les Etats et les anciennes métropoles, à la monnaie commune, aux économies concurrentielles, à l'étroitesse des marchés. Dans le commerce international, l'Afrique ne représente que moins de 3%. En plus, l'endettement rend difficile la relance économique. **2-Les problèmes socio-économiques**

Sur le plan social, l'Afrique a les niveaux de développement les plus faibles de la planète. Au plan démographique, il est aujourd'hui le continent dont la population s'accroît le plus rapidement. La croissance annuelle qui est en baisse, dépasse 2% (2,23% pour 2005-2010), alors qu'elle est désormais aux environs de 2% dans la majorité des pays du Tiers Monde.

La population s'accroît plus vite que les ressources. Ainsi, le poids démographique est à l'heure actuelle plus une contrainte qu'un atout au développement. Les problèmes de scolarisation, de prise en charge sanitaire, de famine, de malnutrition, de chômage, d'environnement, d'urbanisation (explosion urbaine), etc. se posent avec acuité. **3-Les problèmes politiques**

Le morcellement territorial de l'Afrique dont les frontières sont héritées de la colonisation ont divisé les peuples et les richesses naturelles. L'Etat ne correspond pas toujours à une nation, d'où sa remise en cause par des courants irrédentistes et séparatistes. Cet émiettement politique constitue un handicap. De plus, certains pays sont enclavés.

Enjeu de la guerre, l'Afrique a pendant longtemps, nourri l'ambition d'une politique de développement calquée sur des modèles extérieurs. C'est à partir de 1990 que la foi en l'homme africain se précise davantage.

Dans l'ensemble, les Etats africains ont aussi souvent démontré peu d'efficacité dans la gestion (mauvaise organisation administrative, mauvais choix économiques, corruption généralisée, etc.).

Enfin, la permanence de nombreux conflits freine le développement du continent. Des coups d'Etat ou tentatives de coups d'Etat sont aussi fréquents et des troubles dus à la pauvreté, à la misère, à la hausse des prix des produits alimentaires agitent périodiquement les populations africaines.

Tous ces problèmes ont ralenti l'essor économique, social et culturel des pays africains.

II-Les perspectives de développement de l'Afrique

1-Les structures d'intégration sous-régionale

Les Etats africains, dans la recherche de solutions aux nombreuses contraintes de développement, ont élaboré des formes d'intégration sous-régionales (Communautés Economiques Régionales), réparties sur tout le continent :

- En Afrique du Nord : l'Union du Maghreb Arabe (UMA)
- En Afrique occidentale : la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
- En Afrique septentrionale et occidentale : la Communauté des Nations Saharo-sahéliennes (CNSAS)
- En Afrique équatoriale et centrale : la Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale (CEAC)
- En Afrique orientale et australe : le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)
- En Afrique australe : la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)

2-Le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)

Depuis 2001 (Sommet de l'OUA de mars à Syrte et de juillet à Lusaka), les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Afrique ont adopté un nouveau programme de développement intitulé : Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Ce programme est issu de la Nouvelle Initiative africaine, qui est une synthèse des plans Oméga du président sénégalais Abdoulaye Wade et du Millenium African Plan (MAP) des présidents Tabo Mbéki (Afrique du Sud), Olesegun Obasanjo (Nigéria) et Abdoul Aziz Bouteflika (Algérie).

Le NEPAD a pour but essentiel de combler le retard qui sépare l'Afrique des pays développés. Il s'agit, au demeurant, moins de financer des projets tous azimuts à coup de milliards, mais de la « revendication par l'Afrique des investissements massifs des pays développés dont les mécanismes sont à préciser, sans qu'il s'agisse nécessairement de crédits ou d'aides.. ».

Dans sa stratégie, le NEPAD vise, d'une part, le développement de l'Afrique à partir de pôles régionaux (Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est et Océan indien, Afrique australe) et d'autre part, le développement du secteur privé par l'incitation aux investissements privés étrangers et africains du continent et de la diaspora.

Pour ce faire, le NEPAD dégage, suite à une approche concertée avec les pays riches 10 priorités : la bonne gouvernance politique, la bonne gouvernance économique, les infrastructures, l'éducation, la santé, les NTIC, l'agriculture, l'énergie, l'accès aux marchés des pays développés et l'environnement

Conclusion

L'Afrique demeure un continent qui présente tous les aspects du sous-développement. Le retard criard du continent en général, et de l'Afrique subsaharienne en particulier, devient de plus en plus inquiétant dans le contexte de la mondialisation. Les possibilités de l'Afrique sont énormes. C'est pourquoi, la matérialisation des projets du NEPAD doit contribuer à réduire l'écart de développement entre l'Afrique et les pays développés et surtout à assurer son développement économique. Mais, la clé de réussite de cette nouvelle initiative africaine reste la volonté politique des Etats africains.

Leçon 16 : Sénégal Milieux naturels et population

Introduction

Situé à l'extrémité Ouest du continent africain, le Sénégal s'étend sur 196.722 km². C'est un pays sahélien dans sa grande partie, avec un milieu naturel plus ou moins propice. Sa population estimée à 15 millions en 2018, est caractérisée par une croissance démographique forte mais en baisse, une répartition contrastée, une mobilité et une urbanisation considérables.

I-Les milieux naturels

1-Le relief

Le Sénégal est un pays plat au relief peu élevé, constitué essentiellement de plaines et de plateaux entaillés par des vallées mortes du Ferlo, du Sine et du Saloum. Les altitudes sont inférieures à 130 m dans tout le bassin sédimentaire et décroissent de l'Est vers l'Ouest. Les points les plus élevés se localisent :

-Au Sud-est : c'est la zone la plus accidentée du pays avec des massifs et des plateaux qui culminent à 581 m sur les monts Bassari

-Dans la presqu'île du Cap-Vert où les Mamelles culminent à 105 m

-Dans la région de Thiès où le massif de Ndiass est à 104m et le plateau de Thiès à 70m.

2-Un climat tropical

Le climat du Sénégal est influencé par la situation géographique du pays et par trois principales masses d'air :

-L'harmattan ou alizé continental, chaud et sec, en provenance de l'anticyclone thermique Sahara libyen

-L'alizé maritime, frais et humide, venant de l'anticyclone des Açores

-La mousson, vent très humide et relativement chaud, venant de l'anticyclone de SainteHélène, responsable des pluies d'Eté (hivernage).

Les températures sont élevées en toutes saisons. Elles sont rarement inférieures à 20°C. Le mois de Janvier est le plus froid ; et, pendant cette période la moyenne des températures varie entre 20 et 23°C. La période la plus chaude se situe entre mi-avril et mi-mai avec des températures pouvant dépasser 40°C à l'intérieur du pays.

Les précipitations diminuent du Sud vers le Nord .Si au Sud, les précipitations peuvent dépasser 1300mm, nous avons des localités qui accusent régulièrement des déficits pluviométriques avec moins de 400mm d'eau (Ferlo, vallée du Fleuve).On note également une irrégularité interannuelle des volumes précipitations.

3-Sols et végétations

Les sols qui se dégradent de plus en plus sont tributaires de la pluviométrie. On peut distinguer du Sud au Nord les 3 grands domaines suivants :

-Le domaine sub-guinée au Sud avec des sols ferralitiques, souvent argileux, occupés par une végétation importante de forêt et de savane arborée.

-Le domaine soudanien occupe la majeure partie du pays avec des sols ferrugineux .Et, du Sud au Nord, nous avons une savane boisée ou arborée, une savane herbeuse ou herbacée et une savane arbustive.

-Le domaine sahélien avec des sols arides très pauvres au Nord, dominés par la steppe.

4-L'hydrographie

Le Sénégal est un pays dont les eaux de surface sont peu répandues. Cette situation est liée essentiellement à la faiblesse des précipitations et des pentes, mais aussi à la perméabilité des roches facilitant l'infiltration plutôt que le ruissellement.

Le réseau hydrographique se résume au fleuve Sénégal (1750 km) et ses affluents, la Gambie dont le seul cours moyen intéresse le Sénégal, la Casamance. Le Sine et le Saloum ne sont que des bras de mer au niveau de leur cours inférieur avec un écoulement temporaire saisonnier. Le régime de ces cours d'eau sahéliens est très irrégulier et varie en fonction des saisons.

II-La population sénégalaise

1 -Une population hétérogène

Au point de vue ethnique, la population est composée d'une vingtaine d'ethnies qui sont essentiellement négro-africaines. Le principal critère de différenciation repose sur la langue, ce qui facilite les brassages culturels. Les Wolofs constituent l'ethnie majoritaire avec 40%, suivis des Poulars 25% et des Sérères 18%. Les autres ethnies représentent des pourcentages peu importants : Diolas (7%), Baïnouks, balants, mandjaks, Bassaris, mankangns, Soninkés, etc. Il y a aussi la présence de la population non sénégalaise, composée d'africains, d'européens, de libano-syriens, etc. estimée à 1,8 ou à 2% de la population.

Sur le plan religieux, près de 95% des sénégalais sont des musulmans. Les chrétiens font 4% et les adeptes des religions traditionnelles près de 1%. La principale langue parlée est le Wolof. Plus de 70% de la population l'utilise comme première ou deuxième langue. Le Français reste la langue officielle et la principale langue écrite.

2 -Une répartition inégale de la population

La population est inégalement répartie. Cette inégale répartition est liée à certains facteurs d'ordre naturel essentiellement, mais aussi historiques et économiques. La population réside essentiellement dans les campagnes (54% en 2007), et les villes concentrent 46 % de la population totale.

L'Ouest, avec l'essentiel des activités économiques, les villes les plus importantes et le climat plus accueillant, concentre environ 75% de la population sur un quart du territoire. Les densités les plus élevées s'y trouvent notamment à Dakar avec plus de 3.500 hbts/km² en moyenne. L'Est et le Nord-est affichent les plus faibles densités avec moins de 10 hbts/km² dans le Ferlo et la région de Tambacounda.

3-Les mouvements naturels et migratoires

La croissance de la population est assez importante. Cette croissance résulte d'un taux de natalité encore élevée mais en baisse, (38°% et d'un taux de mortalité en baisse aussi (11°%, soit un taux d'accroissement naturel élevé (2,7% par an), d'où un doublement tous les 26 ans.

Cette croissance inquiète les autorités par les problèmes qu'elle pose (éducation, logement, formation, prise en charge sanitaire, etc.).En plus, les pesanteurs socioculturelles limitent la politique de contrôle des naissances de même que le caractère substantiel des allocations familiales accordées aux familles.

Les sénégalais sont aussi très mobiles .L'exode rural est le principal mouvement interne. Les migrations interrégionales sont également importantes (transhumance, migration interurbaine)

Le mouvement de départ vers l'extérieur s'est généralisé et touche aujourd'hui toutes les régions du pays. Les sénégalais se rencontrent presque partout, dans tous les pays du monde. Les migrations internationales sont motivées par des raisons essentiellement économiques. Les pays d'accueil sont les pays africains, européens et américains.

4-Les structures démographiques

La pyramide des âges du pays révèle une extrême jeunesse de la population, un taux de féminité élevé (54%) et des problèmes sociaux liés à la structure par âge.

La structure par âge est dominée par les moins de 20 ans qui représentent 57,7% de la population .viennent ensuite respectivement les adultes (37,3%) et les vieux (5%).Cette jeunesse de la population pose d'énormes difficultés : pauvreté, chômage, délinquance juvénile, prostitution, etc.

La structure par sexe laisse apparaître un déséquilibre en faveur des femmes tandis que la structure socioprofessionnelle est dominée par les activités du secteur primaire .Par conséquent, le secteur tertiaire ne cesse de se développer avec une explosion de l'informel avec les petits métiers et le commerce de détail.

Conclusion

Le Sénégal dispose de milieux naturels présentant des contraintes, mais non sans atouts. Sa population est caractérisée par une croissance rapide et par une répartition inégale. Ces données mettent donc en lumière des problèmes fondamentaux. Et, pour pallier ces problèmes, de bonnes politiques de protection de la nature, de population et d'aménagement du territoire s'imposent, c'est ce qu'a compris l'Etat sénégalais qui œuvre dans ce sens.

Leçon 17 : Le Sénégal : La question de l'eau

Introduction

Source de vie et moteur essentiel du développement, l'eau constitue une équation majeure dans les pays en développement et de surcroît sahéliens comme le Sénégal où l'accès à l'eau potable n'est pas encore généralisé. Le pays dispose d'énormes ressources hydriques mais, plusieurs facteurs limitent son exploitation. Néanmoins, l'Etat sénégalais conscient des effets négatifs du déficit de l'eau sur son développement économique, a entrepris depuis son indépendance, des tentatives pour pérenniser l'approvisionnement en eau des populations.

I-Les problèmes de l'eau au Sénégal

1-Les problèmes liés à la quantité et à la qualité

Bien que les ressources en eau souterraine soient importantes (2.600.000m³ /jour pour 2000 ans) et les écoulements des fleuves réguliers, le Sénégal est confronté à des problèmes de disponibilité en ressources hydriques liés à plusieurs facteurs négatifs. En effet, la sécheresse des 20 dernières années a entraîné le tarissement des écoulements dans les vallées fossiles du Ferlo, du Sine et du Saloum et l'abaissement du niveau des nappes aquifères, ce qui pousse les populations à se déplacer vers des zones plus favorables.

L'exode rural qui s'est traduit par une forte concentration urbaine entraîne une surexploitation des nappes souterraines alors que le réseau de la SDE ne parvient pas à satisfaire la demande, surtout dans les bidonvilles situés à la périphérie des villes et non branchés au réseau.

Les ressources en eau connaissent aussi des problèmes liés à la qualité. La pollution des ressources en eau est liée aux influences lithographiques (cause naturelle) ou aux activités humaines.

Le fluor peut se rencontrer dans l'eau entraînant des conséquences graves dans les régions de Kaolack et Fatick. En plus, l'arrivée des pluies lessive le sol souillé et charge la nappe de polluants.

2-Les problèmes techniques et financiers

La profondeur de certaines nappes exige d'importants moyens financiers et techniques pour leur exploitation. Par exemple, la nappe maestrichtienne est une profonde nappe très importante. Dans tout le bassin sédimentaire, elle est atteinte par forage entre 100 et 350 m de profondeur.

Les moyens financiers nécessaires pour exploiter les ressources hydriques sont énormes (un forage vaut 20 à 30 millions de franc voire plus). Les projet du doublement du lac de Guiers devait coûter 92 milliards et celui du canal de Cayor 220 milliards.

Enfin, la gestion commune des eaux dans le cadre de l'OMVS s'accompagne souvent de blocages (protestation de la Mauritanie contre le projet sénégalais de revitalisation des vallées fossiles, conflits d'idées constants, etc.).

II-Les politiques de maîtrise de l'eau

1-les objectifs des politiques

L'importance d'une maîtrise de l'eau n'est pas perdue de vue par les autorités sénégalaises qui en ont fait un axe stratégique dans les plans de développement économique et social successifs depuis l'indépendance. Ainsi, pour juguler les effets néfastes de la sécheresse des dernières décennies, on a décidé de mettre en place des infrastructures hydrauliques permettant la satisfaction des besoins en eau des populations, du cheptel, et la sécurisation des ^produits agricoles (agriculture irriguée). L'importance de l'eau dans l'aménagement du territoire et dans l'épanouissement des sociétés a conduit à l'initiation de plusieurs projets visant une meilleure répartition spatiale des eaux de surface à travers le territoire sénégalais.

2-Les projets initiés (réalisés)

En effet, le projet d'un aménagement d'ensemble du bassin du fleuve Sénégal par l'OMVS est entré dans sa phase active au début des années 1980. L'objectif principal visé est d'assurer une maîtrise complète de l'eau grâce à la mise en place de grands ouvrages. Le barrage de Diama, construit à 27km en amont de Saint-Louis, stoppe la remontée de l'eau marine et permet l'irrigation toute l'année dans tout le bassin du Sénégal.

La réalisation des barrages de Diama et de Manantali permet une meilleure gestion des eaux du fleuve sans toutefois empêcher le rejet en mer d'énormes quantités d'eau (en moyenne 9milliards de m³).

Les projets de revitalisation des vallées fossiles et du Canal du Cayor n'ont pas pu arriver à terme pour des blocages financiers. Enfin, depuis 2000, l'Etat a initié un vaste programme de mise en place de bassins hydrographiques (bassins de rétention) pour une meilleure gestion des ressources en eau, et un programme d'expérimentation des pluies artificielles (Programme BAWAN).

Conclusion

Le Sénégal dispose d'un important potentiel en ressources en eau qui est mal réparti sur l territoire. Le déficit en eau est réel au Nord de la ligne Thiès-Kaokack-Tamba. Ainsi, il se pose un vrai problème de maîtrise de l'eau, ressource indispensable à toute activité humaine. Cependant, pour assurer son autosuffisance alimentaire dont le succès dépend de la maîtrise de l'eau et du développement de l'agriculture irriguée, le pays doit réussir ses politiques de maîtrise de l'eau.

Leçon 18 : Le Sénégal Les problèmes économiques et les politiques de développement

Introduction

L'économie sénégalaise est confrontée à de sérieux problèmes qui handicapent sa croissance. L'impact des problèmes économiques se traduit par la persistance de la pauvreté et plus de 33% de la population vit sous le seuil de la pauvreté. Mais, à l'instar des pays en développement, le Sénégal s'est engagé dès son indépendance dans la voie du développement économique. C'est dans ce sens que plusieurs expériences ont été successivement mises en place pour atteindre le développement.

I-Les problèmes économiques

1-Les problèmes de l'agriculture et de la pêche

Avec plus de 60% de la population active, l'agriculture reste encore un pilier de l'économie. Les activités du secteur agricole dominent l'économie. La contribution de l'agriculture au PIB baisse régulièrement, passant de 20% en 1965 à 17,3 % en 1979 et 9% en 2004. Ce recul est dû à plusieurs facteurs.

Elle est sensible aux aléas climatiques. La brièveté de la saison des pluies rend les cultures sous pluie particulièrement aléatoires. Le modèle d'exploitation, toujours traditionnel, est extensif. Il pratique peu la jachère, ce qui entraîne la dégradation des sols. L'agriculture est toujours marquée par la monoculture de l'arachide et la production céréalière est encore limitée.

L'élevage, pratiqué principalement dans le Ferlo et l'Est du pays, souffre aussi de la faiblesse de la pluviométrie et de la profondeur de la nappe phréatique, ce qui pousse le cheptel à la transhumance. Les sécheresses successives de 1973 à 1992 ont empoté les effectifs,

désorganisé les parcours et contraint les pasteurs à se replier vers le Sud. La faiblesse de l'exploitation liée à un élevage de prestige conduit à des profits insuffisants.

La pêche, en dépit de conditions favorables (700km de côtes, large plateau continental et faune abondante) est confrontée aux coûts élevés des facteurs de production, à la faiblesse de la mécanisation, à la rareté des crédits et à la réduction sensible des ressources

Ainsi, le pays fait face à un problème d'autosuffisance alimentaire et il est obligé d'importer d'énormes quantités de produits alimentaires. Ces importations pèsent lourd sur sa balance commerciale.

2-Les problèmes de l'industrie

Malgré ses performances (22,1% du PIB en 2004), l'industrie sénégalaise est plongée dans une crise profonde. Aujourd'hui, la crise dans laquelle l'industrie se trouve plongée est surtout accentuée par le manque de maîtrise des facteurs énergétiques. Le Sénégal est pauvre en sources d'énergie classique (charbon, hydrocarbures. Les applications des travaux sur l'énergie solaire et éolienne demeurent insuffisantes. Mais, l'espace sénégalais est mieux pourvu en richesses minières : le phosphate (Thiès, Matam, le minerai de fer de la Falémé, l'or en quantité faible (Sabadola), etc.

Mais, l'industrie souffre également d'une concentration financière et géographique avec la domination de la région de Dakar qui abrite 91% des entreprises du pays, et d'un marché international difficile.

Les problèmes conjoncturels (délestages électriques, endettement de l'Etat...) et structurels ont un impact sur la productivité des entreprises et par conséquent, sur la croissance économique du pays.

3-Les problèmes liés au commerce extérieur

Les échanges extérieurs jouent un rôle capital dans l'économie du Sénégal , mais ils souffrent de a détérioration des termes de l'échange due à la baisse de la valeur des produits exportés et la hausse des prix des produits importés.

La balance commerciale s'est détériorée .cependant, les dons et concours financiers au titre de la coopération et dans le cadre des accords de pêche ont permis au pays de bénéficier d'énormes fonds permettant d'équilibrer régulièrement la balance commercial.

L'économie sénégalaise est extravertie, ce qui fait que l'essentiel des échanges s'effectuent avec des Etats non africains. La France est le principal partenaire commercial.

II-Les politiques de développement

1-La politique interventionniste de l'Etat ou politique de développement planifié

Au lendemain des indépendances, trois grandes options doctrinales ont séparé assez nettement les nouveaux Etats africains

-l'option capitaliste et libérale (Côte d'Ivoire...)

-l'option socialiste et marxiste (Guinée Conakry, Ghana ...)

-entre ces deux extrêmes, le socialisme démocratique dont se réclamer la majorité des jeunes Etats, notamment le Sénégal.

Cette voie médiane du socialisme a pour objectif l'amélioration des conditions de vie des populations par le développement des investissements. Plus qu'une croissance ne profitant qu'à une minorité, cette option privilégie plutôt l'amélioration du sort de tous, singulièrement des plus défavorisés.

Pour y parvenir, l'Etat sénégalais, pour ce qui le concerne, avait recours à une planification simple, à la création de sociétés d'économies mixtes (association entre l'Etat et des partenaires privés), à la création de coopératives dans le monde rural en suscitant et en encourageant des initiatives privées. Cette voie socialise fondée sur une action de contrôle et de catalyseur de l'Etat s'est surtout illustré au Sénégal dans l'organisation du monde rural (OCAS, ONCAD, etc.).

Mais, l'absence de performances et de résultats concrets a poussé l'Etat à remettre en cause officiellement sa politique fondée sur l'intervention. C'est ainsi que l'Etat tenta une autre orientation en inaugurant au début des années 1980 une « Nouvelle Politique Economique » (NEP) fondée sur le désengagement de l'Etat.

2-La « Nouvelle Politique Economique » : le désengagement de l'Etat

Depuis l'abandon de la politique interventionniste, un tournant décisif, fondé sur une action globale de réformes économiques, est engagé. Le désengagement de l'Etat intervient dans une conjoncture internationale particulièrement difficile. Il s'est concrétisé par la « Nouvelle Politique Economique » officialisée en mars 1984 par le célèbre slogan « moins d'Etat, mieux d'Etat » après une intervention du chef de l'Etat, Abdou DIOUF, au Conseil Economique et Social.

Dans le domaine agricole, les réformes se traduisent par la Nouvelle Politique Agricole (NPA) avec le désengagement de l'Etat et la suppression des subventions à l'agriculture.

Désormais, les filières (arachide, riz, coton, sucre...) sont libéralisées et l'Etat assure une mission de services publics à travers ses structures de recherches. Les sociétés d'encadrement du monde rural ne jouent plus qu'un rôle d'appui-conseil. Cette mise en œuvre du PASA (Programme d'Ajustement Sectoriel Agricole) va alors bouleverser l'agriculture. Les mesures d'accompagnement du PASA (crédit agricole, réforme foncière, formation...) mal maîtrisées, ont provoqué des crises d'adaptation dans un monde rural mal préparé.

Dans les secteurs secondaire et tertiaire, c'est la libéralisation à outrance avec la privatisation des grandes entreprises (Nouvelle Politique Industrielle : NPI), l'encouragement au « départ volontaire » pour alléger les charges salariales de l'Etat (Politique d'Ajustement Structurel : PAS), l'incitation à la création de PME et de PMI, la libéralisation du secteur commercial. Mais depuis 2000, les programmes de l'Alternance reposent sur l'initiative locale (Stratégie de la Croissance Accélérée : SCA, Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance : GOANA, etc.) et sur les principes du NEPAD.

Conclusion

Les problèmes économiques du Sénégal s'inscrivent dans le cadre général des problèmes de tous les pays en voie de développement (sous-équipement, pauvreté, échec des politiques économiques, etc.) .Il s'y ajoute un milieu physique (support des activités économiques) caractérisé par beaucoup de handicaps. En plus, les politiques de développement adoptées se heurtent à d'innombrables obstacles ou elles sont tout simplement mal adaptées. Enfin, la bataille du développement semble difficile mais réalisable avec une bonne volonté politique.

Les remerciements du Réseau Scolaire à :

Mamadou Moustapha FALL, moustaphaby2000@yahoo.fr

- Conseiller technique au Fonds d'appui à l'investissement des Sénégalais de l'extérieur (Faise),
- Coordonnateur de la Cellule républicaine d'information et de communication (Cric)

Ibou DIENG, diengcpi@gmail.com

- Ingénieur en Pédagogie, Formateur en HG IA Kolda

Date de la mise en page : 11/04/2020 à 12h00 par projetreseaucoalire@gmail.com

LE PAKAO



Le Pakao est une collection du Réseau Scolaire qui rassemble le maximum de documents , de sources et de matières différentes dans le but d'aider les candidats aux examens et concours .

Trouver d'autres documents sur le

www.reseauscolaire.com

+ 221 78 563 10 50